

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 14 septembre 1957

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus. –

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, September 14th, 1957

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502-1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising: Rates: Subscriptions: etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502-1-52

Lettres patentes

(A.G. 12098-57)

A. Bélanger & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1957, constituant en corporation: Louis-Philippe Bélanger, Alidor Murray et Antonio Bélanger, tous trois commerçants, de Rivière-au-Doré, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de produits alimentaires, marchandise à la verge, machinerie, quincaillerie, bijouterie, instruments de musique, accessoires électriques, meubles et vêtements, sous le nom de "A. Bélanger & Fils Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-au-Doré, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

45758-o

Letters Patent

(A.G. 12098-57)

A. Bélanger & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1957, incorporating: Louis-Philippe Bélanger, Alidor Murray and Antonio Bélanger, all three dealers, of Rivière-au-Doré, for the following purposes:

To operate the industry and business dealing in food products, merchandise by the yard, machinery, hardware, jewellery, musical instruments, electrical accessories, furniture and clothing, under the name of "A. Bélanger & Fils Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-au-Doré, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

45758

(P.G. 12561-57)

Agences Saguenay Ltée
Saguenay Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf août 1957, constituant en corporation: Léon-Paul Desbiens, industriel, Roméo Grenier, commerçant, et Marcel Clavet, gérant, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles, coffres-forts, instruments de sciences, arts et métiers, appareils de réfrigération et de chauffage, appareils et accessoires électriques, de quincailleries, matériaux de construction, d'articles en bois, métal, verre ou plastique, de charbon, bois, essence, armes à feu, poudre, munitions, vivres, vêtements, cuir, toile et de mercerie, sous le nom de "Agences Saguenay Ltée — Saguenay Agencies Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 13751-56)

Anmax Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze février 1957, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman et Julius Briskin, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction amélioration et placements, sous le nom de "Anmax Realty Inc.", avec un capital-actions divisé en 1,500 actions sans valeur nominale ou au pair et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera $80,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(P.G. 12453-57)

Basin Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juillet 1957, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, Max Shenker et John Hamilton, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction, amélioration et développement sous le nom de "Basin Development Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(A.G. 12561-57)

Agences Saguenay Ltée
Saguenay Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1957, incorporating: Léon-Paul Desbiens, industrialist, Roméo Grenier, dealer, and Marcel Clavet, manager, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in furniture, safety-boxes, scientific, arts and trades instruments, refrigerating and heating appliances, electrical accessories and appliances, hardware, building materials, articles of wood, metal, glass or plastic, in coal, lumber, extracts, firearms, powder, munitions, victuals, clothing, leather, linen and in drygoods, under the name of "Agences Saguenay Ltée — Saguenay Agencies Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13751-56)

Anmax Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1957, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman and Julius Briskin, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, improvement and investment company, under the name of "Anmax Realty Inc.", with a capital stock divided into 1,500 shares having no nominal or par value and into 1,000 preferred shares of a par value of $50 each and the amount with which the company will commence its operations will be $80,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12453-57)

Basin Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of July, 1957, incorporating: Samuel Chait, advocate, Max Shenker, law student, and John Hamilton, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, improvement and development company, under the name of "Basin Development Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $10 each and into 3,600 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12343-57)

Calseal Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juillet 1957, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, Jacques Cantin, tous deux de Montréal, et Bernard Ranger, de Valois, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de peintures et produits connexes et aussi celui d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Calseal Co. Ltd.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera au moins $7,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758 P. FRENETTE.

(A.G. 12343-57)

Calseal Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Provonce of Quebec, bearing date the twenty-third day of July, 1957, incorporating: Pierre Dessaulles, Jacques Cantin, both of Montreal, and Bernard Ranger, of Valois, all three advoeztes, for the following purposes:

To manufacture and deal in paints and allied products and to carry on business as general contractors, under the name of "Calseal Co. Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value and into 200 preferred shares of a par value of $100 each and the amount with which the company will commence its operations will be at least $7,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45758-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12430-57)

Canadian Eastern Spruce Co. (1957) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juillet 1957, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Perry Meyer, Morris Chaikelson, tous trois de Montréal, et Hyman Solomon, de Ville Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du bois et de ses produits et aussi celui d'entrepreneurs, constructeurs et couvreurs, sous le nom de "Canadian Eastern Spruce Co. (1957) Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758 P. FRENETTE.

(A.G. 12430-57)

Canadian Eastern Spruce Co. (1957) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1957, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Perry Meyer, Morris Chaikelson, all three of Montreal, and Hyman Solomon, of the town of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in lumber and wood products; to carry on business as contractors, builders and roofers, under the name of "Canadian Eastern Spruce Co. (1957) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45758-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12402-57)

Capsana Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier août 1957, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, tous deux avocats et John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une corporation de placements, sous le nom de "Capsana Investment Corporation", avec un capital total de $5,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758 P. FRENETTE.

(A.G. 12402-57)

Capsana Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1957, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, both advocates, and John Hamilton, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment corporation, under the name of "Capsana Investment Corporation", with a total capital stock of $5,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each and into 1,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1957.

P. FRENETTE,

45758-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12327-57)

Carreau Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un juillet 1957, constituant en corporation: J.-H. Nadeau, Camille Carreau, tous deux entrepreneurs, et Gisèle Fournier, ménagère, épouse dudit Camille Carreau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Carreau Construction Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 170 rue Dorchester, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12400-57)

Carrière de Trois-Pistoles Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1957, constituant en corporation: J.-Théo. D'Amours, garagiste, J.-Armand Rioux, courtier, et Fernando Larrivée, mécanicien, tous trois des Trois-Pistoles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; exploiter, améliorer, maintenir et diriger des mines et des carrières, sous le nom de "Carrière de Trois-Pistoles Incorporée", avec un capital total de $100,000, divisé en 800 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12347-57)

Cenitcan Limited
Cenitcan Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq août 1957, constituant en corporation: Dominique di Francesco, avocat, Simone Brodeur et Marie-Claire Chaput, toutes deux secrétaires, célibataires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; exercer l'industrie et le commerce de jouets, nouveautés, ameublements, quincaillerie, produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile ou verre, machines à café et de café, sous le nom de "Cenitcan Limited — Cenitcan Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 12327-57)

Carreau Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July 1957, incorporating: J. H. Nadeau, Camille Carreau, both contractors, and Gisèle Fournier, housewife, wife of the said Camille Carreau, and duly authorized by him for the purposes therein, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Carreau Construction Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 170 Dorchester Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12400-57)

Carrière de Trois-Pistoles Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1957, incorporating: J. Théo D'Amours, garage-keeper, J. Armand Rioux, broker, and Fernando Larrivée, mechanic, all three of Trois-Pistoles, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors; to operate, improve, maintain and direct mines and quarries, under the name of "Carrière de Trois-Pistoles Incorporée", with a total capital stock of $100,000, divided into 800 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1957.

P. FRENETTE,

45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12347-57)

Cenitcan Limited
Cenitcan Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1957, incorporating: Dominique di Francesco, advocate, Simone Brodeur, and Marie-Claire Chaput, both secretaries, spinsters: all three of Montreal, for the following purposes,

To carry on as general building contractors; to operate an industry and business dealing in toys, novelties, household furnishings, hardware, ready-made products, articles and merchandise, in whole or in part of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile or glass, coffee machines and coffee, under the name of "Cenitcan Limited — Cenitcan Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1957.

P. FRENETTE,

45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12373-57)

Chemin du Chicot Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juillet 1957, constituant en corporation: Manuel Sachs, comptable, Herbert Goodman, Sydney Goodman, tous deux marchands, Harry Feldman, Michael Feldman, tous deux fourreurs, Gordon Chechick, pourvoyeur, Sam Witenoff, manufacturier, et Léo Kravitz, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, posséder, détenir, administrer, exploiter, subdiviser, louer, vendre, échanger, améliorer, disposer et aliéner et de toutes manières négocier le tout, partie ou parties de certaines propriétés immobilières, sous le nom de "Chemin du Chicot Development Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758 P. FRENETTE.

(P.G. 12409-57)

Choquette Paper and Supplies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1957, constituant en corporation: Maurice Rousseau, avocat, Dame Simone Morin Rousseau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Rousseau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Saint-Hyacinthe, et André Morin, notaire, de la paroisse de Douville, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du papier et des produits du papier; faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de "Choquette Paper and Supplies Limited", avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1395, rue Calixa-Lavallée, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12525-57)

Cusson Frères General Contractors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze août 1957, constituant en corporation: Roland Cusson, Réal Cusson, tous deux entrepreneurs et Adrien Michaud, comptable, tous trois de Montréal, pour les oojets suivants:.

Exercer des affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Cusson Frères General Contractors Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6608

(A.G. 12373-57)

Chemin du Chicot Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1957, incorporating: Manuel Sachs, accountant, Herbert Goodman, Sydney Goodman, both merchants, Harry Feldman, Michael Feldman, both furriers, Gordon Chechik, caterer, Sam Witenoff, manufacturer, and Leo Kravitz, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, own, hold, manage, operate, subdivide, rent, sell, exchange, improve, dispose of, and alienate and in all manners deal with the whole or part or parts of certain immoveable properties, under the name of "Chemin du Chicot Development Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45758-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12409-57)

Choquette Paper and Supplies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1957, incorporating: Maurice Rousseau, advocate, Dame Simone Morin Rousseau, housewife, wife contractually separate as to property of the said Maurice Rousseau, and duly authorized by him for these present purposes, both of Saint-Hyacinthe, and André Morin, notary, of the parish of Douville, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing with paper; to operate as restaurant-keepers, under the name of "Choquette Paper and Supplies Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1395 Calixa-Lavallée St., Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1957.

P. FRENETTE,

45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12525-57)

Cusson Frères General Contractors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1957, incorporating: Roland Cusson, Réal Cusson, both contractors, and Adrien Michaud, accountant, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Cusson Frères General Contractors Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at

rue Jeanne-Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(P.G. 13481-57)

Dalmet Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux août 1957, constituant en corporation: Léon Méthot, Jean Méthot, avocats et Thérèse Côté, sténographe, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minerais huiles et pétrole et les négocier, sous le nom de "Dalmet Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000, actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le deux août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(P.G. 12222-57)

De Lasalle Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq août 1957, constituant en corporation: Arlo Lister, directeur, Max Coblentz, avocat, tous deux de Montréal, et Joseph-A. Allard, surintendant, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction placements et transactions, sous le nom de "De Lasalle Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(P.G. 12131-57)

Desmond — Hall Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un juillet 1957, constituant en corporation: Cecil H. Macnaughten, de Saint-Lambert, Raymond Cartwright, de Verdun, tous deux avocats et Catherine Cartwright, sténographe, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme imprimeurs et éditeurs, sous le nom de "Desmond — Hall Limited", avec un capital total de $60,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 800 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 Alexandre Street, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

6608 Jeanne-Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12481-57)

Dalmet Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1957, incorporating: Léon Méthot, Jean Méthot, lawyers, and Thérèse Côté, stenographer, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, oils and petroleum and to deal with the same, under the name of "Dalmet Limited" with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12222-57)

De Lasalle Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1957, incorporating: Arlo Lister, chief, Max Coblentz, advocate, both of Montreal, and Joseph-A. Allard, superintendent, of Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, investment and management company, under the name of "De Lasalle Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12131-57)

Desmond — Hall Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1957, incorporating: Cecil H. Macnaughten, of St. Lambert, Raymond Cartwright, of Verdun, both advocates, and Catherine Cartwright, stenographer, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers and publishers, under the name of "Desmond — Hall Limited", with a total capital stock of $60,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 800 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at 1449 Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12204-57)

Entreprises Rang Quatre Cent Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1957, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, de Montréal, Max S. Kaufman, de Westmount, et Oscar Respitz, de Ville Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction et amélioration, sous le nom de "Entreprises Rang Quatre Cent Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758 P. FRENETTE.

(P.G. 12350-57)

Ernest Bégin & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1957, constituant en corporation: Ernest Bégin, Julien Bégin, vendeurs, et Marguerite Bégin, sténographe, célibataire, tous de Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et autres matériaux et leurs produits, sous le nom de "Ernest Bégin & Fils Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12501-57)

Exclusive Home Construction and Decoration Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize août 1957, constituant en corporation: Jean-Jacques L'Heureux, André Bourdon, tous deux avocats, et Monique L'Heureux, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et agents d'immeubles; exercer le commerce d'ameublements, quincaillerie, accessoires et appareils électriques, sous le nom de "Exclusive Home Construction and Decoration Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 12204-57)

Entreprises Rang Quatre Cent Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1957, incorporating: Joseph Roy Hoffman, of Montreal, Max S. Kaufman, of Westmount, and Oscar Respitz, of the town of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Entreprises Rang Quatre Cent Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and into 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45758-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12350-57)

Ernest Bégin & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Atc, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1957, incorporating: Ernest Bégin, Julien Bégin, salesmen, and Marguerite Bégin, stenographer, unmarried, all of MJonquière, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in lumber and other materials the products thereof, under the name of "Ernest Bégin & Fils Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 shares of $50 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1957.

P. FRENETTE,

45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12501-57)

Exclusive Home Construction and Decoration Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1957, incorporating: Jean-Jacques L'Heureux, André Bourdon, both advocates, and Monique L'Heureux, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and real estate agents; to operate a business dealing in household furnishings, hardware, electrical accessories and appliances, under the name of "Exclusive Home Construction and Decoration Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of a par value of $100 each and into 150 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1957.

P. FRENETTE,

45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12173-57)

Frabels Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier août 1957, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumentein, avocat, Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Paul Leon Gordon, avocat, de la ville de Beaurepaire, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de bijoux et pierres, précieuses ou semi-précieuses; or, argent, porcelaine, coutellerie, verrerie, spécialités et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de "Frabels Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions privilégiées, catégorie "A" et 500 actions, catégorie "B" de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(P.G. 12494-57)

Frandel Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux août 1957, constituant en corporation: Mary Connor, Sarah Miller, toutes deux secrétaires, filles majeures, en plein exercice de leurs droits, et Maurice Joseph Boxer, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et portefeuille, sous le nom de "Frandel Corporation", avec un capital total de $100,000, divisé en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(P.G. 12085-57)

Harcourt Manufacturing & Sales Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un juillet 1957, constituant en corporation: Léonard Jenard, fabricant, Margaret L. Lee, secrétaire, et William J. Bowe, contrôleur, tous trois de Pawtucket, R. I. (E.U.A.), pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de bande pour pensements chirurgicaux et tissus textiles, sous le nom de "Harcourt Manufacturing & Sales Company", avec un capital total de $20,000, divisé en 400 actions ordinaires de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 302 rue Lindsay, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(A.G. 12173-57).

Frabels Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1957, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, Irene Rubin, secretary, spinster, both of Montreal, and Paul Leon Gordon, advocate, of the town of Beaurepaire, for the following purposes:

To manufacture and deal in jewels and stones, whether previous or semi-precious; gold, solver, china, cutler, glass, specialties and novelties of any kind, under the name of "Frabels Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 Class "A" and 500 Class "B" shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12494-57)

Frandel Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1957, incorporating: Mary Connor, Sarah Miller, both secretaries, filles majeures, in full exercise of their rights, and Maurice Joseph Boxer, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Frandel Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 900 preferred shares of a par value of $100 each and into 100 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12085-57)

Harcourt Manufacturing & Sales Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, lettres patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1957, incorporating: Léonard Jenard, manufacturer, Margaret L. Lee, secretary, and William J. Bowe, controller, all three of Pawtucket, R. I. (U.S.A.), for the following purposes:

To manufacture and deal in surgical bandages and textile fabric, under the name of "Harcourt Manufacturing & Sales Company", with a total capital stock of $20,000, divided into 400 common shares of $50 each.

The head office of the company will be at 302 Lindsay Street, Drummondville, judicial district of Arthabsaka.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12364-57)

H. F. D. Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec les lettres patentes, en date du premier août 1957, constituant en corporation: John Napier Turner, avocat, Margot Mary Quinn et Lillian Viola Armstrong, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction amélioration et placements, sous le nom de "H. F. D. Corporation Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1980 ouest, rue Sherbrooke, chambre 240, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(A.G. 12364-57)

H. F. D. Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1957, incorporating: John Napier Turner, advocate, Margot Mary Quinn and Lillian Viola Armstrong, both secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, improvement and investment company, under the name of "H. F. D. Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1980 Sherbrooke Street, West, Room 240, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12474-57)

Hollenzer & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux août 1957, constituant en corporation: Hyman Solomon, avocat, de Ville Mont-Royal, Perry Meyer, Louis Feigenbaum et Morris Chaikelson, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme photographes; fabriquer et faire le commerce d'appareils de photographie et accessoires, sous le nom de "Hollenzer & Co. Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(A.G. 12474-57)

Hollenzer & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1957, incorporating: Hyman Solomon, advocate, of the town of Mount Royal, Perry Meyer, Louis Feigenbaum and Morris Chaikelson, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as photographers; to to manufacture and deal in photographic equipment and supplies, under the name of "Hollenzer & Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12179-57)

Hôpital Providence Hospital Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1957, constituant en corporation: Dorion Taschereau, médecin-chirurgien, dame Jacqueline Lussier Taschereau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Dorion Taschereau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et dame Gilberte Samson Vigeant, garde-malade, épouse commune en biens d'Étienne Vigeant, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Diriger un hôpital, sous le nom de "Hôpital Providence Hospital Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 12179-57)

Hôpital Providence Hospital Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1957, incorporating: Dorion Taschereau, general practitioner, Dame Jacqueline Lussier Taschereau, housewife, wife separate as to property of the said Dorion Taschereau, and duly authorized by him for the purposes therein, and Dame Gilberte Samson Vigeant, trained nurse, wife common as to property of Etienne Vigeant, and duly authorized by him for the purposes therein, all of Val d'Or, for the following purposes:

To conduct a hospital, under the name of "Hôpital Providence Hospital Inc.", with a total capital stock of $100,000 divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12142-57)

Hôtel Le Buisson Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patents, en date du trente juillet 1957, constituant en corporation: René Deguire, avocat, Raymond Galarneau, comptable agréé, tous deux de Montréal, et Lucien St-Onge, comptable, de Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de "Hôtel Le Buisson Incorporée", avec un capital total de $150,000, divisé en 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 75,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur bénéral, le trente juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 12142-57)

Hôtel Le Buisson Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of July, 1957, incorporating: René Deguire, advocate, Raymond Galarneau, chartered accountant, both of Montreal, and Lucien St-Onge, accountant, of Verdun, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Hôtel Le Buisson Incorporée", with a total capital stock of $150,000, divided into 750 preferred shares of a par value of $100 each and into 75,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal,

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12417-57)

International Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier août 1957, constituant en corporation: Melvin Rothman, avocat, de Westmount, Yvonne Bélanger, Dorothea Calver et Sylvia Vineberg, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et gestion, sous le nom de "International Industries Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758 P. FRENETTE.

(A.G. 12417-57)

International Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1957, incorporating: Melvin Rothman, advocate, of Westmount, Yvonne Bélanger, Dorothea Calver and Sylvia Vineberg, all three secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and management company, under the name of "International Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1957.

P. FRENETTE,

45758-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12369-57)

J. A. Lowry Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juillet 1957, constituant en corporation: James Alfred Lowry, marchand, de Sawyerville, Bart Nelson Holtman, avocat, C.R., et Simone Sharpe, secrétaire, veuve, tous deux de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands généraux, sous le nom de "J. A. Lowry Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sawyerville, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758 P. FRENETTE.

(A.G. 12369-57)

J. A. Lowry Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of July, 1957, incorporating: James Alfred Lowry, merchant, of Sawyerville, Bart Nelson Holtham, advocate, Q.C., and Simone Sharpe, secretary, widow, both of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "J. A. Lowry Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sawyerville, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45758-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12488-57)

J. P. Marcotte & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 12488-57)

J. P. Marcotte & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec des lettres patentes, en date du treize août 1957, constituant en corporation: Jacques Guérin, de Vaudreuil, François Boisclair, de Montréal, tous deux avocats, et Cécile Dubuc, sténographe, de Belœil Station, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de systèmes de chauffage, d'articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, de moteurs, automobiles et navires, sous le nom de "J. P. Marcotte & Cie Ltée", avec un capital total de $25,000, divisé en 500 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7880, 24ième avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12086-57)

Lac St-Jean Auto Parts Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1957, constituant en corporation: Raymond Ouellette, commerçant, Yvon Bélanger, mesureur, tous deux de Desbien-Mills, et André Boissonneault, avocat, d'Alma, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pièces de rechange pour automobiles, camions et autres véhicules, ainsi que d'articles et accessoires électriques; exploiter un poste d'essence, sous le nom de "Lac St-Jean Auto Parts Ltd.", avec un capital total de $39,000, divisé en 390 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Félicien, comté Lac St-Jean, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G 12287-57)

Leejay Importing Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq août 1957, constituant en corporation: Lazarus L. Tinkoff, Donald W. Seal, tous deux avocats, Laura David, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, et Harvey Crestohl, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce de vêtements, chaussures pour hommes, femmes et enfants, bijouterie, nouveautés, jouets, quincaillerie, accessoires électriques, cosmétiques et marchandises sèches, sous le nom de "Leejay Importing Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Moutréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(P.G. 12302-57)

Le Groupe de Recherches Sociales
The Social Research Group

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

ince of Quebec, bearing date the thirteenth day of August 1957, incorporating: Jacques Guérin, of Vaudreuil, François Boisclair, of Montreal, both advocate, and Cécile Dubuc, stenographer, of Belœil Station, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in heating systems, in articles manufactured totally or in part of metal and wood, in motors, automobiles and ships, under the name of "J. P. Marcotte & Cie Ltée", with a total capital stock of $25,000 divided into 500 shares of $50 each.

The head office of the company will be at 7880, 24th Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12086-57)

Lac St-Jean Auto Parts Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August 1957, incorporating: Raymond Ouellette, merchant, Yvon Bélanger, culler, both of Desbien-Mills, and André Boissonneault, advocate, of Alma, for the following purposes:

To deal in spare parts for automobiles, trucks and other vehicles, including electrical articles and appliances; operate a gasoline station, under the name of "Lac St-Jean Auto Parts Ltd.", with a total capital stock of $39,000, divided into 390 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Félicien, county of Lake St. John, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12287-57)

Leejay Importing Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1957, incorporating: Lazarus L. Tinkoff, Donald W. Seal, both advocates, Laura David, secretary, fille majeure, all three of Montreal, and Harvey Crestohl, advocate, of Outremont, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's, women's and children's clothing and shoes, jewellery, novelties, toys, hardware, electrical supplies, cosmetics and dry goods, under the name of "Leejay Importing Corp'.', with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12302-57)

Le Groupe de Recherches Sociales
The Social Research Group

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept août 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Paul L. Boisclair, industriel, Isabelle Lemay, sténographe, Fernand Cadieux, Hubert Guindon, tous deux sociologues et professeurs, et Albert Breton, économiste, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en association des personnes pour effectuer des recherches empiriques, fondamentales ou appliquées dans les champs couverts par les sciences sociales, sous le nom de "Le Groupe de Recherches Sociales — The Social Research Group".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Paul L. Boisclair, industrialist, Isabelle Lemay, stenographer, Fernand Cadieux, Hubert Guindon, both sociologists and professors, and Albert Breton, enonomist, all five of Montreal, for the following purposes:

To group into an association people to carry on empirical, fundamental or applied research in the field covered by social science, under the name of "Le Groupe de Recherches Sociales — The Social Research Group".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation will be at Outremount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12242-57)

Les Immeubles de Thetford Inc.
Thetford Real Estate Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier août 1957, constituant en corporation: André Couture, notaire, Armand Hébert, Roger Roy, comptables agréés, et Hélène Couture, secrétaire, célibataire, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements; exercer l'industrie et le commerce du bois et des produits du bois, sous le nom de "Les Immeubles de Thetford Inc.— Thetford Real Estate Inc.", avec un capital divisé en 200 actions sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins $1,000.

Le siège social de la compagnie sera 80, rue Notre-Dame, est, Thetford-Mines, district judiciaire de Thetford.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 12242-57)

Les Immeubles de Thetford Inc.
Thetford Real Estate Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1957, incorporating: André Couture, notary, Armand Hébert, Roger Roy, chartered accountants, and Hélène Couture, secretary, unmarried, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company; carry on the business of and deal in lumber and the products thereof, under the name of "Les Immeubles de Thetford Inc.— Thetford Real Estate Inc.", with a total capital stock divided into 200 shares without par value, and the amount with which the company shall commence its operations shall be of at least $1,000.

The head office of the company will be at 80 Notre-Dame Street, East, Thetford Mines, judicial district of Thetford.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12394-57)

Les Provisions Économiques Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1957, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Alan B. Gold, Sidney Cutler, tous deux de Montréal, Murray Lapin, de la ville de Hampstead, tous trois avocats, et Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'aliments, viandes, poissons, produits et autres provisions, sous le nom de "Les Provisions Économiques Ltée", avec un capital total de $80,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 326 boulevard Hamel, Québec, district judiciaire de Québec.

(A.G. 12394-57)

Les Provisions Économiques Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1957, incorporating: Marcus Meyer Sperber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Alan B. Gold, Sidney Cutler, both of Montreal, Murray Lapin, of the town of Hampstead, all three advocates, and Shirley Muggeridge, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

To deal in all kinds of foods, meats, fish, produce and other provisions, under the name of "Les Provisions Économiques Ltée", with a total capital stock of $80,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 326 Hamel Blvd., Quebec, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(P.G. 12281-57)

Marcel Roy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux août 1957, constituant en corporation: Marcel Roy, marchand, de la paroisse St-Luc, Maurice-J. Demers, avocat, et Estelle Chaput, secrétaire, célibataire, tous deux d'Iberville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'effets mobiliers, sous le nom de "Marcel Roy Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair ou nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le deux août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12083-57)

Marché St-Albert Le Grand Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1957, constituant en corporation: Jean-Ernest Badeaux, avocat, de la Ville de Hampstead, Margaret-Ellen Cox, de Montréal, et Pauline Frenette, de St-Eustache-sur-le-Lac, toutes deux secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et bouchers; sujet aux dispositions de la Loi des liqueurs alcooliques, exercer le commerce de la bière, sous le nom de "Marché St-Albert Le Grand Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12219-57)

Marcs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux août 1957, constituant en corporation: Neil Phillips, Melvin Rothman, tous deux avocats, de Westmount, et Sylvia Vineberg, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements et de gestion, sous le nom de "Marcs Ltd.", avec un capital total de $125,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 7,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal,

Daté du bureau du Procureur général, le deux août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12281-57)

Marcel Roy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August 1957, incorporating: Marcel Roy, merchant, of the parish of St. Luc, Mauride J. Demers, advocate, and Estelle Chaput, secretary, unmarried, both of Iberville, for the following purposes:

To deal in household furnishings, under the name of "Marcel Roy Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of a nominal or par value of $100 each

The head office of the company will be at Saint John, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General

(A.G. 12083-57)

Marché St-Albert Le Grand Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1957, incorporating: Jean-Ernest Badeaux, advocate, of the town of Hampstead, Margaret-Ellen Cox, of Montreal, and Pauline Frenette of St. Eustache-sur-le-Lac, both secretaries, spinsters and in use of their rights, for the following purposes:

To carry on as grocers and butchers; subject to the provisions of the Alcoholic Liquor Act, to deal in beer, under the name of "Marché St-Albert Le Grand Ltée", wity a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12219-57)

Marcs Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1957, incorporating: Neil Phillips, Melvin Rothman, both advocates, of Westmount, and Sylvia Vineberg, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment and management company, under the name of "Marcs Ltd.", with a total capital stock of $125,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 7,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12468-57)

Montreal Sewers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six août 1957, constituant en corporation: Yvon Lord, de Montréal-Nord, Denis Gardin, de Longueuil, tous deux comptables, et Guy B. Lord, gérant de ventes, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Montreal Sewers Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12329-57)

N. M. Shahin & Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un juillet 1957, constituant en corporation: Boris Garmaise, Cyril Edgar Schwisberg, tous deux avocats, et Ida Larocque, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, mercerie, animaux, minéraux, pireres précieuses, liqueurs douces, livres et revues périodiques, peintures et oeuvres d'art, produits de la terre, de la mer et de la forêt, aliments, produits chimiques et de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de "N. M. Shahin & Company Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(P.G. 12390-57)

Paul Legault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1957, constituant en corporation: Paul Legault, administrateur, Fernande Legault, ménagère, tous deux de Beaconsfield, et Guy Legault, administrateur, de l'Ile Perrot Nord, pour les objtes suivants:

Exercer le commerce d'articles et marchaniises qui font généralement l'objet d'un magasin général; faire affaires comme épiciers, bouchers, hôteliers, aubergistes, restaurateurs, boulangers et taverniers, sous le nom de "Paul Legault Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

(A.G. 12468-57)

Montreal Sewers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1957, incorporating: Yvon Lord, of Montreal-North, Denis Cardin, of Longueuil, both accountants, and Guy B. Lord, sales manager, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors and to operate a business dealing in building materials under the name of "Montreal Sewers Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12329-57)

N. M. Shahin & Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1957, incorporating: Boris Garmaise, Cyril Edgar Schwisberg, both attorneys, and Ida Larocque, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, haberdashery, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, land, sea and forest products, food, chemical and beauty products, toilet articles and perfumes, under the name of "N. M. Shahin & Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12390-57)

Paul Legault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August 1957, incorporating: Paul Legault, administrator, Fernande Legault, housekeeper, both of Beaconsfiled, and Guy Legault, administrator, of L'Ile Perrot North, for the following purposes:

To operate a business dealing in articles and merchandise which generally found in a general store; to carry on as grocers, butchers, hotelkeepers, inn-keepers, restaurant-keepers and tavern-keepers, under the name of "Paul Legault Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of a par value of $100 each and into 360 preferred shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Pincourt, Ile Perrot Nord, comté de Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12336-57)

Prudential Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier août 1957, constituant en corporation: Abraham Shuster, Bernard Diamond, tous deux de Montréalk et Jason Ruby, d'Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et développement, sous le nom de "Prudential Development Inc.", avec un capital-actions divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(P.G. 11555-57)

René Perrault Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier août 1957, constituant en corporation: Jean Hétu avocat, Hélène Nadeau, secrétaire, tous deux de Montréal, et Guy-Paul Genest, avocat, de la Ville de Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "René Perrault Auto Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Boulevard Lévesque, Saint-Vincent-de-Paul, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12188-57)

Riverside Speedway Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juillet 1957, constituant en corporation: James Edward Drody, avocat, Liette Duchesne, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Lois Nelligan, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour le objets suivants:

Exercer en général le commerce qui consiste à procurer des récréations au public, sous le nom de "Riverside Speedway Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

The head office of the company will be at Pincourt, Ile Perrot North, County of Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12336-57)

Prudential Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1957, incorporating: Abraham Shuster, Bernard Diamond, both of Montreal, and Jason Ruby, of Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and development company, under the name of "Prudential Development Inc.", with a capital stock divided into 500 common shares of a par value of $10 each and into 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1957.

P, FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11555-57)

René Perrault Auto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August 1957, incorporating: Jean Hétu, advocate, Hélène Nadeau, secretary, spinster, both of Montreal, and Guy-Paul Genest, advocate, of the town of Hampstead, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in automobiles and other means of transportation; to carry on business as garage-keepers and hardware dealers, under the name of "René Perreault Auto Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lévesque Boulevard, Saint-Vincent-de-Paul, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12188-57)

Riverside Speedway Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of July, 1957, incorporating: James Edward Drody, advocate, Liette Duchesne, secretary, spinster, both of Montreal, and Lois Nelligan, secretary, spinster, of Outremont, for the following purposes:

To carry on generally the business of furnishing amusement to the public, under the name of "Riverside Speedway Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 750 common shares of a par value of $100 each and into 250 preferred shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(P.G. 12363-57)

Robert Primeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1957, constituant en corporation: Robert Primeau, gérant, Mme Jacqueline Primeau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Primeau, tous deux de Montréal, et Adrien Girard, gérant, de Pont-Viau, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires et de produits chimiques, sous le nom de "Robert Primeau Inc.", avec un capital divisé en 200 actions sans valeur au pair ou nominale et en 2,000 actions privilégiées de $20 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $5,000.

Le siège social de la compagnie sera 204, rue Saint-Sacrement, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12361-57)

Roseann Ventures Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq août 1957, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, de Montréal, Max S. Kaufman, de Westmount et Oscar Respitz, de Ville Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets vuisants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction amélioration et développement, sous le nom de "Roseann Ventures Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758 P. FRENETTE.

(P.G. 11879-57)

Royal Chesterfield Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf août 1957, constituant en corporation: Roméo Poirier, industriel, Dame Laurette Boulanger Poirier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roméo Poirier, et Jean-Marc Jacques, gérant, tous de Victoriaville, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles, nouveautés, du bois et des produits du bois, sous le nom de "Royal Chesterfield Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions

The head office of the company will be at Montreal North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12363-57)

Robert Primeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August 1957, incorporating: Robert Primeau, manager, Mrs. Jacqueline Primeau, housewife, wife separate as to property of the said Robert Primeau, both of Montreal, and Adrien Girard, manager, of Pont-Viau, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in shoes, articles of leather and their accessories and chemical products under the name of "Robert Primeau Inc.", with a capital stock divided into 200 shares without nominal or par value and into 2,000 preferred shares of $20, each and the amount with which the company shall start its operations is $5,000.

The head office of the company will be at 204 St. Sacrement St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12361-57)

Roseann Ventures Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1957, incorporating: Joseph Roy Hoffman, of Montreal, Max S. Kaufman, of Westmount, and Oscar Respitz, of the town of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, improvement and development company, under the name of "Roseann Ventures Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and into 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11879-57)

Royal Chesterfield Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1957, incorporating: Roméo Poirier, industrialist, Dame Laurette Boulanger Poirier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roméo Poirier, and Jean-Marc Jacques, manager, all of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in furniture, novelties, lumber and lumber products, under the name of "Royal Chesterfield Ltée", with at total capital stock of $100,000,

communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12233-57)

Sweet Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six août 1957, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, Georges-C. Lachance, tous deux avocats, et Jeanine Pollet, secrétaire, célibataire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "Sweet Motors Ltd.", avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12482-57)

Three Way Enterprises Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six août 1957, constituant en corporation: Otto Sprauer, agent, de St-Vincent-de-Paul, Kerofe Bayman, comptable, et Walter A. Funccius, agent de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents d'immeubles et de location, sous le nom de "Three Way Enterprises Company Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3255, Ridgewood, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12082-57)

Touchette Construction Ltée
Touchette Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1957, constituant en corporation: Jean-Ernest Badeaux, avocat, de la ville de Hampstead, Margaret-Ellen Cox, de Montréal, et Pauline Frenette, de St-Eustache-sur-le-Lac, toutes deux secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Touchette Construction Ltée — Touchette Construction

divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12233-57)

Sweet Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1957, incorporating: Guy E. Boisvert, Georges C. Lachance, both advocates, and Jeanine Pollet, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in automobiles and other means of transportation; to operate a business dealing in the transportation of passengers and merchandise; to carry on business as garage-keepers and hardware dealers under the name of "Sweet Motors Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12482-57)

Three Way Enterprises Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August 1957, incorporating: Otto Sprauer, agent, of St-Vincent-de-Paul, Kerofe Bayman, accountant, and Walter A. Funccius, agent, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate and rental agents under the name of "Three Way Enterprises Company Limited" with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3255, Ridgewood, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12082-57)

Touchette Construction Ltée
Touchette Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1957, incorporating: Jean Ernest Badeaux, advocate, of the town of Hampstead, Margaret Ellen Cox, of Montreal, and Pauline Frenette, of St. Eustache-sur-le-Lac, both secretaries, of full age of majority making use of their rights, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Touchette Construction Ltée — Touchette Construction

Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12272-57)

Tru-Way Sheet Metal Works Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juillet 1957, constituant en corporation: Gérard Chartrand, vendeur, de Ville LaSalle, François Sicotte, estimateur, et Ovila-Donat Normandeau, vendeur, tous deux de Montreal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme travailleurs en métal, sous le nom de "Tru-Way Sheet Metal Works Company Limited", avec un capital total de $65,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12272-57)

Tru-Way Sheet Metal Works Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of July, 1957, incorporating: Gérard Chartrand, salesman, of Ville Lasalle, François Sicotte, appraiser, and Ovila-Donat Normandeau, salesman, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as workers in metal under the name of "Tru-Way Sheet Metal Works Company Limited", with a total capital stock of $65,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Michel, judicial district of Montreal,

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 12206-57)

Arcadia Nickel Corporation Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois juillet 1957, à la compagnie "Arcadia Nickel Corporation Limited" (No Personal Liability), 1° réduisant son capital de $5,000,000 à $4,000,000: le capital-actions annulé étant divisé en 1,000,000 actions de $1; 2° augmentant son capital ainsi réduit de $4,000,000 à $5,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000,000 actions de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12166-57)

Canadian Auto Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux juillet 1957, à la compagnie "Canadian Auto Corporation", 1° augmentant le nombre de ses directeurs de trois à quatre; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes de constitution en corporation.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 12206-57)

Arcadia Nickel Corporation Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July twenty-third 1957, to the company "Arcadia Nickel Corporation Limited" (No Personal Liability), 1. reducing its capital stock from $5,000,000 to $4,000,000: the cancelled capital stock being divided into 1,000,000 shares of $1; 2. increasing its capital stock thus reduced from $4,000,000 to $5,000,000: the additional capital stock being divided into 1,000,000 shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12166-57)

Canadian Auto Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July twenty-second, 1957, to the company "Canadian Auto Corporation", 1, increasing the number of its Directors from three to four; 2. amending the provisions of its incorporation by letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12527-57)

Crédit Anglo-Français Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huit août 1957, à la compagnie "Léopold-A. Renaud Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 22 juillet 1954: 1° portant le nombre de ses directeurs de trois (3) à quatre (4) et modifiant les dispositions de ses lettres patentes de constitution en corporation; 2° changeant son nom en celui de "Crédit Anglo-Français Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12067-57)

Cycles & Sports Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze juillet 1957, à la compagnie "Cycles & Sports Equipment Co. Ltd.", augmentant son capital de $50,000 à $150,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12414-57)

Desormeau & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six juillet 1957, à la compagnie "Paul Desormeau & Fils Inc.", constituée en corporation, sous le nom originaire de "Hallé & Duquette Inc.", en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 18 août 1954, et par lettres patentes supplémentaires du 8 mars 1955, changeant ledit nom originaire en celui de "Paul Desormeau & Fils Inc.", changeant de nouveau son nom en celui de "Desormeau & Fils Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12429-57)

Édifices Verdun Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un juillet 1957, à la compagnie "Édifice Verdun Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 11 juillet 1955, 1° étendant ses pouvoirs; 2° changeant son nom en celui de "Édifices Verdun Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 12527-57)

Crédit Anglo-Français Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August eighth, 1957, to the company "Léopold-A. Renaud Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated July 22, 1954; 1. carrying the number of its Directors from three (3) to four (4) and amending the provisions of its incorporation by letters patent; 2. changing its name into that of "Crédit Anglo-Français Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12067-57)

Cycles & Sports Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July twelfth, 1957, to the company "Cycles & Sports Equipment Co. Ltd.", increasing its capital stock from $50,000 to $150,000: the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12414-57)

Desormeau & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July twenty-sixth 1957, to the company "Paul Désormeau & Fils Inc.", incorporated under the original name of "Hallé & Duquette Inc.", under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of August 18, 1954, and by supplementary letters patent of March 8, 1955, changing the said original name into that of "Paul Desormeau & Fils Inc.", again changing its name into that of "Desormeau & Fils Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12429-57)

Édifices Verdun Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirty-first day of July 1957, to the company "Édifice Verdun Limitée", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated July 11, 1955, 1. extending its powers; 2. changing its name to that of "Édifices Verdun Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11304-57)

Five Fifty Eight Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit juin 1957, à la compagnie "Five Fifty Eight Ltd.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 11304-57)

Five Fifty Eight Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of June 1957, to the company "Five Fifty Eight Ltd." extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12161-57)

Gaspé Oil Ventures Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit juin 1957, à la compagnie "Gaspé Oil Ventures Limited" (No Personal Liability), augmentant son capital de $6,000,000 à $7,500,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500,000 actions de $1.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 12161-57)

Gaspé Oil Ventures Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of June 1957, to the company "Gaspé Oil Ventures Limited" (No Personal Liability), increasing its capital from the sum of $6,000,000 to $7,500,000: the additional share capital being divided into 1,500,000 shares of $1.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11264-57)

Jean Lapierre & Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq août 1957, à la compagnie "Roux & Lapierre Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 12 juin 1953, changeant son nom en celui de "Jean Lapierre & Frères Limitée"

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 11264-57)

Jean Lapierre & Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August fifth, 1957, to the company "Roux & Lapierre Limitée", incorporated under the said part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of June 12, 1953, changing its name into that of "Jean Lapierre & Frères Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11997-57)

La Compagnie de Traverse du Saint-Laurent Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq août 1957, à "La Compagnie de Traverse du Saint-Laurent Limitée", augmentant son capital de $24,000 à $524,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 11997-57)

La Compagnie de Traverse du Saint-Laurent Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifth day of August 1957, to "La Compagnie de Traverse du Saint-Laurent Limitée", increasing its capital stock from the sum of $24,000 to $524,000: the additional share capital being divided into 5,000 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12264-57)

La Compagnie du St-Louis

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 12264-57)

La Compagnie du St-Louis

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-

province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq juillet 1957, à "La Compagnie du St-Louis", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 11785-57)

Lasalle Heights Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf juillet 1957, à la compagnie "Lasalle Heights Inc.", augmentant son capital de $500,000 à $600,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12196-57)

Les Carrières Martineau et Deschambault Inc.
Martineau and Deschambault Quarries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier août 1957, à "La Cie de Pierre de Taille Martineau, Ltée — Martineau Cut Stone Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 21 septembre 1945; 1° changeant son nom en celui de "Les Carrières Martineau et Deschambault Inc.— Martineau and Deschambault Quarries Inc."; 2° augmentant son capital de $100,000 à $600,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées de $100 chacune; 3° créant et émettant 400 actions ordinaires de $100 de son capital-actions originaire sous forme de 400 actions privilégiées de $100 chacune; 4° subdivisant les 600 actions ordinaires restantes de $100, du capital-actions originaire, en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 11771-57)

Les Immeubles Continental Ltée
Continental Real Estates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit juin 1957, à la compagnie "Continental Stores Ltd.— Magasins Continental Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 3 décembre 1952, changeant son nom en celui de "Les Immeubles Continental Ltée — Continental Real Estates Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

Governor of the Province of Quebec, dated the fifth day of July 1957, to "La Compagnie du St-Louis", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July 1957.

P. FRENETTE,
45753 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11785-57)

Lasalle Heights Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July twenty-ninth, 1957, to the company "Lasalle Heights Inc.", increasing its capital stock from $500,000 to $600,000: the additional capital stock being divided into 1,000 shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12196-57)

Les Carrières Martineau et Deschambault Inc.
Martineau and Deschambault Quarries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the first day of August 1957, to "La Cie de Pierre de Taille Martineau, Ltée — Martineau Cut Stone Co., Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated September 21, 1945: 1. changing its name to that of "Les Carrières Martineau et Deschambault Inc.— Martineau and Deschambault Quarries Inc."; 2. increasing its capital from the sum of $100,000 to $600,000: the additional share capital being divided into 5,000 preferred shares of $100 each; 3. creating and issuing 400 common shares of $100 each of the company's original share capital as 400 preferred shares of $100 each; 4. subdividing the remaining 600 common shares of $100 each of the original share capital into 6,000 common shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11771-57)

Les Immeubles Continental Ltée
Continental Real Estates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of June 1957, to the company "Continental Stores Ltd.— Magasins Continental Ltée", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 3, 1952, changing its name to that of "Les Immeubles Continental Ltée — Continental Real Estates Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11981-57)

Les Jardins Gouverneur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier août 1957, à la compagnie "Appartements Gouverneur Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 25 mai 1956, changeant son nom en celui de "Les Jardins Gouverneur Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 11981-57)

Les Jardins Gouverneur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the first day of August 1957, to the company "Appartements Gouverneur Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 25, 1956, changing its name to that of "Les Jardins Gouverneur Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1957.

P. FRENETTE,

45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12298-57)

Ludger Gravel & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze juillet 1957, à la compagnie "Ludger Gravel & Fils Limitée", augmentant son capital de $150,000 à $350,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 12298-57)

Ludger Gravel & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July twelfth, 1957, to the company "Ludger Gravel & Fils Limitée" increasing its capital stock from $150,000 to $350,000: the additioal capital stock being divided into 20,000 preferred shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10389-57)

Madame Jean Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois juillet 1957, à la compagnie "Madame Jean Incorporée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 31 janvier 1957: 1° changeant son nom en celui de "Madame Jean Inc."; 2° refondant ses 1,000 actions de $10 chacune en 100 actions de $100 chacune; 3° augmentant son capital de $10,000 à $40,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 300 actions de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 10389-57)

Madame Jean Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July twenty-third, 1957, to the company "Madame Jean Incorporée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of January 31, 1957: 1. changing its name into that of "Madame Jean Inc."; 2. converting its 1,000 shares of $10 each into 100 shares of $100 each; 3. increasing its capital stock of $10,000 to $40,000: the additional capital stock being divided into 300 shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12018-57)

Maison Marose Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf juillet 1957, à la compagnie "Arrow Pad Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 15 novembre 1954, 1.° changeant son nom en celui de "Maison Marose Inc."; 2° modifiant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 12018-57)

Maison Marose Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July nineteenth, 1957, to the company "Arrow Pad Corporation", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of November 15, 1954, 1. changing its name into that of "Maison Marose Inc.", 2. amending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12002-57)

Peerless Slipper Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf juin 1957, à la compagnie "Peerless Slipper Co. Ltd.", augmentant son capital de $69,990 à $119,990: le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées de $10.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12301-57)

Pel-Ba Inc

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze juillet 1957, à la compagnie "Pel-Ba Inc", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 11225-57)

Promotion & Placements Ltée
Promotion & Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq août 1957, à la compagnie "Promotion & Placements Ltée — Promotion & Investments Ltd.", augmentant son capital de $50,000 à $100,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions de $50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 10678-57)

Pyramid Products Ltd
Produits Pyramid Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze juillet 1957, à la compagnie "Pyramid Building Products Ltd.— Produits de Construction Pyramide Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 4 novembre 1954: 1° changeant son nom en celui de "Pyramid Products Ltd — Produits Pyramid Ltée"; 2° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12162-57)

Quebec Oil Development Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la

(A.G. 12002-57)

Peerless Slipper Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June twenty-ninth, 1957, to the company "Peerless Slipper Co. Ltd.", increasing its capital stock from $69,990 to $119,990: the additional capital stock being divided into 5,000 preferred shares of $10.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12301-57)

Pel-Ba Inc

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July fifteenth, 1957, to the company "Pel-Ba Inc", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11225-57)

Promotion & Placements Ltée
Promotion & Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifth day of August 1957, to the company "Promotion & Placements Ltée — Promotion & Investments Ltd.", increasing its capital from the sum of $50,000 to $100,000: the additional share capital being divided into 1,000 shares of $50 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10678-57)

Pyramid Products Ltd
Produits Pyramid Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of July 1957, to the company "Pyramid Building Products Ltd.— Produits de Construction Pyramide Ltée", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated November 4, 1954: 1. changing its name to that of "Pyramid Products Ltd — Produits Pyramid Ltée"; 2. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12162-57)

Quebec Oil Development Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act and Part I of the

première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit juin 1957, à la compagnie "Quebec Oil Development Ltd." (No Personal Liability), augmentant son capital de $6,500,000 à $8,000,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500,000 actions de $1.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 11278-57)

Standard Electric Heating Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre juillet 1957, à la compagnie "Standard Electric Heating Products Ltd.", augmentant son capital par la création de 8,000 actions privilégiées additionnelles de $5 chacune et fixant à non moins de $10,000 le montant avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations à l'avenir.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12163-57)

Tar Point Oil Company
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept juin 1957, à la compagnie "Tar Point Oil Company" (No Personal Liability), augmentant son capital de $7,000,000 à $9,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000,000 actions de $1.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June twenty-eighth, 1957, to the company "Quebec Oil Development Ltd." (No Personal Liability), increasing its capital stock from $6,500,000 to $8,000,000: the additional capital stock being divided into 1,500,000 shares of $1.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11278-57)

Standard Electric Heating Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July fourth, 1957, to the company "Standard Electric Heating Products Ltd.", increasing its capital stock by the creation of 8,000 additional preferred shares of $5 each and fixing at not less than $10,000 the amount with which the said company shall continue its operations in future.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12163-57)

Tar Point Oil Company
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-seventh day of June 1957, to the company "Tar Point Oil Company" (No Personal Liability), increasing its capital stock from the sum of $7,000,000 to $9,000,000: the additional share capital being divided into 2,000,000 shares of $1.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 876

Québec, le 28 août 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications à la section 3 (industrie du marbre) du décret relatif a l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du marbre dans la province de Québec, rendue

Order in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 876

Quebec, August 28, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments to part 3 (marble industry) of the decree relating to building materials in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to marble industry in the province of Quebec, rendered obligatory by Part

obligatoire par la section 3 du décret numéro 324 du 30 mars 1950, amendé par les arrêtés en conseil numéros 625-B et 1094-C des 31 mai et 4 octobre 1950, 894-C du 14 août 1951, 1226-C du 19 novembre 1952, 82-B, 172-A, 403-A et 1257-A des 21 janvier, 19 février, 2 avril et 11 novembre 1953, 799-B du 5 août 1954, 997-D du 14 septembre 1955 et 654-A du 27 juin 1956, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du travail une requête à l'effet de remplacer certaines dispositions de ladite section 3;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 avril 1957;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que la section 3 dudit décret, numéro 324, soit modifiée comme suit:

1° Le paragraphe "*a*" de l'article I est radié et remplacé par le suivant:

"*a*) *Juridiction industrielle:* Sont assujettis à la présente section du décret toutes les opérations exécutées dans les carrières et ateliers de l'industrie du marbre, ainsi que tous les établissements où l'on fabrique le marbre de construction. Sont également assujettis les ateliers fabriquant le terrazzo coulé d'avance de toutes catégories et pour tous usages.

Le présent décret ne s'applique qu'aux occupations qui y sont mentionnées, en autant que le salarié les exécute et pour la période d'exécution seulement."

2° Au paragraphe "*b*" de l'article I, la description de la zone I est remplacée par la suivante:

"*Zone I:* L'Ile de Montréal et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites."

3° L'article II est remplacé par le suivant:

"II. *Taux de salaires minima:* Les taux de salaires minima ci-dessous mentionnés doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

Métiers:	*Taux horaires par heure Jusqu'au 31 mars 1958*	*A compter du 1er avril 1958*
Tailleur de marbre à la main	$1.96	$2.04
Apprenti tailleur de marbre		
1ère année	1.22	1.30
2ème année	1.42	1.50
3ème année	1.58	1.66
4ème année	1.76	1.84
Préposé au fonctionnement des machines à carborundum ou à diamant	1.90	1.98
Coupeur à la machine avec scie à carborundum ou scie à diamant	1.74	1.82
Apprenti préposé au fonctionnement des machines à carborundum ou à diamant		
1er semestre	1.22	1.30
2e semestre	1.42	1.50
3e semestre	1.69	1.77
Polisseur à la machine et à la main	1.74	1.82
Apprenti polisseur:		
1er semestre	1.32	1.40
Après six mois	1.74	1.82
Mouleur de terrazzo	1.90	1.98
Préposé au compresseur	1.74	1.82
Ajusteur de scie	1.74	1.82
Aide et manœuvre	1.22	1.30

3 of the decree number 324 of March 30, 1950, amended by Orders in Council numbers 625-B and 1094-C of May 31 and October 4, 1950, 894-C of August 14, 1951, 1226-C of November 19, 1952, 82-B, 172-A, 403-A and 1257-A of January 21, February 19, April 2 and November 11, 1953, 799-B of August 5, 1954, 997-D of September 14, 1955 and 654-A of June 27, 1956, relating to building materials in the province of Quebec, have submitted to the Minister of Labour a petition to replace certain provisions of the said part 3;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 6, 1957;

WHEREAS the objections set forth were duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT part 3 of the said decree, number 324, be amended as follows:

1. Paragraph "*a*" of article I is deleted and replaced by the following:

"*a*) *Industrial jurisdiction:* Are subject to the present article of the decree all operations executed in the quarries and shops of the Marble industry, and all establishments which manufacture construction marble. Are also subject to this section, all shops manufacturing precast terrazzo, of all categories and for all uses.

The present decree applies only to occupations mentioned therein and only when employees execute such work."

2. In paragraph "*b*" of article I, the description of zone I is replaced by the following:

"*Zone I:* The Island of Montreal and the territory included in a radius of ten (10) miles from its limits."

3. Article II is replaced by the following:

"II. *Minimum wage rates:* The minimum wage rates shall be the following for each one of the trades hereunder mentioned:

Trades:	*Wage rates per hour Up to March 31, 1958*	*From April 1, 1958*
Hand cutter	$1.96	$2.04
Apprentice marble cutter:		
1st year	1.22	1.30
2nd year	1.42	1.50
3rd year	1.58	1.66
4th year	1.76	1.84
Carborundum machine operator (or diamond)	1.90	1.98
Machine cutter with carborundum saw or diamond saw	1.74	1.82
Apprentice carborundum machine operator (or diamond):		
1st six months	1.22	1.30
2nd six months	1.42	1.50
3rd six months	1.69	1.77
Hand and machine polisher	1.74	1.82
Apprentice polisher:		
1st six months	1.32	1.40
After six months	1.74	1.82
Terrazzo caster	1.90	1.98
Compressorman	1.74	1.82
Saw setter of frame	1.74	1.82
Helper and labourer	1.22	1.30

Préposé au fonctionnement des chassis à scier:		
1er semestre	1.32	1.40
Après six mois	1.74	1.82
Polisseur de face	1.74	1.82
Polisseur de bouts	1.74	1.82
Préposé aux grues	1.74	1.82
Gardien (par semaine)	48.00	50.00

Les taux de salaires des tailleurs et poseurs de marbre régis par le décret relatif aux métiers de la construction ne doivent pas être réduits lorsque ces salariés sont requis de travailler dans l'atelier temporairement."

4° Le troisième alinéa de l'article IV est remplacé par le suivant:

"Tout travail exécuté le Premier jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de Noël, le Jour d'Actions de Grâce, 1er juillet (Confédération), la Fête du Travail, le Vendredi Saint, les samedis après-midi et les dimanches, doit être rémunéré à raison de salaire double."

5° L'article VII est remplacé par le suivant:

"VII. *Taux de salaires minima:* Les taux de salaire minima ci-dessous mentionnés doivent être payés pour chacun des métiers suivants:

	Jusqu'au 31 mars 1958	*A compter du 1er avril 1958*
Tailleur de marbre à la main	$1.65	$1.75
Apprenti tailleur de marbre:		
1ère année	1.10	1.20
2ème année	1.22	1.32
3ème année	1.35	1.45
4ème année	1.50	1.60
Préposé au fonctionnement des machines à carborundum	1.35	1.45
Apprenti préposé au fonctionnement des machines à carborundum:		
1er semestre	1.10	1.20
2ème semestre	1.18	1.28
3ème semestre	1.28	1.38
Polisseur à la main et à la machine	1.30	1.40
Apprenti polisseur:		
1er trimestre	1.10	1.20
Après trois mois	1.30	1.40
Préposé au compresseur	1.30	1.40
Ajusteur de scies	1.25	1.35
Aide et manœuvre	1.15	1.25
Préposé au fonctionnement des chassis à scier:		
1er semestre	1.00	1.10
Après trois mois	1.25	1.35
Polisseur de face	1.30	1.40
Polisseur de bouts	1.30	1.40
Préposé aux grues	1.30	1.40
Carriers:		
Opérateur de foreuse	1.10	1.20
Préposé au dalot	1.10	1.20
Aide	1.00	1.10
Manœuvre (atelier de concassage)	1.15	1.25
Gardien (par semaine)	47.00	49.00"

6° L'article XII est remplacé par le suivant:

"XII. *Fêtes chômées:* Tout travail exécuté le Premier de l'An, le Vendredi Saint, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération), le Jour de Noël, la Fête du travail, le jour d'Action de Grâce, les samedis après-midi et les dimanches doit être rémunéré à raison de salaire double. Cependant dans la zone II, le travail exécuté le samedi après-midi doit être rémunéré au taux de salaire et demi seulement."

7° L'article XVI est remplacé par le suivant:

"XVI. Nonobstant toutes autres dispositions, la présente section demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1959."

(Document "D" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
45778-o Greffier du Conseil Exécutif.

Sawyerman on gang saws of frame:		
1st six months	1.32	1.40
After six months	1.74	1.82
Bed rubber face	1.74	1.82
Bed rubber end	1.74	1.82
Craneman	1.74	1.82
Watchman (per week)	48.00	50.00

Wage rates of marble cutters and setters governed by the decree relating to the construction trades shall not be reduced when such employees have to work temporarily in the shop."

4. The third sub-paragraph of article IV is replaced by the following:

"Work done on New Year's Day, St. John, the Baptist Day, Christmas, Thanksgiving Day, Confederation (July 1), Labour Day, Good Friday and Saturday afternoons and Sundays shall be paid double time."

5. Article VII is replaced by the following:

"VII. *Wage rates:* The minimum rates of wages shall be the following for each one of the following trades:

	Up to March 31, 1958	*From April 1, 1958*
Hand cutter	$1.65	$1.75
Apprentice marble cutter:		
1st year	1.10	1.20
2nd year	1.22	1.32
3rd year	1.35	1.45
4th year	1.50	1.60
Carborundum machine operator	1.35	1.45
Apprentice carborundum machine operator:		
1st six months	1.10	1.20
2nd six months	1.18	1.28
3rd six months	1.28	1.38
Hand and machine polisher	1.30	1.40
Apprentice polisher:		
1st three months	1.10	1.20
After three months	1.30	1.40
Compressorman	1.30	1.40
Saw setter	1.25	1.35
Helper and labourer	1.15	1.25
Sawyerman on gang saws:		
First three months	1.00	1.10
After three months	1.25	1.35
Bed rubber face	1.30	1.40
Bed rubber end	1.30	1.40
Craneman	1.30	1.40
Quarrymen:		
Drill runner	1.10	1.20
Channel runner	1.10	1.20
Helper	1.00	1.10
Labourer (crusher plant)	1.15	1.25
Watchman (per week)	47.00	49.00"

6. Article XII is replaced by the following:

"XII. *Holidays:* Work done on New Year's Day, Good Friday, St. John Baptist Day, Confederation Day (July 1), Christmas, Labour Day, Thanksgiving Day, Saturday afternoon and Sunday shall be paid double time. However, in zone 2, time worked on Saturday afternoon shall be paid time and one half."

7. Article XVI is replaced by the following:

"XVI. Notwithstanding any other clause of the decree, the present part shall remain in force until March 31, 1959."

(Document "D" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
45778-o Clerk of the Executive Council.

Departement du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 17 mai 1954 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

1° Le paragraphe "*j*" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"*j*) Le terme "caissier" désigne tout salarié préposé à la caisse."

2° Au paragraphe "*a*" de l'article IV, le mot "caissière" sera remplacé par le mot "caissier".

3° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "*a*" de l'article IV:

"Les caissiers et téléphonistes seront divisés en quatre (4) classes dont le pourcentage dans chaque classe sera basé sur celui établi au tableau de classification annexé au décret."

4° Le paragraphe "*g*" de l'article IV sera radié.

5° Le paragraphe "*a*" de l'article V sera remplacé par le suivant:

"*a*) Aux fins du décret, le salaire minimum pour la semaine régulière de travail de l'établissement est le suivant:

	Taux horaire Zones I	II
Messager avec bicyclette	$0.45	$0.45
Messager sans bicyclette	0.38	0.38
Employé surnuméraire travaillant 30 hres, ou moins par semaine:		
i. masculin de 21 ans et plus	1.00	0.90
ii. masculin de moins de 21 ans	0.60	0.60
Caissier et téléphoniste:		
Classe "A"	40.00	
Classe "B"	35.00	
Classe "C"	30.00	
Classe "D"	25.00	

Subordonnément aux autres stipulations du décret relatif au salaire de certains employés, les commis et tous les autres salariés inclus dans les pourcentages doivent être payés comme suit:

	Taux hebdomadaire Zones I	II
1. Salarié travaillant à la vente de la viande et des produits de la viande:		
Classe "A"	$54.00	$37.00
Classe "B"	46.00	31.00
Classe "C"	38.00	26.00
Classe "D"	24.00	21.00
2. Salarié travaillant à la vente des autres produits alimentaires:		
Classe "A"	51.00	37.00
Classe "B"	43.00	31.00
Classe "C"	34.00	26.00
Classe "D"	24.00	21.00"

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues.

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products retail trade in the district of Quebec, rendered obligatory by decree No. 1658 of May 17th, 1954, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

1. Subsection "*j*" of section I will be replaced by the following:

"*j*) The word "cashier" means any employee committed to the cash."

2. In subsection "*a*" of section IV, the words "female cashier" will be replaced by the word "cashier".

3. The following paragraph will be added to subsection "*a*" of section IV:

"Cashiers and telephone operators shall be divided into four (4) classes and the percentage in each class shall be based upon the one established in the classification table annexed to the decree."

4. Subsection "*g*" of section IV will be deleted.

5. Subsection "*a*" of section V will be replaced by the following:

"*a*) For the purposes of the present decree, the minimum wages for the regular workweek of the establishment is as follows:

	Hourly rates Zones I	II
Messenger (with bicycle)	$0.45	$0.45
Messenger (without bicycle)	0.38	0.38
Temporary employee working thirty (30) hours or less per week:		
i. male, 21 years of age or more	1.00	0.90
ii. male, under 21	0.60	0.60
Cashier and telephone operator:		
Classe "A"	40.00	
Class "B"	35.00	
Class "C"	30.00	
Class "D"	25.00	

Subject to the other provisions of the decree respecting the wages of certain employees, clerks and all other employees included in the percentages must be paid as follows:

	Weekly rates Zones I	II
1. Employees working at the sale of meat and meat products:		
Class "A"	$54.00	$37.00
Class "B"	46.00	31.00
Class "C"	38.00	26.00
Class "D"	24.00	21.00
2. Employees working at the sale of other food products:		
Class "A"	51.00	37.00
Class "B"	43.00	31.00
Class "C"	34.00	26.00
Class "D"	24.00	21.00"

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained

Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 septembre 1957. 45778-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint du commerce de détail de Magog établi en exécution du décret numéro 1268 du 15 décembre 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 876 du 28 août 1957, section "B" le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1957 au 31 août 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1268 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1268 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalent à ½ de 1% du salaire moyen d'un commis fixé par le comité à $40.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1268 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rénumération (salaire fixe, pourcentages, allocations, commissions ou bonis).

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 14, 1957. 45778-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Retail Trade of Magog, formed under decree number 1268 of December 15th, 1955, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 876 of August 28, 1957, part "B" in conformity with the provisions of the Collective Agreement' Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter given:

1. *Levy*

The period of levy extends from September 1, 1957 to August 31, 1958; this levy shall be established as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1268, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree (regular wages, percentages, allowances, commissions or bonuses).

b) The artisans governed by the said decree, No. 1268, shall pay to the Parity Committee on amount equivalent to ½ of 1% of the average wage for clerks, i.e. $40.00 as established by the Committee.

c) The employees governed by the said decree, number 1268, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration (regular wages, percentages, allowances, commissions or bonuses).

2. *Mode of Collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms on which all the particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's pay.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail de Magog, pour la période comprise entre le 1er septembre 1957 et le 31 août 1958.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE MAGOG
Siège Social: Magog, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er septembre 1957 et le 31 août 1958.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$1,150.00
Artisans	100.00
Salariés	1,350.00
	$3,000.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$1,040.00
Frais de déplacement de l'inspecteur	100.00
Frais de déplacement du secrétaire et des membres du Comité	800.00
Frais légaux	65.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	325.00
Vérification des livres	100.00
Assurances et frais de cautionnement	5.00
Jetons de présence aux membres du Comité	470.00
Dépenses diverses et imprévues	95.00
	$3,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 septembre 1957. 45780-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité et du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 2246, du 27 août 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 876 du 28 août 1957, section "A", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the particulars required he will be given five days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, june 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Retail Trade of Magog for the period between September 1, 1957 and August 31, 1958.

THE JOINT COMMITTEE OF THE RETAIL TRADE OF MAGOG
Head Office: Magog. P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 1, 1957 and August 31, 1958.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$1,150.00
Artisans	500.00
Employees	1,350.00
	$3,000.00
Disbursements:	
Salary of the secretary	$1,040.00
Inspector's travelling expenses	100.00
Travelling expenses of Secretary and Committee members	800.00
Legal fees	65.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	325.00
Audition	100.00
Insurance and fidelity bond	5.00
Committee members' meeting expenses	470.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	95.00
	$3,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 14, 1957. 45780-o

NOTICE OF LEVY

The honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the joint Committee of barbers and hairdressers of the City and District of Hull, formed under decree number 2246, of August 27, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 876 of August 28, 1957, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assesst ments, from the professional employers, the artisans and the employers governed by the said decree, according to the method and rae-hereinafter mentione:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 31 août 1957 au 31 août 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit numéro 2246 et amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les maîtres-barbiers ou coiffeuses travaillant seuls (artisans) régis par le décret numéro 2246 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs revenus, basés sur le montant de $25.00 par semaine (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 2246 et amendements doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

Les employeurs professionnels doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine à même la rémunération de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au Comité paritaire, en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses de la cité et du district de Hull, pour la période se terminant le 31 août 1958.

COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE HULL

—

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 août 1957 et le 31 août 1958.

—

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 80.00
Artisans	230.00
Salariés	85.00
	$395.00

Déboursés:

Services du secrétaire-correspondant	$ 40.00
Services de l'Inspecteur	40.00
Frais de déplacement des membres du Comité	110.00
Vérification des livres	60.00

1. *Assessments*

The period of levy extends from August 31st, 1957 to August 31st, 1958; it is laid in the following manner;

a) The professional employers governed by decree number 2246, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages, commissions, bonuses and allocations paid to their employees governed by the decree.

b) The master barbers or female hairdressers working alone (artisans) governed by decree number 2246, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their receipts based upon the amount of $25.00 per week (minimum wage rate fixed by the decree).

c) The employees governed by decree number 2246, and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to ½ of 1% of their wages, commissions, bonuses or allowances.

2. *Mode of collection*

The professional employers shall forward their assessments, every month, to the office of the Parity Committee.

The professional employers shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same, every month, to the Parity Committee together with their own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the required information, he will be given five days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of barbers and hairdressers of the city and district of Hull, for the period ending August 31st, 1958.

JOINT COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF THE CITY AND DISTRICT OF HULL

—

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between August 31st, 1957 and August 31st, 1958.

—

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 80.00
Artisans	230.00
Employees	85.00
	$395.00

Disbursements:

Secretary's services	$ 40.00
Inspector's services	40.00
Travelling expenses of committee's members	110.00
Auditing of books	60.00

Loyer de bureau	50.00	Office rent	50.00
Papeterie, timbres, articles de bureau	25.00	Stationery, stamps, office equipment	25.00
Frais de voyages-inspections	40.00	Travelling expenses — inspections	40.00
Publicité	30.00	Publicity	30.00
	$395.00		$395.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 septembre 1957. 45778-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 14, 1957. 45778-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel, établi en exécution du décret numéro 602 du 9 juin 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 876 du 28 août 1957 (section "C") d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 10 septembre 1957 au 10 septembre 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire minimum établi dans le décret pour leur métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages reçus.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant le nom de chaque salarié, son prénom, son âge, les heures de travail régulières et supplémentaires, le nombre total des heures de travail, le salaire horaire et l'argent reçu pour la période demandée.

L'employeur professionnel doit faire son rapport sur les formules approuvées par le Comité paritaire et le faire parvenir audit Comité paritaire à tous les mois, avec ses cotisations.

L'employeur professionel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés régis par le décret les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le sixième jour qui suit la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Tous les rapports doivent être signés avant d'être adressés au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation de tout rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Building Industry of Sorel, formed under decree No. 602, of June 9th, 1954, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 876 of August 28, 1957, (part "C") in conformity with the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from September 10, 1957, to September 10, 1958, and is applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree No. 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the said decree, No. 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the minimum wages established in the decree for their trade.

c) The employees governed by the said decree, No. 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ to 1% of their regular wages and of their percentages.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Prity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name of each employee, his age, the number of regular and overtime working hours, the total number of working hours, the hourly wage rate and the money received for the period concerned.

The professional employer shall make his report on report forms approved by the Parity Committee and forward it to the said Committee, every month, together with his assessments.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees governed by the decree the sums owed to the Parity Committee, and mail them to the said committee together with own assessments.

The report and the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the sixth day following the date of expiration of the period for which it is requirable.

All reports shall be signed before they are sent to the Parity Committee. The said committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financière au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Sorel, pour la période comprise entre le 10 septembre 1957 et le 10 septembre 1958.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE SOREL

État des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 10 septembre 1957 et le 10 septembre 1958.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$10,060.00
Salariés	10,060.00
Artisans	440.00
Honoraires d'examens	656.00
Intérêt sur obligations	1,926.25
	$23,142.25
Déboursés:	
Administration générale:	
Salaire des employés	$14,864.00
Frais de déplacement	2,500.00
Jetons de présence	675.00
Poste et téléphone	350.00
Vérificateur	120.00
Papeterie	390.00
Bureau des examinateurs	353.00
Assurance-chômage	205.60
Entretien des bureaux	475.00
Fond de pension	386.00
Assurance	273.48
Divers	2,550.17
	$23,142.25

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 septembre 1957. 45780-o

3. *Financial report*

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Sorel, for the period between September 10, 1957 and September 10, 1958.

JOINT COMMITTEE OF THE BUILDING INDUSTRY OF SOREL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 10, 1957, and September 10, 1958.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$10,060.00
Employees	10,060.00
Artisans	440.00
Examination fees	656.00
Bonds interest	1,926.25
	$23,142.25
Expenses:	
General administration:	
Employees' salaries	$14,864.00
Travelling expenses	2,500.00
Attendance Fees	675.00
Postage and telephone	350.00
Auditor	120.00
Stationery	390.00
Board of Examiners	353.00
Unemployment insurance	205.60
Office maintenance	475.00
Pension fund	386.00
Insurance	273.48
Miscellaneous	2,550.17
	$23,142.25

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Departement of Labour,
Quebec, September 14, 1957. 45780-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante audit décret:

Le sous-paragraphe 3° du paragraphe "*b*" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"3° Du 15 juin au 15 septembre de chaque année, la semaine régulière de travail se termine à midi le samedi.

Toutefois, les sous-paragraphes 1°, 2° et 3° du paragraphe "*b*" du présent article ne s'appli-

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hardware, paint and building materials in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree number 1090 of March 7, 1940 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

Sub-paragraph 3 of paragraph "*b*" of article III will be replaced by the following:

"3. From June 15 to September 15 of each year, the standard work week shall end at 12.00 (noon) on Saturday.

However, sub-paragraphs 1, 2 and 3 of subsection "*b*" of the present section does not apply

que pas dans les établissements de quincaillerie, ferronnerie et peinture de cinq (5) employés et moins.

Cependant, après quarante-cinq (45) heures de travail dans une semaine, l'employé doit recevoir salaire et demi tandis que les dimanches et jours chômés il recevra salaire double.

Tout employé a droit à une heure et demie (1½) pour prendre ses repas.

En dehors des heures mentionnées ci-haut, un salarié ne peut travailler et un employeur ou un employeur professionnel ne peut faire travailler un salarié à la vente dans un établissement régi par le présent décret."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 septembre 1957. 45778-o

in the hardware and paint stores having but five (5) or less than five (5) employees.

However, after forty-five (45) hours of work in a week, employees shall receive time and one half and time worked on Sundays and holidays shall be paid at the rate of double time.

Every employee is entitled to one and a half (1½) hours for his meals.

Outside the hours mentioned above, an employee shall not work and an employer or professional employer shall not cause an employee to work at the sale of merchandise in an establishment governed by the present decree."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 14, 1957. 45778-o

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 876

Québec, le 28 août 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications à la section 2 du décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes aux conventions collectives de travail rendues obligatoires par les articles II, III et IV de la Section 2 du décret numéro 324 du 30 mars 1950, amendé par les arrêtés en conseil numéros 625-B et 1094-C des 31 mai et 4 octobre 1950, 894-C du 14 août 1951, 1226-C du 19 novembre 1952, 82-B, 172-A, 403-A et 1257-A des 21 janvier, 19 février, 2 avril et 11 novembre 1953, 799-B du 5 août 1954, 997-D du 14 septembre 1955 et 654-A du 27 juin 1956, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier lesdits articles;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 avril 1957;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE, la section 2 dudit décret, numéro 324, soit modifiée comme suit:

1° Les subdivisions de ladite Section 2 sont dorénavant désignées sous le titre de "Parties

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 876

Quebec, August 28, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING amendments to part 2 of the decree relating to the building materials industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreements rendered obligatory by articles II, III and IV of part 2 of the decree number 324 of March 30, 1950, amended by Orders in Council numbers 625-B and 1094-C of May 31 and October 4, 1950, 894-C of August 14, 1951, 1226-C of November 19, 1952, 82-B, 172-A, 403-A and 1257-A of January 21, February 19, April 2 and November 11, 1953, 799-B of August 5, 1954, 997-D of September 14, 1955 and 654-A of June 27, 1956, relating to the building materials industry in the province of Quebec, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said articles;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 13, 1957;

WHEREAS the objections set forth were duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT, part 2 of the said decree, number 324, be amended as follows:

1. The subdivisions of the said Part 2 are hereafter designated as follows: Parts "A", "B", "C",

"A", "B", "C", "D" et "E" au lieu de "Articles I, II, III, IV et V".

2° L'article II est radié et remplacé par la nouvelle partie "B" suivante:

"PARTIE "B"

PIERRE ARTIFICIELLE

I. *a) Juridiction industrielle:* La présente partie de cette section s'applique à tout travail de l'industrie de la pierre artificielle.

b) Juridiction territoriale: La juridiction territoriale de la présente partie de cette section comprend toute la province de Québec.

II. *Taux de salaire:* Les taux minima de salaire sont les suivants:

Métiers:	*Salaires horaires par heure*
Conducteur de camion	$1.20
Finisseur de pierre artificielle (dresser)	1.35
Apprenti finisseur de pierre artificielle:	
1ère période de quatre mois	0.80
2ème période de quatre mois	0.95
3ème période de quatre mois	1.10
Préposé au fonctionnement de machines	1.20
Machiniste et préposé à l'entretien	1.50
Préposé au fonctionnement des hies et mouleur	1.15
Aide et journalier	1.05
Modeleur	1.65
Toutes les autres catégories	1.05

III. *Durée du travail:* La durée maximum de travail est de dix (10) heures par jour, les cinq (5) premiers jours de la semaine et de cinq (5) heures le samedi.

IV. *Taux pour travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire doit être rémunéré à raison du taux régulier plus cinquante pour cent (50%). Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, tout travail supplémentaire doit être payé à ce taux plus cinquante pour cent (50%). Tout travail exécuté le dimanche est rémunéré à raison du double du taux régulier. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, le travail dominical est payé à raison du double de tel taux.

V. *Apprentissage: a)* Une année constitue la période d'apprentissage pour le métier de finisseur de pierre artificielle.

b) Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti pour chaque quatre (4) finisseurs de pierre engagés dans chaque atelier.

c) Aucun apprenti ne peut commencer sa période d'apprentissage avant d'avoir atteint seize (16) ans ou après vingt-cinq (25) ans.

VI. *Vacances payées:* Tout salarié régi par la présente partie de cette section qui a travaillé continuellement pour le même employeur pendant une période d'un an a droit à une semaine de vacances payées à raison de 2% du salaire annuel.

Si un salarié quitte son emploi ou est renvoyé avant d'avoir complété un an de service, il a droit à un congé payé à raison de 2% du salaire gagné à compter de la date de son embauchage ou de la date de ses vacances précédentes, selon le cas."

3° L'article III est radié et remplacé par la nouvelle partie "C" suivante:

"D" and "E" instead of "Sections I, II, III, IV and V".

2. Section II is deleted and replaced by the following new part "B":

"PART "B"

ARTIFICIAL STONE

I. *a) Industrial jurisdiction:* The present part of this section governs all operations in the artificial stone industry.

b) Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of this part of the present section comprises the entire Province of Quebec.

II. *Rates of wages:* The minimum rates of wages shall be the following:

Classifications:	*Wage rates per hour*
Truck driver	$ 1.20
Artificial stone dresser	1.35
Apprentice artificial stone dresser:	
1st four months	0.80
2nd four months	0.95
3rd four months	1.10
Machine operator	1.20
Machinist and maintenance man	1.50
Rammer and moulder	1.15
Helper and Labourer	1.05
Modeller	1.65
All other categories	1.05

III. *Duration of labour:* The maximum duration of labour shall be ten (10) hours per day for the first five days of the week and five (5) hours on Saturday.

IV. *Overtime rates:* All overtime is paid at the rate of time and one half of the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, all overtime shall be paid the actual rate plus fifty per cent (50%). All work performed on Sunday is paid at double the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, Sunday work is paid at double the actual rate.

V. *Apprenticeship: a)* One year shall constitute the period of apprenticeship for artificial stone dressers.

b) At no time shall there be employed more than one (1) apprentice to each four (4) stone dressers in each shop.

c) No apprentice shall begin his apprenticeship indenture before sixteen (16) years of age or after twenty-five (25).

VI. *Vacation with pay:* Every employee subject to the present part of this section who has worked continously for the same employer for a period of one year, shall be granted one week's vacation with pay on the basis of 2% of his annual earnings.

If an employee leaves or is dismissed before he has completed a year of service, he shall be entitled to vacation with pay on the basis of 2% of his earnings from the date of his employment or from the date of his previous vacation, as the case may be."

3. Section III is deleted and replaced by the following new part "C":

PARTIE "C"

BLOCS DE BÉTON

I. a) *Juridiction industrielle:* La présente partie de cette section s'applique à tout travail de fabrication de blocs de béton et de blocs de ciment.

b) *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale de la présente partie de cette section comprend toute la province de Québec divisée en deux zones comme suit:

Zone I: L'Ile de Montréal, l'Ile Jésus, les cités de Québec, Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine.

Zone II: Toute la province excepté le territoire compris dans la zone I.

II. *Taux de salaires:* a) Le taux minimum de salaire pour toutes les classifications et métiers est de $1.10 l'heure dans la zone I et de $0.95 l'heure dans la zone II.

III. *Durée du travail:* La durée maximum de travail est de dix (10) heures par jour, les cinq (5) premiers jours de la semaine et de cinq (5) heures le samedi.

IV. *Taux pour travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire doit être rémunéré à raison du taux régulier plus cinquante pour cent (50%). Dans le cas où le taux payé est plus élevé que celui du décret, tout travail supplémentaire doit être payé à ce taux plus cinquante pour cent (50%). Tout travail exécuté le dimanche est rémunéré à raison du double du taux régulier. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, le travail dominical est payé à raison du double de tel taux.

V. *Vacances payées:* Tout salarié régi par la présente partie de cette section qui a travaillé continuellement pour le même employeur pendant une période d'un an a droit à une semaine de vacances payées à raison de 2% du salaire annuel.

Si un salarié quitte son emploi ou est renvoyé avant d'avoir complété un an de service, il a droit à un congé payé à raison de 2% du salaire gagné à compter de la date de son embauchage ou de la date de ses vacances précécentes, selon le cas."

4° L'article V est radié et remplacé par la nouvelle partie "D" suivante:

PARTIE "D"

TUYAUX DE CIMENT

I. a) *Juridiction industrielle:* La présente partie de cette section s'applique à tout travail de fabrication de tuyaux de ciment.

b) *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale de la présente partie de cette section comprend toute la province de Québec divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I: L'Ile de Montréal, l'Ile Jésus, les cités de Québec, Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine.

Zone II: Toute la province excepté le territoire compris dans la zone I.

II. *Taux de salaires:* a) Le taux minimum de salaire pour toutes les classifications et métiers est de $1.10 l'heure dans la zone I et de $0.95 l'heure dans la zone II.

III. *Durée du travail:* La durée maximum de travail est de dix (10) heures par jour, les cinq premiers jours de la semaine et de cinq (5) heures le samedi.

IV. *Taux pour travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire doit être rémunéré à raison du taux régulier plus cinquante pour cent

PART "C"

CEMENT BLOCKS

I. a) *Industrial jurisdiction:* The present part of this section governs all operations in the fabrication of concrete blocks and of cement blocks.

b) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present part of this section comprises the entire Province of Quebec, divided into two zones, as follows:

Zone I: The Island of Montreal, Jesus Island and the cities of Quebec, Trois-Rivières and Cap de la Madeleine.

Zone II: The entire Province with the exception of the territory included in zone I.

II. *Rates of wages:* a) The minimum rates of wages for all classifications and trades shall be $1.10 per hour in zone I and $0.95 per hour in zone II.

III. *Duration of labour:* The maximum duration of labour shall be ten (10) hours per day for the first five (5) days of the week and five (5) hours on Saturday.

IV. *Overtime rates:* All overtime is paid at the rate of time and one half of the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, all overtime shall be paid the actual rate plus fifty per cent (50%). All work performed on Sunday is paid at double the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, Sunday work is paid at double the actual rate.

V. *Vacation with pay:* Every employee subject to the present part of this section who has worked continously for the same employer for a period of one year, shall be granted one week's vacation with pay on the basis of 2% of his annual earnings.

If an employee leaves or is dismissed before he has completed a year of service, he shall be entitled to vacation pay on the basis of 2% of his earnings from the date of his employment or from the date of his previous vacation, as the case may be."

4. Section V is deleted and replaced by the following new part "D":

"PART "D"

CEMENT PIPES

I. a) *Industrial jurisdiction:* The present part of this section governs all operations in the manufacturing of cement pipes.

b) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present part of this section comprises the entire Province of Quebec divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: The Island of Montreal, Jesus Island, the cities of Quebec, Trois-Rivières and Cap de la Madeleine.

Zone II: The entire Province with the exception of the territory comprised in zone I.

II. *Rates of wages:* a) The minimum rates of wages for all classifications and trades shall be $1.10 per hour in zone I and $0.95 per hour in zone II.

III. *Duration of labour:* The maximum duration of labour shall be ten (10) hours per day for the first five days of the week and five (5) hours on Saturday.

IV. *Overtime rates:* All overtime is paid at the rate of time and one half of the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the

(50%). Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, tout travail supplémentaire doit être payé à ce taux plus cinquante pour cent (50%). Tout travail exécuté le dimanche est rémunéré à raison du double du taux régulier. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, le travail dominical est payé à raison du double de tel taux.

V. *Vacances payées:* Tout salarié régi par la présente partie de cette section qui a travaillé continuellement pour le même employeur pendant une période d'un an a droit à une semaine de vacances payées à raison de 2% du salaire annuel.

Si un salarié quitte son emploi ou est renvoyé avant d'avoir complété un an de service, il a droit à un congé payé à raison de 2% du salaire gagné à compter de la date de son embauchage ou de la date de ses vacances précédentes, selon le cas."

Nonobstant toutes autres dispositions, les parties "B", "C", et "D" de la présente section seront valables à compter du 1er octobre 1957 et demeureront en vigueur jusqu'au 30 septembre 1959.

(Document "E" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,
45778-o Greffier du Conseil Exécutif.

rate of the decree, all overtime shall be paid the actual rate plus fifty per cent (50%). All work performed on Sunday is paid at double the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, Sunday work is paid at double the actual rate.

V. *Vacation with pay:* Every employee subject to the present part of this section who has worked continously for the same employer for a period of one year, shall be granted one week's vacation with pay on the basis of 2% of his annual earnings.

If an employee leaves or is dismissed before he has completed a year of service, he shall be entitled to vacation pay on the basis of 2% of his earnings from the date of his employment or from the date of his previous vacation, as the case may be."

Notwithstanding any other provision, Parts "B", "C" and "D" of the present section shall come into force from October 1, 1957 and shall so remain until September 30, 1959."

(Document "E" annexed to the Order)

L. DÉSILETS,
45778-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 875

Québec, le 28 août 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des amendements aux règlements pris en exécution de la Loi relative aux mécaniciens de Machines Fixes.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail:

QUE l'arrêté ministériel (numéro 2745) du 15 octobre 1942, concernant les règlements pris en exécution de la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes, 6 Georges VI, chapitre 52, modifié par l'arrêté ministériel (numéro 145) du 1er février 1950, soit amendé comme suit:

1. L'article 44 bis, est abrogé.

2. L'article 63 suivant est ajouté:

"63. Le Bureau des Examinateurs peut déterminer le nombre de personnes qualifiées à être en devoir sur chaque équipe d'une usine de vapeur, selon la puissance de la force motrice, l'agencement des unités génératrices de vapeur et le degré de sécurité offert par les accessoires."

LÉOPOLD DÉSILETS,
45778-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 875

Quebec, August 28, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the regulations under the Stationary Enginemen's Act.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT Order in Council number 2745 of October 15, 1942, concerning the regulations under the Stationary Enginemen's Act, 6 Geo. VI, chapter 52, amended by Order in Council number 145 of February 1, 1950, be amended as follows:

1. Article 44 bis is deleted.

2. The following article 63 is added:

"63. The Board of Examiners may determine the number of qualified persons to be on duty in each shift of a steam plant, according to the capacity of the power plant, the distribution of the steam generating units and the degree of safety offered by the accessories."

LÉOPOLD DÉSILETS,
45778-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 787

Québec, le 12 août 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT le classement de la Maison de la Côte-des-Neiges, à Montréal, en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques.

ATTENDU QU'en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques, (Statuts

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 787

Quebec, August 12, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of the house on Côte-des-Neiges, at Montreal, pursuant to the Historic or Artistic Monuments and Sites Act.

WHEREAS under the Historic or Artistic Monuments and Sites Act, (Revised Statutes

refondus de Québec, 1941, chapitre 70, tel que remplacé par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 24, et modifiée par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 51), la Commission des Monuments et Sites historiqués ou artistiques, par résolution adoptée le 23 juillet 1957, et dont copie est annexée à la proposition sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil, a recommandé le classement, comme monument historique, de la Maison de la Côte-des-Neiges, à Montréal;

ATTENDU QUE le propriétaire actuel de cet immeuble consent à son classement comme monument historique;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques, le classement d'immeubles comme monuments historiques devient définitif après avoir été approuvé, avec ou sans modification, par décret du Conseil Exécutif;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver le classement dudit immeuble comme monument historique.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Secrétaire de la province:

Qu'en vertu de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 70, tel que remplacé par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 24, modifiée par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 51), le classement de ladite Maison de la Côte-des-Neiges, à Montréal, recommandé par la Commission des Monuments et Sites historiques ou artistiques, en vertu de sa résolution du 23 juillet 1957, soit approuvé;

QUE le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et que le classement de l'immeuble précité ait force de loi à compter de la date de cette publication.

L. DÉSILETS,
45758-o Greffier du Conseil Exécutif.

of Quebec, 1941, chapter 70, as replaced by section 1 of Act 15-16 George VI, chapter 24, and amended by Act 4-5 Elizabeth II, chapter 51) the Historic or Artistic Monuments and Sites Commission, by a resolution adopted July 23, 1957, copy of which is annexed to the proposition on which this Order in Council is based, has recommended the classification of the House on Côte-des-Neiges, in Montreal, as an historical monument;

WHEREAS the present owner of this immoveable agrees to its classification as an historical monument;

WHEREAS in accordance with section 6 of the Historic or Artistic Monuments and Sites Act, the classification of immoveables as historic monuments becomes final after having been approved, with or without amendment, by an order of the Executive Council;

WHEREAS it is deemed advisable to approve the classification of said immoveable as an historic monument.

THEREFORE, it is ordained, upon the recommendation of the Honourable the Provincial Secretary:

THAT in accordance with section 6 of the Historic or Artistic Monuments and Sites Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapre 70, as replaced by section 1 of Act 15-16 George VI, chapter 24, amended by Act 4-5 Elizabeth II, chapter 51), the classification of the said House on Côte-des-Neiges, in Montreal, recommended by the Historic or Artistic Monuments and Sites Commission, pursuant to its resolution of July 23, 1957, be approved;

THAT the present Order-in-Council be published in the *Quebec Official Gazette* and that the classification of the aforesaid immoveable shall become law on the date of its publication.

L. DÉSILETS,
45758 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 580
Québec, le 5 juin 1957.

Numéro 845
Québec, le 22 août 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement de certains terrains dans le comté de Saguenay.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des mines:

1. QUE le règlement suivant soit adopté:

a) que les blocs "A" à "G" et 1 à 6 dans le canton de Babel et les blocs "E" et "F" dans le canton de Leneuf,

b) qu'une étendue de terre d'une largeur d'un mille de chaque côté du centre de l'emprise du chemin de fer projeté, soit à partir des blocs "G" et 6 dans le canton de Babel; de là, vers nord-ouest, jusqu'au sud du lac Walker; de là, vers le nord, en suivant la rivière Aux Rochers Ouest, puis, de là, vers le nord, passant à l'est du lac Bourgeois, jusqu'au sud du Grand Lac Caotibi; de là, vers le nord, un mille de chaque côté du Grand Lac Caotibi et du Petit Lac Caotibi, ces derniers lacs étant compris dans l'étendue; de là, vers le nord, un mille de chaque côté dudit centre de l'emprise du chemin de fer en suivant la rivière Toulnustouc (Branche Nord) et la Petite Rivière Manicouagan jusqu'à l'extrémité sud du Petit Lac Manicouagan;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 580
Quebec, June 5, 1957.

Number 845
Quebec, August 22, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the withdrawal from staking of certain lands in the county of Saguenay.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Mines:

1. THAT the following regulation be adopted:

a) that blocks "A" to "G" and 1 to 6 in the township of Babel and blocks "E" and "F" in the township of Leneuf,

b) that an area of land of a mile wide on each side of the centre of the proposed railroad right-of-way, that is from blocks "G" and 6 in the township of Babel; thence, northwesterly, as far as south of Lake Walker; thence, northerly, along River Aux Rochers West, and thence northerly, passing east of Lake Bourgeois, as far as south of Grand Lac Caotibi; thence northerly, one mile each side of Grand Lac Caotibi and Petit Lac Caotibi, the latter lakes being included in the area; thence northerly, one mile on each side of the said centre of the railroad right-of-way along Toulnustouc River (North Branch) and Petite Rivière Manicouagan as far as the south extremity of Petit Lac Manicouagan; thence, northerly passing along the west bank of Petit

de là, vers le nord passant sur la rive ouest dudit Petit Lac Manicouagan et de là, vers le nord, en passant à l'est du Lac Lamêlée jusqu'au Mont Wright. En plus un mille de chaque côté du centre de l'emprise d'un embranchement projeté audit chemin de fer projeté dont le point de jonction est au nord de la rivière Hart-Jaune; de là, vers l'ouest, une distance d'environ quinze milles jusqu'à l'étendue ci-après décrite dans le paragraphe "C";

c) qu'une étendue de terre de deux milles de largeur entourant le lac Jeannine et s'étendant vers le sud, à une distance de cinq milles, sur une largeur de deux milles de chaque côté de la décharge dudit lac Jeannine. Le lac Jeannine étant compris dans l'étendue;

d) qu'une étendue de terre de deux milles de largeur situé au nord et à l'est du lac Barbel et s'étendant, vers le sud, à une distance de quatre milles, sur une largeur de deux milles de chaque côté de la décharge dudit lac Barbel;

e) qu'une étendue de terre bornée à l'ouest et au sud par l'emprise du chemin de fer projeté décrite dans le paragraphe "B", bornée au nord par une ligne droite est-ouest passant à un mille au nord de l'extrémité nord du Petit Lac Manicouagan et bornée à l'est par une ligne droite nord-sud passant à un mille à l'est de l'extrême est dudit Petit Lac Manicouagan. Le Petit Lac Manicouagan étant inclus dans cette étendue;

f) qu'une lisière de terre de trois mille (3,000) pieds de largeur de chaque côté de la rivière Hart-Jaune, à partir de sa source située au Petit Lac Manicouagan jusqu'à son embouchure dans le lac Manicouagan. La rivière Hart-Jaune étant comprise dans cette lisière,

g) une lisière de terrain de un mille de largeur de chaque côté du centre de l'emprise de l'embranchement allant vers le Mont Reed, du chemin de fer projeté, à partir du point de rencontre de la branche nord de la rivière Hart-Jaune avec l'embranchement ouest dudit chemin de fer décrit dans le paragraphe "*b*" de l'arrêté en conseil ci-haut mentionné, et de là vers le nord-ouest jusqu'au Mont Reed situé à la longitude ouest 68°08′ et à la latitude 52°04′ dans le canton projeté de Laussedat,

soient réservés et soustraits au jalonnement et au piquetage en claims miniers, à l'exception des terrains sous claims miniers présentement en vigueur;

2. Que ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et qu'il ait force de loi dès après cette publication.

L. DÉSILETS,
45803-o Greffier du Conseil Exécutif.

Lac Manicouagan and thence, northerly, passing east of Lamêlée Lake as far as Mount Wright. In addition, one mile on each side of the centre of the right-of-way of a proposed branch-line of said proposed railroad whose junction point is north of the Hart-Jaune River; thence, westerly, along a distance of some fifteen miles as far as the area hereinafter described in paragraph "C";

c) that an area of land two miles wide bordering Lake Jeannine and extending southwards, for a distance of five miles, along a width of two miles each side of the overflow of said Lake Jeannine. Lake Jeannine being included in the area.

d) that an area of land two miles wide situated to the north and east of Lake Barbel and extending southwards for a distance of four miles, and a width of two miles, on each side of the discharge of said Lake Barbel;

e) that an area of land bounded westerly and southerly by the proposed railroad right-of-way described in paragraph "B", bounded northerly by an straight east-west, line passing one mile north of the northern extremity of Petit Lac Manicouagan and bounded easterly by a north-south straight line passing one mile east of the extreme east of said Petit Lac Manicouagan. Petit Lac Manicouagan being included in said area.

f) that a strip of land three thousand (3,000) feet wide on each side of the Hart-Jaune River, from its rise at Petit Lac Manicouagan as far as its mouth in Lake Manicouagan. The Hart-Jaune River being included in said strip of land.

g) a strip of land one mile wide on each side of the centre of the right-of-way, of the proposed railroad, of the branch-line running towards Mount Reed, as from the meeting point of the north branch of the Hart-Jaune River and the west branch-line of said railroad described in paragraph "*b*" of the Order in Council mentioned hereinabove, and thence northwesterly as far as Mount Reed situated at longitude West 68°08′ and latitude 52°04′ in the proposed township of Laussedat,

shall be reserved and withdrawn from staking as mining claims, save and except the lands under mining claims at present in good standing.

2. That this regulation be published in the *Quebec Official Gazette* and become law after its publication.

L. DÉSILETS,
45803 Clerk of the Executive Council.

Avis divers

(P.G. 11959-57)

CASSIDY'S LTD.

Règlement Spécial "C"
diminution du nombre des directeurs

Le nombre des directeurs de cette compagnie est, par les présentes, diminué de sept à trois et l'article I de la Loi trois de la compagnie est, par les présentes, amendé pour s'y conformer.

Vraie copie certifiée du règlement spécial "C" de Cassidy's Ltd.

Daté en la cité de Montréal, Québec, ce 9e jour d'août 1957.

(Sceau) L'Assistant-secrétaire,
45761 L. C. SKINNER.

Miscellaneous Notices

(A.G. 11959-57)

CASSIDY'S LTD.

Special By-law "C"
decrease in number of directors

The number of directors of this company is hereby decreased from seven to three and article I of by-law three of the company is hereby amended accordingly.

Certified true copy of Special By-law "C" of Cassidy's Ltd.

Dated at the city of Montreal, Quebec, this 9th day of August, 1957.

(Seal) L. C. SKINNER,
45761-o Assistant-secretary.

(P.G. 10897-57)

PRUDENTIAL INVESTMENT CORPORATION

Règlement N° 27

concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à quatre.

"Proposé par M. Claude Giroux, secondé par M. Ernest Giroux, il est résolu à l'unanimité que:

1° Que l'article III, paragraphe A des règlements généraux de la compagnie tel qu'amendé par le bureau de direction en date du 8 novembre 1956, soit abrogé et remplacé par le suivant: "les affaires de la compagnie seront dirigées par un bureau de direction composé de quatre directeurs, chacun desquels lors de son élection et pendant toute la durée de son terme, devra être détenteur d'au moins une action de la compagnie et avoir payé tout versement exigible sur icelle.

2° Lors de la prochaine assemblée des actionnaires, après ratification par eux du présent règlement, il pourra être procédé en sus de l'élection des directeurs de la compagnie, à l'élection d'un autre directeur afin de remplir les cadres prévus par le présent règlement, mais l'élection dudit directeur ne prendra effet qu'à compter de la publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* conformément aux dispositions de l'article 84 de la Loi des Compagnies de Québec."

Copie certifiée d'un règlement adopté par le bureau de direction et ratifié à l'unanimité par l'assemblée générale annuelle des actionnaires le 28 juin 1957.

Le Secrétaire,
YVON SIMARD.

45762-o

(P.G. 10557-55)

ROCO INC.
Sept-Iles, P.Q.

Règlement N° 5

pour augmenter le nombre des directeurs de trois à quatre.

"Attendu qu'il est dans l'intérêt de la compagnie que le nombre des directeurs soit augmenté de trois à quatre et que les règlements actuels soient amendés en conséquence;

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de la Compagnie ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la Compagnie soit augmenté de trois à quatre;

2° Le quorum du Bureau de direction de la Compagnie sera de trois membres;

3° Que les règlements de la Compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent.

4° Le président et/ou le Secrétaire sont par les présentes autorisés à signer tous documents nécessaires pour donner effet à ce règlement."

Certifié vraie copie.

Sept-Iles, ce 7 août 1957.

Le Secrétaire,
MAURICE BOULANGER.

45763-o

Montréal — Province de Québec

Avis est par les présentes donné que les personnes suivantes sont membres de l'Association des Chimistes Professionnels de Québec:

Gwyn Benson, Montréal.
Paul Larouche, Chicoutimi.

6 septembre 1957.

Le Registraire,
SANBORN S. WORTHEN.

45769-o

(A.G. 10897-57)

PRUDENTIAL INVESTMENT CORPORATION

By-law No. 27

concerning an increase in the number of directors from three to four.

"On motion by Mr. Claude Giroux, seconded by Mr. Ernest Giroux, it is unanimously resolved that:

1. That article III, paragraph A of the General By-laws of the company as amended by the Board of Directors under date of November 8, 1956, be repealed and replaced by the following: "the affairs of the company shall be managed by a board of directors composed of four members, each one of whom at the time of his election and throughout his term of office, shall be the holder of one of the company's shares and not in arrears of any call thereon.

2. At the next meeting of shareholders, after confirmation of this by-law by the latter, in addition to the election of the directors of the company, an election for another director may be held in order to complete the number provided for in the present by-law, but the election of said director shall not take effect until publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* pursuant to the provisions section 84 of the Quebec Companies' Act."

Certified copy of a by-law adopted by the Board of Directors and unanimously confirmed at the annual general meeting of shareholders held June 28, 1957.

YVON SIMARD,
Secretary.

45762

(A.G. 10557-55)

ROCO INC.
Sept-Iles, P.Q.

By-law No. 5

increasing the number of directors from three to four.

"Whereas it is in the interest of the company that the number of directors be increased from three to four and that the existing by-laws be amended accordingly;

Be it enacted and it is hereby enacted a by-law of the company, as follows:

1. That the number of directors of the company be increased from three to four;

2. The quorum of the Board of Directors shall be composed of three members;

3. That the By-laws of the company be and they are hereby amended in order to comply with the foregoing.

4. The President and/or Secretary are hereby authorized to sign any documents required to give effect to this By-law."

Certified true copy.

Sept-Iles, this August 7, 1957.

MAURICE BOULANGER,
Secretary.

45763

Montreal — Province of Quebec

Notice is hereby given that the following persons are members of the Association of Professional Chemists of Quebec:

Gwyn Benson, Montreal.
Paul Larouche, Chicoutimi.

September 6 1957.

SANBORN S. WORTHEN,
Registrar.

45769-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Institutrices Catholiques des Trois Pistoles", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quinze août 1957.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé aux Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup.

Le Sous-secrétaire de la province,
45764-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de Châteauguay", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quinze août 1957.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Martine, comté de Châteauguay.

Le Sous-secrétaire de la province,
45765-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 12756-57)

BRIÈRE & FILS, LIMITÉE

"Règlement Spécial "B"

"Dorénavant, les affaires de la Compagnie seront administrées par un Conseil de cinq (5) directeurs, chacun d'entre eux, au moment de son élection et durant tout son terme d'office, devant être actionnaire de la Compagnie au moins pour une action entièrement payée et non arréragé à l'égard d'aucun versement exigible."

Je, soussigné, François de B. Gravel, secrétaire de "Brière & Fils, Limitée", certifie par les présentes que le règlement ci-devant, appelé "Règlement Spécial "B" de "Brière & Fils, Limitée", a été dûment adopté, tel que ci-haut décrit, à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la Compagnie, tous étant présents, convoquée, suivant la loi, à cette fin et tenue le 29ème jour du mois de juin 1957.

Québec, le 20ème jour d'août 1957.

Le Secrétaire,
45760-o FRANÇOIS de B. GRAVEL.

Avis est par les présentes donné que les soussignés que le Lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 22 août 1957 un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de Lacorne en celui de "Municipalité de Sainte-Sophie", comté de Terrebonne.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Ste Sophie, 3 septembre 1957.

Le Maire,
ÉDOUARD LAMARCHE.
Le Secrétaire-trésorier,
45768-o JOHN E. CAREY.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Institutrices Catholiques des Trois Pistoles" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August fifteenth, 1957.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Trois Pistoles, county of Rivière-du-Loup.

JEAN BRUCHÉSI,
45764 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de Châteauguay" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August fifteenth, 1957.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Martine, county of Châteauguay.

JEAN BRUCHÉSI,
45765 Under Secretary of the Province.

(A.G. 12756-57)

BRIÈRE & FILS, LIMITÉE

"Special By-law "B"

"Hereafter, the affairs of the company shall be managed by a Board of five (5) directors, each one of whom shall be a shareholder of the company and the holder of at least one share entirely paid up and not in arrears in respect of any call thereon."

I, the undersigned, François de B. Gravel, secretary of "Brière & Fils, Limitée", hereby certify that the aforesaid By-law entitled "Règlement Spécial "B" of "Brière & Fils, Limitée", has been duly adopted, as hereinabove, at a special general meeting of shareholders of the company, at which meeting all were present, called according to the law for said purpose and held the 29th day of the month of June 1957.

Quebec, this 20th day of August 1957.

FRANÇOIS de B. GRAVEL,
45760 Secretary.

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted, under date of August 22, 1957, an Order in Council to the effect of changing the name of the Municipality of the parish of Lacorne to that of "Municipality of Sainte Sophie", county of Terrebonne.

Pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code, this change of name shall come into force as from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Ste. Sophie, September 3, 1957.

ÉDOUARD LAMARCHE,
Mayor.
JOHN E. CAREY,
45768 Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation du comté de Mégantic", en date du 3 août 1957, dont le siège social est situé à Black-Lake, comté de Mégantic, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le huit août 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45775-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 10400-57)

PROJECT SALES (MARINE DIVISION) LTD.

Règlement N° 5

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Project Sales (Marine Division) Ltd. (ici nommée "la compagnie") ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à cinq (5), de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de cinq (5) directeurs.

2° Deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement."

Je, le soussigné, Marcel Lajeunesse, Président de la compagnie Project Sales (Marine Division) Ltd., donne, par les présentes, avis que le précédent règlement N° 5 a été décrété à l'unanimité par les directeurs, le 25e jour de juin 1957, et qu'il a été ratifié, sanctionné et confirmé par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie, qui étaient présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires convoquée aux fins de le considérer et si, reconnu opportun, approuver, ratifier, sanctionner et confirmer le règlement N° 5.

Et j'ai signé à Montréal, ce 25e jour de juin 1957.

(Sceau) Le Président,
45780 MARCEL LAJEUNESSE.

MACDONALD HOUSE HOLDINGS CO. LTD.

Règlement Spécial "A"

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement Spécial "A" de MacDonald House Holdings Co. Ltd. que:

1. La Compagnie soit et est par les présentes autorisée à réaliser ses biens et à distribuer ses actifs entre ses actionnaires proportionnellement aux droits de chacun et à procéder subséquemment à sa dissolution par l'abandon de sa charte.

2. Les directeurs et officiers de la Compagnie sont autorisés à faire et signer toutes choses, documents, et actes nécessaires ou utiles aux fins de donner plein effet aux présentes.

Certifié vraie copie du règlement Spécial "A" de MacDonald House Holdings Co. Ltd., dûment adopté par le bureau de direction de cette Compagnie à une assemblée dûment convoquée et tenue le 12 février 1957 et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires, dûment convoquée et tenue.

Le Secrétaire,
45804-o GEORGE CLERK.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation du comté de Mégantic" under date August 3, 1957, whereof the head office is at Black-Lake, county of Megantic, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of August, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45775 Under Secretary of the Province.

(A.G. 10400-57)

PROJECT SALES (MARINE DIVISION) LTD.

By-law No. 5

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of Project Sales (Marine Division) Ltd. (herein called "the Company") as follows:

1. The number of the Directors of the Company be and the same is hereby increased from three (3) to five (5) so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of five (5) directors.

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

I, the undersigned, Marcel Lajeunesse, President of Project Sales (Marine Division) Ltd., hereby certify that the above By-law No. 5 was enacted unanimously by the Directors on the 25th day of June, 1957 and that same was ratified, sanctioned and confirmed by a unanimous vote of all the shareholders of the company all of which were present at a Special General Meeting of Shareholders called for the purpose of considering and if deemed advisable approving, ratifying, sanctioning and confirming By-law No. 5.

And I have signed at Montreal, this 25th day of June, 1957.

(Seal) MARCEL LAJEUNESSE,
45780-o President.

MACDONALD HOUSE HOLDINGS CO. LTD.

Special By-Law "A"

Be it enacted and it is hereby enacted as Special By-Law "A" of MacDonald House Holdings Co. Ltd., that:

1. The Company be and is hereby authorized to sell its property and distribute its assets rateably among its shareholders in accordance with their respective rights and subsequently proceed to its dissolution by surrendering its charter.

2. The directors and officers of the Company are authorized to execute and sign all things, documents and acts deemed necessary or useful for the purpose of giving effect to these presents.

Certified true copy of Special By-law "A" of MacDonald House Holdings Co. Ltd., duly adopted by the Board of Directors of this Company at a meeting duly called and held on February 12, 1957 and confirmed at a special general meeting of shareholders, duly called and held.

GEORGE CLERK,
45804 Secretary.

(P.G. 12116-57)

PROSPER EXPLORATION LTD.
(No Personal liability)

Règlement N° quatre

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à cinq (5)."

Je, les soussignés, Margaret Debenham, secrétaire de Prosper Exploration Ltd. (No Personal Liability), certifie, par les présentes, que le précédent est une vraie et authentique copie du règlement dûment passé par le bureau de direction de Prosper Exploration Ltd. (No Personal Liability), le 4e jour de juillet 1957, et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée aux fins de le considérer et tenue ledit 4e jour de juillet 1957.

En foi de quoi, j'ai signé et apposé le sceau corporatif de la compagnie, ce 4e jour de juillet 1957.

(Sceau) Le Secrétaire,
45805 M. L. DEBENHAM.

(A.G. 12116-57)

PROSPER EXPLORATION LTD.
(No Personal Liability)

By-Law No. four

"That the number of the Directors of the Company be and it is hereby increased from three (3) to five (5)."

I, the undersigned, Margaret Debenham, Secretary of Prosper Exploration Ltd. (No Personal Liability), do hereby certify the foregoing to be a true and exact copy of the By-law duly passed by the Board of Directors of Prosper Exploration Ltd. (No Personal Liability) on the 4th day of July, 1957, and confirmed at a Special General Meeting of the Shareholders of the said Company called for considering the same and held on the said 4th day of July, 1957.

In witness whereof I have hereunto set my hand and affixed the corporate seal of the Company, this 4th day of July, 1957.

(Seal) M. L. DEBENHAM,
45805-o Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Fonctionnaires Municipaux de Montréal-Nord Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le neuf septembre 1957.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
45806-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Fonctionnaires Municipaux de Montréal-Nord Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September ninth 1957.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal-North, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
45806 Under Secretary of the Province.

AVIS

Loi des Syndicats Professionnels

La formation d'une association sous le nom de "Union of Tank Car Workers of Canada", pour l'étude, la déferse et l'avancement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province, le neuf septembre 1957.

Le bureau principal dudit syndicat professionnel est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
45807 JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Union of Tank Car Workers of Canada", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September ninth, 1957.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial District of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
45807-o Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

FRANCO-CANADIAN DYERS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Franco Canadian Dyers Limited", s'adressera au Procureur général de la province de Québec et au Ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

St-Jean, Québec, ce 9e jour de septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
45776 L. A. GAUDETTE.

Charters — Surrender of

FRANCO-CANADIAN DYERS LIMITED

Notice is hereby given that "Franco-Canadian Dyers Limited", will make application to the Attorney General of the Province of Quebec and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

St. John's, Quebec, this 9th day of September, 1957.

L. A. GAUDETTE,
45776-o Secretary-Treasurer.

LAURENDEAU MOTOR SALES, LIMITED

Avis est donné que la compagnie susmentionnée dont le siège social est à St-Roch des Aulnaies, comté de L'Islet, Qué., demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de l'article 26 de la "Loi des Compagines de Québec".

St-Roch des Aulnaies, le 29 août, 1957.

Le Procureur de "LAURENDEAU MOTOR SALES, LIMITED",
JOS. MARINEAU, avocat,
45766-o Montmagny, Qué.

LAURENDEAU MOTOR SALES, LIMITED

Notice is given that the abovementioned company whose head office is located at St. Roch des Aulnaies, county of L'Islet, Que., shall apply for leave to surrender its charter in accordance with section 26 of the Quebec Companies' Act.

St. Roch des Aulnaies, August 29, 1957.

JOS. MARINEAU, Advocate,
Attorney for "LAURENDEAU MOTOR SALES, LIMITED",
45766 Montmagny, Que.

MONT GABRIEL SKI TOWS LTD

Conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec, "Mont Gabriel Ski Tows Ltd", donne par les présentes avis public, qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte et de faire fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, le 11 septembre 1957.

Le Président,
45808-o (Signé) M. A. ROCHEMONT.

MONT GABRIEL SKI TOWS LTD

Under the provisions of the Quebec Companies' Act "Mont Gabriel Ski Tows Ltd", hereby gives Notice that it will make application for the acceptance of surrender of its Charter and to fix a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Montreal, September 11th, 1957.

(Signed) M. A. ROCHEMONT,
45808-o President.

Compagnies autorisées à faire des affaires

(Sec. P. 500-57)

Avis est, par les présentes, donné que "Philip Kramer & Bros., Inc.", une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de l'article II de "Stock Corporation Law of the State of New York", comme une compagnie d'actions, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province, est a/s de Elder, Laidley, Leslie, Bourgeois & Doheny, 2000 édifice Aldred, 507 Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. W. H. Laidley, à l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 6e jour de septembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45758 JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 490-57)

Avis est, par les présentes, donné que "Jacques Wolf & Co.", une compagnie à fonds social étrangères, constituée en corporation en vertu des lois de New Jersey, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à Ayer Storage Ltd., 690 ouest, rue St-Paul, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. W. H. Laidley, 2000 Édifice Aldred, 507 Place d'Armes, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 10e jour de septembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45758 JEAN BRUCHÉSI.

Companies Licensed to do Business

(P. Sec. 500-57)

Notice is hereby given that "Philip Kramer & Bros., Inc.", an extra-provincial company incorporated by virtue of Article II of the "Stock Corporation Law of the State of New York" as a stock company, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said Company in the Province is at c/o Elder, Laidley, Leslie, Bourgeois & Doheny, 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. W. H. Laidley, of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45758-o Assistant Provincial Secretary.

(P. Sec. 490-57)

Notice is hereby given that "Jacques Wolf & Co.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of New Jersey, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at ayer Storage Ltd., 690 St. Paul St. west, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr W. H. Laidley, 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1957.

JEAN BRUCHÉSI.
45758-o Assistant Provincial Secretary

Compagnies dissoutes

(P.G. 10476-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Amesbrooke Coffee Shop Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 avril 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 11014-57)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Camyoung Mining Syndicate Co. Ltd." (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 29 juillet 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente août 1957, ldaite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 13417-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Côté et Lussier Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 août 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12266-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Dominion Wood Preserving Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er novembre 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

Companies Dissolved

(A.G. 10476-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Amesbrooke Coffee Shop Inc.", incorporated by Letters Patent dated April 21, 1955.

Notice is also given that from and after August thirty-first 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September 1957.

P. FRENETTE,
45750 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11014-57)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Quebec Mining Companies Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Camyoung Mining Syndicate Co. Ltd.", (No Personal Liability) incorporated under the said Quebec Mining Companies Act by Letters Patent dated July 29, 1955.

Notice is also given that from and after August thirtieth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13417-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Côté et Lussier Limitée", incorporated by Letters Patent dated August 18, 1955.

Notice is also given that from and after August thirty-first 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12266-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Dominion Wood Preserving Company Limited", incorporated by letters patent dated November 1st, 1933.

Notice is also given that from and after August thirty-first 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11917-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Ernest Albert Furs Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 juin 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 11917-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ernest Albert Furs Limited", incorporated by letters patent dated June 4, 1935.

Notice is also given that from and after August thirty-first 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11754-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Industrial Wood Turning Co. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 septembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 11754-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Industrial Wood Turning Co. Inc.", incorporated by letters patent dated September 11, 1945.

Notice is also given that from and after August thirty-first 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13885-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 6, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie"Kensom Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 novembre 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 13885-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Kensom Inc.", incorporated by letters patent dated November 30, 1954.

Notice is also given that from and after August thirty-first 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September 1957.

P. FRENETTE,
45758-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13701-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie de Téléphone de Kamouraska", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 novembre 1902.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(A.G. 13701-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the chater of the company "La Compagnie de Téléphone de Kamouraska", incorporated by letters patent dated November 7, 1902.

Notice is also given that from and after August thirty-first 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10194-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée

(A.G. 10194-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney

par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Le Canada" Immeubles, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 décembre 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 11236-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Montreal Management & Maintenance Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 août 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 10918-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Northern Lumber Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 avril 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 12357-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Roy Assurances Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 décembre 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 11288-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Jalray Corporation Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 décembre 1954.

General has been pleased to accept the surrender of the chater of the company "Le Canada" Immeubles, Limitée" incorporated by letters patent dated December 12, 1947.

Notice is also given that from and after August thirty-first 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11236-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Montreal Management & Maintenance Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated August 23, 1950.

Notice is also given that from and after August thirty-first 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10918-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Northern Lumber Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated April 30, 1948.

Notice is also given that from and after August thirty-first 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12357-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Roy Assurances Limitée", incorporated by letters patent dated December 29, 1954.

Notice is also given that from and after August thirty-first 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11288-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Jalray Corporation Limited", incorporated by letters patent dated December 30, 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

(P.G. 13707-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Seg Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 novembre 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

Notice is also given that from and after thirty-first day of August 1957 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13707-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Seg Corporation", incorporated by letters patent dated November 14, 1951.

Notice is also given that from and after August thirty-first 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la constitution en corporation d'une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie, sous le nom en français, de "Aeterna-Vie", et sous le nom, en anglais, de "Aeterna-Life", ayant le pouvoir d'effectuer des opérations d'assurance et de réassurance de personnes; de faire des contrats d'annuité, de rente, de capitalisation; d'indemnisation de frais médicaux, chirurgicaux, d'hospitalisation et de tous autres frais du même genre; ainsi que le pouvoir d'acquérir l'actif et d'assumer le passif de l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels.

Les Procureurs de la requérante,
GAUTHIER, DANSEREAU
45754-36-4-o & HÉBERT.

Avis public est, par les présentes, donné que Messieurs Armin Feldmann, marchand, Baruch Werzberger, ministre, Robert Monheit, manufacturier, Mayer Pollack, fourreur, Sandor Grunwald, boulanger, Moric Treitel, marchand, Abraham Edelstein, manufacturier de broderie, Simon Reichman, marchand, Salamon Werzberger, ministre, Majse Zanger, ministre, Sochlem Waldman, marchand, David Grunfeld, boucher, Ernst Kremer, peintre, Mor Schwarc, tailleur, Aron Gluck, pourvoyeur, Leib Goldstein, épicier, Alexander Gellis, rembourreur, Armin Schonfeld, retraité, Hers Monheit, marchand, Hers Lipsitz, agent de voyage, tous des cité et district de Montréal s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une Loi les constituant en corporation et tels autres qui peuvent devenir subséquemment membres d'une congrégation religieuse sous le nom de "Community Holy Association of United Congregations", avec le droit et le pouvoir d'acquérir et détenir des propriétés immobilières qui peuvent être requises pour une synagogue ou lieu du culte, pour une résidence servant au rabbin ou ministre officiant, pour un cimetière ou terrain d'inhumation, vendre, louer, échanger, hypothéquer ou

Applications to Legislature

Notice is hereby given that the National Mutual Benefit Association will petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, requesting that a mutual life assurance company be incorporated under the French name, of "Aeterna-Vie", and the English name of "Aeterna-Life", with powers to carry on the business of assurance and reassurance of the person; to make annuity, rent and capitalization contracts; to effect contracts of indemnity for hospital, medical, surgical expenses, or any other expenses of the same nature; as well as the powers to acquire the assets and assume the liabilities of the National Mutual Benefit Association.

GAUTHIER, DANSEREAU
& HÉBERT,
45754-36-4-o Attorneys for petitioner.

Public notice is hereby given that Messrs. Armin Feldmann, merchant, Baruch Werzberger, minister, Robert Monheit, manufacturer, Mayer Pollack, furrier, Sandor Grunwald, baker, Moric Treitel, merchant, Abraham Edelstein, embroidery manufacturer, Simon Reichman, merchant, Salamon Werzberger, minister, Majse Zanger, minister, Sochlem Waldman, merchant, David Grunfeld, butcher, Ernst Kremer, painter, Mor Schwarc, tailor, Aron Gluck, caterer, Leib Goldstein, grocer, Alexander Gellis, upholsterer, Armin Schonfeld, retired, Hers Monheit, merchant, Hers Lipsitz, travel agent, all of the city and district of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act incorporating them and such others as may hereafter become members, into a religious congregation under the name of "Community Holy Association of United Congregations", with the right and power to acquire and hold immoveable property which may be required for a synogogue or place of worship, for a residence for a rabbi or officiating minister, for a cemetary or burial ground; to sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof, and acquire other immoveable property in lieu thereof; to

alinéner ses propriétés ou toutes parties d'icelles et acquérir d'autres propriétés immobilières en lieu d'icelles; rédiger, faire, accepter et endosser à ses propres fins des lettres de change, billets promissoires et autres instruments négociables sous la signature de ses officiers ou autres qui peuvent être déterminés par son bureau de direction; conserver des régistres d'actes de statut civil, nlmmer de temps en temps un ou des rabbins ou un ou des ministres officiants, et le ou les remplacer et en nommer un ou des autres à sa ou leurs places, ledit ou lesdits rabbins et/ou le ministre ou les ministres officiants de la congrégation détiendront l'autorité et le pouvoir de garder des régistres concernant les actes de statut civil et les exercer relativement à iceux, tous autres pouvoirs civile propres aux ministres de congrégations religieuses; tel rabbin ou rabbins et/ou ministre ou ministres officiants ne seront pas tenus d'obtenir un permis du Gouverneur ou personne administrant le Gouvernement tel que décrété dans la Loi de l'ancienne province du Bas Canada, 9-10, George IV, chapitre 75, et aura néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite Loi relativement aux ministres ainsi licenciés; et assumer l'actif et les obligations de toute autre corporation similaire ou autre institution de même nature, avec le consentement de ladite corporation ou institution.

Montréal, le 27 mars 1957.

Le Procureur de la requérante,
45737-36-4 LOUIS DINER C.R.

draw, make, accept and endorse for its own purpose, bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments under the signature of its officers or others as may be determined by its Board of Directors; to keep registers for acts of civil status to appoint from time to time, a rabbi or rabbis or officiating minister or ministers, and to remove him or them and appoint another or others in his or their places, the said rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers, of the congregation to have authority and power to keep registers for acts of civil status and to exercise in relation thereto, all other civil powers pertaining to ministers of religious congregations; such rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers shall not need to obtain a license from the Governor or person administering the Government as enacted in the Act of the late Province of Lower Canada, 9-10, George IV, Chapter 75, and shall nevertheless have all the powers conferred by the said Act on ministers so licensed; and to take over the assets and liabilities of any other similar corporation or other institution of a similar nature with the consent of the said corporation or institution.

Montreal, March 27th, 1957.

LOUIS DINER, Q.C.,
45737-36-4-o Attorney for petitioner.

Avis est par les présentes donné que la Société Gazifère de Hull Incorporée s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1. Obtenir le pouvoir d'acquérir de gré à gré ou par expropriation tous droits de passage, servitudes et terrains nécessaires pour la construction d'un pipe-line de transmission de gaz naturel dans le territoire suivant:

Cette partie de la Province de Québec bornée au sud par la rivière Ottawa, à l'ouest par le parallèle de longitude 78° ouest, au nord par le 47ième parallèle de latitude nord, à l'est par le parallèle de longitude 73° 45′ ouest.

Le coin sud-ouest dudit territoire étant situé au nord de la rivière Ottawa, à l'intersection de la longitude 78° ouest et de la latitude 46° 40′ nord au nord de la Rivière des Mille Iles, à trois milles au nord-est de Rosemère; le coin nord-ouest, à l'intersection du parallèle de longitude 78° et du parallèle de latitude 47° et le coin nord-est, à l'intersection du parallèle de longitude 73° 45′ ouest du parallèle de latitude 47° nord.

Et tout territoire qui pourrait plus tard être octroyé par la législature de Québec, moins le territoire déjà prévu dans le chapitre 157 des Statuts de la province de Québec, 4-5 Elizabeth II, 1955-1956, loi concernant la Corporation de Gaz naturel du Québec.

Québec, ce 29ième jour d'août 1957.

Les Procureurs de:
Société Gazifère de Hull Incorporée,
S. NOËL, ALLEYN & RIOUX.
45739-36-4-o

Notice is hereby given that the Société Gazifère de Hull Incorporée shall request the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of a Law for the following purposes:

1. To acquire, by mutual agreement or by expropriation, all rights-of-way, servitudes and laads necessary for the construction of natural gas transmission pipe lines within the following territory.

That part of the Province of Quebec bozaded to the south by the Ottawa River, to the west by the parallel of longitude 78° west, to the north by the 47° parallel of latitude north, to the east by the parallel of longitude 73° 45′ west.

The south-west corner of the said territory being situated to the north of the Ottawa River, at the intersection of the 78° longitude west and 46° 18′ latitude north, some two miles west of the mouth of Rivière à l'Ours; the south-east corner, at the intersection of 73° 45′ longitude west and 45° 40′ latitude north to the north of the Thousand Islands River, at three miles to the north-east of Rosemere; the north west corner, at the intersection of the parallel of longitude 78° and the parallel of latitude 47° and the north-east corner, at the intersection of the parallel of longitude 73° 45′ west and the parallel of latitude 47° north.

And all territory which may later be granted by the Quebec Legislature, minus the territory already provided for is chapter 157 of the Statutes of the Province of Quebec, 4-5 Elizabeth II, 1955-56, an act respecting the Quebec natural gas corporation.

Quebec, this 29th day of August, 1957.

S. NOËL, ALLEYN & RIOUX,
Attorneys for:
Société Gazifère de Hull Incorporée.
45739-36-4-o

Avis est donné que l'Union Canadienne Compagnie d'Assurances s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi qui confirme la validité des lettres-patentes supplémentaires de ladite compagnie relativement à la division de son capital autorisé additionnel de $500,000 en actions d'une valeur au pair de $25 chacune.

Les Procureurs de la requérante,
GAUTHIER, DANSEREAU
45738-36-4-o & HÉBERT.

Public notice is hereby given that the Canadian Union Insurance Company shall introduce at the Legislature of Quebec, at its next session, a private bill to confirm the validity of the supplementary letters-patent of the said company with respect to the division of its additional authorized capital of $500,000 in shares of a par value of $25 each.

GAUTHIER, DANSEREAU
& HÉBERT,
45738-36-4-o Attorneys for petitioner.

In re: SIMON DUMENCO

Avis est par les présentes donné que Simon Dumenco, orthodontiste, de la cité de Montréal, maintenant citoyen Canadien, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, dûment autorisé à cet effet par le bureau provincial de la Chirurgie Dentaire, pour obtenir l'autorisation d'exercer l'art dentaire, dès qu'il aura subi avec succès les examens requis.

Montréal, ce 4 septembre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
NANTEL, MERCURE ET
45781-37-4-o SURPRENANT.

In re: SIMON DUMENCO

Notice is hereby given that Simon Dumenco, orthodontist, of the City of Montreal, being now Canadian citizen, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, duly authorized by the Provincial Board of Dental Surgery, to obtain the authorisation to practice the dentistry when he shall have passed the required examinations.

Montreal, this 4th day of September 1957.

NANTEL, MERCURE ET
SURPRENANT,
45781-37-4-o Attorney for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que le Conseil de la ville de Huntingdon s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir l'obtention d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour porter à trois ans la durée du terme des Membres du Conseil et faire élire les échevins par rotation.

2° Autoriser le Conseil de Ville, sur simple résolution, à payer annuellement des frais de représentations au Maire et à chacun des échevins.

3° Restreindre le droit de vote aux locataires qui ont acquitté leurs taxes.

4° Diviser la ville en quartiers et élire un échevin par quartier.

5° Obtenir un pouvoir d'emprunt limité à $100,000.00 sans passer par referendum pour fins de travaux publics.

6° Obtenir plus amples pouvoirs relativement à la construction et au zonage.

7° Décréter la charge de gérant de ville avec ses pouvoirs et devoirs.

8° Imposer aux propriétaires riverains le coût de réparations des travaux de pavage, d'aqueduc, d'égouts et de trottoirs.

9° Obtenir du crédit pour fins industrielles.

10° Imposer comme taxe, par résolution, au maximum de 10% de la valeur locative annuelle.

11° Imposer et prélever sur tout habitant mâle et femelle qui n'est chargé d'aucune taxe, une taxe annuelle de $5.00.

Les Procureurs de la requérante,
45782-37-4-o MELOCHE & PERRON.

Public notice is hereby given that the Council of the Town of Huntingdon will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an Act, for the following purposes:

1° Increase to three years the term of office of Members of the Council and elect aldermen in rotation.

2° Authorize the Town Council, by mere resolution, to cover annually the costs of entertainment for the Mayor and each of the aldermen.

3. Limit the right to vote to tenants whose taxes are paid up.

4. Divide the Town into wards and elect an alderman per ward.

5. Obtain a borrowing power, not exceeding $100,000.00, without a referendum, for public works.

6. Obtain more ample powers respecting building and zoning.

7. Enact the post of Town Manager with the powers and duties attached thereto.

8. Impose on the riparian proprietors the sharing out of expenses for paving, waterworks, sewage operations and the building of sidewalks.

9. Obtain credit for industrial purposes.

10. Levy, by a resolution, a tax in the maximum amount of 10% of the annual rental value.

11. Levy and collect from each inhabitant, male or female, who is not charged with any taxation, an annual tax of $5.00.

MELOCHE & PERRON,
45782-37-4 Attorneys for Petitioner.

Avis est par les présentes donné que les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi afin d'organiser en corporation le Collège de Jonquière et de l'y doter des pouvoirs appropriés pour posséder et diriger ledit collège.

Québec, le 9 septembre 1957.

Le Procureur du Collège de Jonquière,
45811-37-4-o RENÉ BOUDREAULT.

Notice is hereby given that "Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée" will make application to the Legislature of the Province of Quebec at his nearest Session for the adoption of a law to constitute in corporation the Collège de Jonquière, with suitable powers to posses and manage the said collège.

Québec, septembre 9, 1957.

RENÉ BOUDREAULT,
45811-37-4-o Sollicitor Collège de Jonquière.

Avis public est par les présentes donné que la Commission scolaire de la ville de Nicolet, dans le comté de Nicolet, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant:

1° à imposer une taxe de vente de 1%, dans les limites de son territoire;

2° à obtenir un traitement pour les commissions;

3° à annexer à son territoire une partie du territoire de la Commission scolaire de la paroisse St-Jean-Baptiste de Nicolet de façon à ce que ses limites territoriales soient les mêmes que celle de la ville de Nicolet;

4° pour toutes autres fins.

Nicolet, le 5 septembre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
45784-37-4-o ARMAND PROULX.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the town of Nicolet, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing it:

1. to impose a tax of 1% for educational purposes;

2. to grant annually entertainment for the commissioners;

3. to annex a portion of territory of the School Commission of the Commission scolaire de la paroisse St-Jean-Baptiste de Nicolet, that portion being in the territory of the town of Nicolet;

4. and for all others purposes.

Nicolet, september 5th, 1957.

ARMAND PROULX,
45784-37-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que Henry James Hummell, gérant des ventes, de la ville de Côte St-Luc, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour changer son nom de famille de "Hummell" en celui de "Richstone", avec le même changement pour ses enfants nés et à naître.

Montréal, le 11 septembre, 1957.

Le Procureur du Pétitionnaire,
45812-37-4-o ALBERT LANGEVIN.

Public notice is hereby given that Henry James Hummell, sales manager, of the town of Côte St. Luc, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act for the purpose of changing his surname "Hummell" to that of "Richstone", with the same change as regards his children, born or to be born.

Montreal, September 11th, 1957.

ALBERT LANGEVIN,
45812-37-4-o Attorney for Petitioner.

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 1-57C
(Région de Montréal)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du mardi, le 10 septembre 1957, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 2 heures de l'après-midi.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand et Walter D. Lowe, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature, le coût de production, de manipulation, de distribution du lait a continué d'augmenter, et principalement en raison des hausses de salaires que les marchands de lait et les producteurs ont été dans l'obligation de rencontrer;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement,

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 1-57C
(Region of Montreal)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, September 10th, 1957, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 2 o'clock in the afternoon.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, president, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, commissioners, and Alphonse Savoie, secretary.

WHEREAS, since prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has continued to increase, and especially due to increases in salaries that the milk dealers and producers had to meet;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the procuders-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk

vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montréal.

2° La région de Montréal, comprend l'Ile de Montréal, et l'Ile-Jésus; les cités de Jacques-Cartier, Longueuil et St-Lambert; les villes de Greenfield Park, LeMoyne, Mackayville, Montréal-Sud et Préville; le village de Boucherville; la paroisse de Ste-Famille-de-Boucherville; les municipalités de St-Hubert et Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, ainsi que le Port de Montréal.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.89 F.A.B., la place d'affaire dudit marchand, et à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec, un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses;

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage.

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer:

a) du lait à des prix inférieurs à 13½ cents la chopine et 22½ cents la pinte;

b) du breuvage au chocolat à des prix inférieurs à 8 cents la mesure de 7 onces, 10 cents le demiard, 14 cents la chopine et 24 cents la pinte;

c) du lait de beurre à des prix inférieurs à 9 cents le demiard, 13 cents la chopine et 21 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce:

a) du lait à des prix inférieurs à 7 cents le demiard, 12½ cents la chopine, 21½ cents la pinte, et en bidon 80 cents le gallon;

b) du breuvage au chocolat à des prix inférieurs à 7½ cents la mesure de 7 onces, 8½ cents le demiard, 13 cents la chopine et 22 cents la pinte;

c) du lait de beurre à des prix inférieurs à 8 cents le demiard, 12 cents la chopine et 20 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 78 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 12½ cents la chopine et 21½ cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 68 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille pour distribution aux écoliers est fixé à 7 cents le demiard et 6 cents la mesure de 8 onces.

9° Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs et les distributeurs de produits laitiers sont tenus de vendre au comptant le lait et la crème.

Néanmoins, la vente peut être faite à crédit pourvu que le crédit ne dépasse pas le terme de trente jours;

a) aux hôpitaux, aux institutions de charité, aux compagnies de navigation et de chemin de fer;

b) au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral;

within the limits of the region of Montreal.

2. The region of Montreal includes the Island of Montreal and Ile Jésus, the cities of Jacques Cartier, Longueuil and St. Lambert; the towns of Greenfield Park, LeMoyne, Mackayville, Montreal South and Préville; the village of Boucherville; the parish of St. Famille de Boucherville; the municipalities of St. Hubert and Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, and also the Port of Montreal.

3. Milk dealers, cooperatives societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, $4.89 F.O.B., business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk to the producers-suppliers shall be made on a basis of 3.5% butterfat;

a) A premium of three cents a hundred pounds of milk shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents a hundred pounds of milk shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. Save the provisions of Article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver:

a) milk at prices inferior to 13½ cents a pint and 22½ cents a quart;

b) chocolate milk at prices inferior to 8 cents the 7 ounces container, 10 cents a half-pint, 14 cents a pint and 24 cents a quart;

c) buttermilk at prices inferior to 9 cents a half-pint, 13 cents a pint and 21 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment:

a) milk at prices inferior to 7 cents a half-pint, 12½ cents a pint, 21½ cents a quart, and in bulk 80 cents a gallon;

b) chocolate milk at prices inferior to 7½ cents the 7 ounces container, 8½ cents a half-pint, 13 cents a pint and 22 cents a quart;

c) buttermilk at prices inferior to 8 cents a half-pint, 12 cents a pint and 20 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 78 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 12½ cents a pint and 21½ cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 68 cents a gallon.

8. The price of bottled milk delivered to pupils is fixed at 7 cents a half-pint and 6 cents the 8 ounces container.

9. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, and the distributors of dairy products must obtain cash payments for milk and cream.

Nevertheless, credit may be extended provided that payment is made within thirty days:

a) to hospitals, charitable institutions, steamship and railroad companies;

b) to the Federal and Provincial Governments;

c) à certains clients de gros lorsque la Commission juge que le comptant est difficile ou impossible.

La vente au comptant comprend aussi le paiement au moyen de bons, pourvu que ces bons aient été payés eux-mêmes comptant sur réception.

10° Nul ne peut livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures de l'avant-midi et après 7 heures de l'après-midi (heure officielle de Montréal). Cet article ne s'applique pas à l'Ile-Jésus.

11° Nul marchand de lait, nulle société coopérative ou nul syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait à un distributeur de produits laitiers, à moins que ce dernier ne prenne son approvisionnement total de lait de ce marchand, de cette société coopérative ou de ce syndicat coopératif.

12° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème dans la région de Montréal que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

13° La présente ordonnance annule les ordonnances Nos 1-57, 1-57A et 1-57B et entrera en vigueur le 16 septembre 1957.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
45777-o

c) to certain wholesale customers when the Commission judges that cash payments are impracticable or impossible.

May be considered as cash payments, all payments made by tickets, provided that these tickets have been paid cash upon their receipt.

10. No person shall deliver milk, cream or other dairy products to wholesale or retail customers prior to seven o'clock in the forenoon and after seven o'clock in the afternoon (Official Montreal time). This article does not apply to Ile Jésus.

11. Milk dealers co-operatives societies and co-operative syndicates shall not offer, sell or deliver milk to a distributor of dairy products unless this distributor of dairy products takes his whole supply from the same milk dealer, co-operative society or co-operative syndicate.

12. Delivery of milk or cream, within the region of Montreal, will be permitted only on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

13. The present Order cancels Orders Nos 1-57, 1-57A and 1-57B and shall come into force on September 16th, 1957.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
45777-o

Departement de l'Instruction Publique

N° 354-57.

Québec, le 10 septembre 1957.

Il a plus au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 août 1957, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Stanislas, dans le comté de Champlain, à celui de la municipalité scolaire de St-Stanislas, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45780-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 464-57.

Québec, le 10 septembre 1957.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Ribot, dans le comté de Papineau, à la municipalité scolaire de L'Ange-Gardien, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45809-37-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 715-56.

Québec, le 10 septembre 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Grand Remous, dans le comté de Gatineau, les lots suivants, tous inclusivement, pour les annexer, pour les contribuables seulement, à la municipalité scolaire de Val St-Jean, même comté, savoir:

Department of Education

No. 354-57.

Quebec, September 10, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 28, 1957, to annex the present territory of the School Municipality of the Parish of St. Stanislas, in the County of Champlain, to that of the School Municipality of St. Stanislas, in the same County.

This change shall take effect on July 1st., 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
45780 Superintendent of Education.

No. 464-57.

Quebec, September 10, 1957.

Application is made in order that the present School Municipality of Ribot, in the county of Papineau, be annexed to the School Municipality of L'Ange Gardien, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
45809-37-2 Superintendent of Education.

No. 715-56.

Quebec, September 10, 1957.

Application is made to detach from the School Municipality of Grand Remous, in the county of Gatineau, the following lots, all inclusive, in order that they be annexed, for ratepayers only, to the School Municipality of Val St-Jean, same county, to wit:

Dans le canton Aumond, le lot 53 du rang B, dans le canton Lytton, les lots 1 à 17 du rang I et 1 à 10 du rang II.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45810-37-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

In the township of Aumond, lot 53, range B, in the township of Lytton, lots 1 to 17 of range I and 1 to 10 of range II.

O. J. DÉSAULNIERS,
45810-37-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil cité de Jacques-Cartier, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 140-470, 140-471, 140-472 et 140-473 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 août 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
45759-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, (cité de Jacques-Cartier) division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 142-441 à 142-444 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 août 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
45759-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Eustache municipalité de la ville de St-Eustache division d'enregistrement des Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que les lots 280-118, 281-40 et 283-51 (rues) sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 août 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
45759-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Antoine-de-Longueuil, city of Jacques-Cartier, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 140-470, 140-471, 140-472, 140-473 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 26th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
45759-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil (city of Jacques-Cartier) registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 142-441 to 142-444 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 23, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
45759-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of St. Eustache municipality of the town of St. Eustache. registration division of Deux-Montagnes.

Notice is hereby given that lots 280-118, 281-40 and 283-51 (Streets) are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 26th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
45759-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garages des cités de Sherbrooke et Thetford Mines, rendue obligatoire par le décret N° 828 du 16 juillet 1953, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1° Le paragraphe "*a*" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"*a*) *Juridiction professionnelle:* Sont assujettis aux dispositions du présent décret, tous les em-

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees of the cities of Sherbrooke and Thetford Mines, rendered obligatory by the decree No. 828 of July 16, 1953, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1. Subsection "*a*" of section II will be replaced by the following:

"*a*) *Professional jurisdiction:* Those governed by the provisions of the present decree shall be

ployeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés (excepté le chef ou gérant du département des pièces et accessoires et le chef ou gérant de service) des garages, des débits d'essence, des stations de service, terrains de stationnement, terrains de démolition, ateliers de mécanique, magasins de pièces et des établissements où l'on fait la vente de parties ou accessoires d'automobiles, situés dans la juridiction territoriale du décret."

2° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Salaires minima:* Pour les fins de tarification des salaires, la juridiction territoriale est divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I: La cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites.

Zone II: La cité de Thetford Mines et un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories ci-après mentionnées:

	Zones I	II
a) Apprentis:	*l'heure*	
De 16 à 20 ans:		
Première année	$ 0.75	$ 0.65
Deuxième année	0.85	0.75
Troisième année	0.90	0.80
De 20 ans et plus:		
Première année	0.90	0.80
Deuxième année	1.00	0.90
Troisième année	1.10	1.00
b) Compagnon:		
Deuxième classe	1.30	1.20
Première classe	1.45	1.35
c) Homme de service:		
Apprenti de 16 à 20 ans:		
Première année	0.60	0.60
Deuxième année	0.70	0.70
Troisième année	0.75	0.75
Apprenti de 20 ans et plus:		
Première année	0.75	0.70
Deuxième année	0.85	0.80
Troisième année	0.95	0.90
Deuxième classe	1.00	0.90
Première classe	1.10	1.00
	Par semaine	
d) Concierge et gardien de nuit	$53.50	$48.60
e) Vendeur de service et contremaître:		
Troisième classe	57.35	52.45
Deuxième classe	62.35	57.45
Première classe	67.35	62.45
f) Préposé aux pièces de rechange:		
Commis, 4ème classe	30.35	25.45
Commis, 3ème classe	35.35	30.45
Commis, 2ème classe	43.35	38.45
Commis, 1ère classe	53.35	48.45

A compter du 15 juillet 1958, les taux ci-haut mentionnés seront majorés de $0.05 l'heure (à l'exception des hommes de service).

g) Nonobstant les dispositions de l'article VII, un salarié de quelque catégorie que ce soit qui travaille comme homme de service et gardien du samedi-midi au lundi matin (7.00 a.m.) ou un jour chômé, peut-être rémunéré au taux horaire minimum de $0.90. Cependant si, au cours de cette période, il doit exécuter du travail appartenant à son propre métier, il doit alors être rémunéré au taux déterminé pour son métier pendant tout le temps ainsi consacré."

3° Le paragraphe "*e*" suivant sera ajouté à l'article IV:

"*e) Hommes de service (débits d'essence et station de service) (Dispositions applicables à la zone I seulement).*

the employers, professional employers, artisans and employees (with the exception of the chief or manager of the parts and accessories department or service manager) of garages, gasoline stations, service stations, parking grounds, scrapping yards, machine shops, parts stores and establishments engaged in the sale of automobile parts or accessories situated within the territorial jurisdiction of the decree."

2 Section III will be replaced by the following:

"III. *Minimum wages:* For the purposes of determining wages, the territorial jurisdiction is divided into two (2) zones as follows:

Zone I: The city of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits.

Zone II: The city of Thetford Mines and a radius of five (5) miles from its limits.

The following shall be the minimum wage rates for the categories hereafter mentioned:

	Zones I	II
a) Apprentices:	*Per hour*	
From 16 to 20 years:		
First year	$ 0.75	$ 0.65
Second year	0.85	0.75
Third year	0.90	0.80
20 years of age or older:		
First year	0.90	0.80
Second year	1.00	0.90
Third year	1.10	1.00
b) Journeyman:		
Second class	1.30	1.20
First class	1.45	1.35
c) Service man:		
Apprentice of 15 to 20 years of age:		
First year	0.60	0.60
Second year	0.70	0.70
Third year	0.75	0.75
Apprentice of 20 years of age or older:		
First year	0.75	0.70
Second year	0.85	0.80
Third year	0.95	0.90
Second class	1.00	0.90
First class	1.10	1.00
	Per week	
d) Janitor and night watchman	$53.50	$48.60
e) Service salesman and foreman:		
Third class	57.35	52.45
Second class	62.35	57.45
First class	67.35	62.45
f) Spare parts employee:		
Clerk, 4th class	30.35	25.45
Clerk, 3rd class	35.35	30.45
Clerk, 2nd class	43.35	38.45
Clerk, 1st class	53.35	48.45

From July 15, 1958, the above rates shall be increased by $0.05 per hour (excepting service men).

g) Notwithstanding the provisions of section VII, employees of all categories who work as service men and watchmen from 12.00 (noon) Saturday to 7.00 a.m. Monday or on any day kept as a holiday shall be paid a minimum of ninety cents ($0.90) per hour, but if, during that period, they have to work in their own trade, they shall be paid accordingly for the number of hours so worked."

3. The following paragraph "*e*" will be added to section IV:

"*e) Service men (Gasoline and service stations) (Provisions applyinb to zone I only).*

La semaine régulière normale de travail est de soixante (60) heures réparties entre 7.00 heures a.m. et 8.00 heures p.m. tous les jours.

En dehors de cet horaire, il est interdit aux hommes de service et aux artisans des débits d'essence et stations de service de travailler à la vente, à la distribution et à la manipulation de l'essence et des lubrifiants et de faire tous autres travaux reconnus comme menus services d'urgence.

Tout travail exécuté en plus de soixante (60) heures dans une même semaine doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

Tout salarié a droit à un jour complet (24 heures) de repos chaque semaine, lequel doit lui être donné autant que possible le dimanche. Pour tout travail exécuté pendant ces 24 heures de repos, le taux de salaire régulier doit être majoré de 100%.

Service d'urgence au public.

Afin d'accomoder le public et les touristes, l'autorisation de continuer à ouvrir après les heures spécifiées au paragraphe "*c*" de l'article IV est accordée aux dépositaires d'automobiles neuves qui détiennent une franchise d'un manufacturier d'automobiles et qui avaient coutume d'ouvrir 24 heures par jour avant la signature du présent amendement.

4° Les paragraphes "*a*" et "*b*" de l'article V seront remplacés par les suivants:

"V. *a) Jours chômés: Zone I:* Les jours chômés sont les suivants: les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste (24 juin), le jour de la Confédération (1er juillet), la Fête du Travail et le jour d'Actions de Grâces.

Zone II: Les jours chômés sont les suivants: les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, la Saint-Jean-Baptiste (24 juin) et la Fête du Travail.

Tout salarié exécutant du travail urgent pendant un de ces jours là, doit être rémunéré au taux de salaire double à l'exception des hommes de service. Si Noël et le Premier de l'An tombent un dimanche, le lundi suivant est chômé.

b) Fêtes payées: Pour les salariés rémunérés à la semaine, les jours chômés indiqués au paragraphe "*a*" du présent article sont des jours chômés et payés.

Pour les salariés payés à l'heure, les jours chômés indiqués au paragraphe "*a*" du présent article sont des jours chômés et non payés, sauf le Premier de l'An, Noël et la Fête du Travail qui sont des fêtes payées. Tout xalarié exécutant du travail un jour chômé et payé devra être rémunéré au taux de temps et demi en plus de sa journée de fête payée."

5° L'article XIX sera remplacé par le suivant:

"XIX. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 15 juillet 1959.

L'une ou l'autre des parties désirant modifier le décret doit en avertir l'autre partie par lettre recommandée au moins quatre (4) mois avant la date de son expiration. A défaut de ce faire, ledit décret sera automatiquement renouvelé pour une période supplémentaire d'un an.

S'il n'y a pas d'accord sur les modifications dans les soixante (60) jours dudit avertissement, l'une ou l'autre des parties aux présentes peut

The standard work week shall consist of sixty (60) hours distributed between 7.00 a.m. and 8.00 p.m. every day.

Beyond these hours, no gasoline or service station service man and artisan shall work at the same, distribution and handling of gasoline and lubricants or execute any other work known as minor urgent services.

All time worked in excess of sixty (60) hours in a same week shall be paid at the rate of time and one half.

Every employee is entitled to a complete day of rest (24 hours) per week which shall be given, if at all possible, on Sunday. All time worked during these 24 hours of rest shall be paid double time.

Urgent services.

In order to accomodate the public and the tourists, automobile dealers holding a franchise from an automobile manufacturer and who used to operate 24 hours a day before the signing of the present amendments are authorized to stay open after the hours mentioned in subsection "*c*" of section IV.

4. Sections "*a*" and "*b*" of section V will be replaced by the following:

"V. *a) Holidays: Zone I:* The following days shall be kept as holidays: Sundays, New Years' Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception, Christmas Day, the Queen's Birthday, St. John the Baptist Day (June 24), Confederation Day (July 1st), Labour Day and Thanksgiving Day.

Zone II: The following days shall be kept as holidays: Sundays, New Years' Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. John the Baptist Day (June 24), and Labour Day.

All urgent work performed during these days shall be paid at the rate of double time, except for service men. If Christmas and New Year's Day fall on Sunday, the following Monday is kept as a holiday.

b) Paid Holidays: For the employees paid on a weekly basis, the holidays indicated in subsection "*a*" of the present section shall be holidays with pay.

For the employees paid on an hourly basis, the holidays mentioned in subsection "*a*" of the present section shall be considered as holidays but without pay, with the exception of New Year's Day, Christmas and Labour Day which shall be holidays with pay. All time worked by employees on an observed holiday shall be paid time and one half over and above the holiday pay."

5. Section XIX will be replaced by the following:

"XIX. *Duration of the decree:* The present decree comes into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until July 15 1959.

Either contracting partly wishing to amend the decree shall notify the other party by registered letter at least four (4) months before the date of its expiration. Failing such notice, the said decree shall be automatically renewed for one year.

Should the parties fail to reach an agreement within the sixty (60) days following the date of the said notice, either contracting party may

avoir recours à la conciliation sous l'autorité de l'honorable Ministre du Travail."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 septembre 1957. 45778-o

appeal to conciliation under the authority of the Honourable the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 14, 1957. 45778-o

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 10269-57)

Canadian British Aluminium Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix septembre 1957, à la compagnie "Canadian British Aluminium Company Limited", 1° augmentant son capital: le capital-actions additionnel étant divisé en 500,000 actions additionnelle sans valeur au pair de Classe "B"; 2° fixant le montant avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations à $27,505,000.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45758-o P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 10269-57)

Canadian British Aluminium Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of September 1957, to the company "Canadian British Aluminium Company Limited", 1. increasing the company's capital: the additional share capital being divided into 500,000 additional Class "B" shares without par value; 2. fixing at $27,505,000 the amount with which the said company shall continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
45758 Acting Deputy Attorney General.

Ministère des Finances
Assurances

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

ATTENDU QUE la Caisse Nationale d'Assurance-Vie a cédé tous ses actifs, droits et privilèges et, en échange, a transporté toutes ses obligations, dettes ou engagements à la Caisse Nationale d'Économie, en vertu de deux contrats intervenus entre ces deux corporations le 26 mars 1957 et le 26 juin 1957, respectivement devant Me Marc Leroux, notaire, et portant le N° 8166 de ses minutes, et devant Me Lionel Leroux, notaire, et portant le N° 18,050 de ses minutes;

Attendu que la Caisse Nationale d'Assurance-Vie s'est conformée aux dispositions de la Loi des assurances, chapitre 299, S.R. 1941, et de l'article 42 de la Loi de constitution en corporation de la Caisse Nationale d'Économie édicté par l'article 3 de la Loi 5-6 Elisabeth II, chapitre 168:

Avis est par les présentes donné qu'à compter du 30 août 1957 les permis et certificat d'enregistrement de la Caisse Nationale d'Assurance-Vie, portant le N° 561, sont annulés, et que les articles 1, 5, 6 et 7 de la Loi 9 George VI, chapitre 105 sont abrogés tel qu'il est prévu à l'article 42 de la Loi

Department of Finance
Issurance

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENCE AND REGISTRATION

Whereas the Caisse Nationale d'Assurance-Vie has ceded all its assets, rights and privileges and, in exchange, has transferred all its obligations, debts or engagements to the Caisse Nationale d'Économie, in accordance with two contracts entered into by these tow corporations on the 26th of March 1957 and the 26th of June 1957, respectively before Me Marc Leroux, notary, and bearing No. 8166 of his minutes, and before Me Lionel Leroux, notary, and bearing No. 18,050 of his minutes;

Whereas the Caisse Nationale d'Assurance-Vie has complied with all the provisions of the Quebec Insurance Act, chapter 299, R.S. 1941, and of section 42 of the Act of incorporation of the Caisse Nationale d'Économie enacted by section 3 of the Act 5-6 Elisabeth II, chapter 168:

Notice is hereby given that, as from the 30th of August 1957, the licence and certificate of registration of the Caisse Nationale d'Assurance-Vie, bearing No. 561, are cancelled, and that sections 1, 5, 6 and 7 of the Act 9 George VI, chapter 105 are repealed as provided by section 42 of the

de constitution en corporation de la Caisse Nationale d'Économie édicté par l'article 3 de la Loi 5-6 Elisabeth II, chapitre 168.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 août 1957.

Pour le Ministre des finances de la Province,

GEORGES LAFRANCE,

45740-36-2-o Surintendant des assurances.

Act of incorporation of the Caisse Nationale d'Économie enacted by section 3 of the Act 5-6 Élisabeth II, chapter 168.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of August 1957.

For the Minister of Finance of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

45740-36-2-o Superintendent of Insurance.

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ÉLIZABETH DEUX, Par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le treize novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le vingt-et-unième jour d'août, l'an mil neuf cent cinquante-sept et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Chancellerie
à Québec,

45693-35-11-o ANTOINE LEMIEUX.

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the thirteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, the twenty-first day of August, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-seven and sixth year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Crown in Chancery, at

45693-35-11-o Quebec.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 23 octobre 1957 et présentés avant le 4 décembre 1957, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 23 novembre 1957, et reçues avant le 28 novembre 1957 et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 18 décembre 1957.

Québec, le 21 août 1957.

Le Greffier de l'Assemblée Législative,

ANTOINE LEMIEUX.

45693-35-11-o

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 23th, 1957 and introduced before December 4th, 1957; petitions for private bills shall be presented prior to November 23th, 1957 and received prior to November 28th., 1957, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 18th, 1957.

Quebec, August 21st, 1957.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Legislative Assembly.

45693-35-11-o

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Les Fonds Radisson Funds Inc.", constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies du Québec, ch. 276, 1ère partie, par lettres patentes en date du 31 octobre 1956, a établi son siège social à 148 rue Principale, Rouyn, Qué. et son bureau principal d'affaires à 51 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Qué.

A compter de la date du présent avis, lesdites adresses seront considérées par la compagnie comme étant ses adresses officielles.

Donné à Rouyn, Qué., ce 29ième jour d'août 1957.

Le Gérant-général,
45767-o ADRIEN NEVEU.

Changement d'adresse

Avis est donné que la compagnie "Baraca Mines Limited" (N.P.L.), par une résolution en date du 30 mai 1957, à une assemblée du bureau de direction, a changé l'adresse de son siège social, devant être comme suit:

Baraca Mines Limited (N.P.L.), suite 206, 400 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Québec.

Montréal, 9 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
45770 ROLAND PROVOST.

Changement d'adresse

Avis est donné que la compagnie "Lyndvue Mines Limited" (N.P.L.), par une résolution en date du 10 juillet 1957, à une assemblée du bureau de direction, a changé l'adresse de son siège social, devant être comme suit:

Lyndvue Mines Limited (N.P.L.), suite 206, 400 ouest rue St-Jacques, Montréal, Québec.

Montréal, 9 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
45771 ROLAND PROVOST.

Head Offices

Notice is hereby given that the company "Les Fonds Radisson Funds Inc.", incorporated under the Quebec Companies' Act, chap. 276, 1st part, by letters patent dated October 31, 1956, has established its head office at 148 Principale Street, Rouyn, Qué. and its head business office is at 51 St-James St., West, Montreal, Que.

From and after the date of the present notice, the said addresses shall be considered by the company as being the company's official addresses.

Given at Rouyn, Que., this 29th day of August, 1957.

ADRIEN NEVEU,
45767 General Manager.

Change of address

"Baraca Mines Limited" (N.P.L.) by a resolution on May 30th, 1957, meeting of the Board of Directors has changed the address of their Head Office, to be as follows:

Baraca Mines Limited (N.P.L.) Suite 206, 400 St. James St. West, Montreal, Quebec.

Montreal, September 9, 1957.

ROLAND PROVOST,
45770-o Secretary-Treasurer.

Change of address

"Lyndvue Mines Limited" (N.P.L.) by a resolution on July 10th, 1957, meeting of the Board of Directors has changed the address of their Head Office, to be as follows:

Lyndvue Mines Limited (N.P.L.) Suite 206, 400 St. James St. West, Montreal, Quebec.

Montreal, September 9, 1957.

Secretary-Treasurer,
45771-o ROLAND PROVOST.

Soumissions

Province de Québec

Cité de Salaberry-de-Valleyfield

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Charles Codebecq, greffier, Hôtel de Ville, Salaberry-de-Valleyfield, jusqu'à 8.00 heures p.m., mercredi, le 2 octobre 1957, pour l'achat de $750,000.00 d'obligations de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 513 — Travaux d'aqueduc, d'égouts, de pavages et de trottoirs, et consolidation de dette flottante.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tenders

Province of Quebec

City of Salaberry-de-Valleyfield

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Charles Codebecq, City Clerk, City Hall, Salaberry-de-Valleyfield, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, October 2, 1957, for the purchase of an issue of $750,000.00 of bonds of the city of Salaberry-de-Valleyfield, dated November 1st, 1957 and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary accordong to maturities.

Loan By-law No. 513 — Waterworks, sewage, paving operations and sidewalks, and funding of floating debt.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $750,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1958	$21,500.00
1er novembre 1959	22,500.00
1er novembre 1960	24,000.00
1er novembre 1961	25,500.00
1er novembre 1962	26,500.00
1er novembre 1963	28,000.00
1er novembre 1964	29,500.00
1er novembre 1965	31,500.00
1er novembre 1966	33,000.00
1er novembre 1967	35,000.00
1er novembre 1968	36,500.00
1er novembre 1969	39,000.00
1er novembre 1970	41,000.00
1er novembre 1971	43,000.00
1er novembre 1972	45,500.00
1er novembre 1973	48,000.00
1er novembre 1974	50,500.00
1er novembre 1975	53,500.00
1er novembre 1976	56,500.00
1er novembre 1977	59,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Salaberry-de-Valleyfield.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 2 octobre 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Salaberry-de-Valleyfield.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Salaberry-de-Valleyfield, ce 9 septembre 1957.

Le Greffier,
CHARLES CODEBECQ.

Hôtel de Ville,
Salaberry-de-Valleyfield, P.Q. 45774-o

Table of redemption — $750,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1958	$21,500.00
November 1st, 1959	22,500.00
November 1st, 1960	24,000.00
November 1st, 1961	25,500.00
November 1st, 1962	26,500.00
November 1st, 1963	28,000.00
November 1st, 1964	29,500.00
November 1st, 1965	31,500.00
November 1st, 1966	33,000.00
November 1st, 1967	35,000.00
November 1st, 1968	36,500.00
November 1st, 1969	39,000.00
November 1st, 1970	41,000.00
November 1st, 1971	43,000.00
November 1st, 1972	45,500.00
November 1st, 1973	48,000.00
November 1st, 1974	50,500.00
November 1st, 1975	53,500.00
November 1st, 1976	56,500.00
November 1st, 1977	59,500.00

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Salaberry-de-Valleyfield.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as the head office of said Bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1964, inclusively is issued as ten-year short-term bonds, prior to November 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to November 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, October 2, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, Salaberry-de-Valleyfield.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Salaberry-de-Valleyfield, this September 9, 1957.

CHARLES CODEBECQ,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
Salaberry-de-Valleyfield, P.Q. 45774

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-BENOIT-ABBÉ
(Comté de Témiscouata)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST. BENOIT-ABBÉ
(County of Témiscouata)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Roland Lebel,

soussigné, Roland Lebel, secrétaire-trésorier, St-Benoit-de-Packington, comté de Témiscouata, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 2 octobre 1957, pour l'achat de $115,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Benoit-Abbé, comté de Témiscouata, datées du 1er septembre 1957 et remboursables par séries du 1er septembre 1958 au 1er septembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 22 juillet 1957, telle que modifiée — Construction d'une école au village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $115,000.00 — 20 ans.

Année		*Capital*
1er septembre 1958	x	$23,000.00
1er septembre 1959	x	24,000.00
1er septembre 1960	x	25,500.00
1er septembre 1961		1,500.00
1er septembre 1962		1,500.00
1er septembre 1963		2,000.00
1er septembre 1964		2,000.00
1er septembre 1965		2,000.00
1er septembre 1966		2,000.00
1er septembre 1967		2,000.00
1er septembre 1968		2,500.00
1er septembre 1969		2,500.00
1er septembre 1970		2,500.00
1er septembre 1971		2,500.00
1er septembre 1972		3,000.00
1er septembre 1973		3,000.00
1er septembre 1974		3,000.00
1er septembre 1975		3,500.00
1er septembre 1976		3,500.00
1er septembre 1977		3,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $75,-600, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de $25,200 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Rose-du-Dégelé, comté de Témiscouata.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er septembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Secretary-Treasurer, St. Benoit-de-Packington, county of Témiscouata, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, October 2, 1957 for the purchase of an issue of $115,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of St. Benoit-Abbé, county of Témiscouata, dated September 1st, 1957 and redeemable serially from September 1st, 1958 to September 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated July 22, 1957, as amended — Erection of a school in the village.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $115,000.00 — 20 years.

Year		*Capital*
September 1st, 1958	x	$23,000.00
September 1st, 1959	x	24,000.00
September 1st, 1960	x	25,500.00
September 1st, 1961		1,500.00
September 1st, 1962		1,500.00
September 1st, 1963		2,000.00
September 1st, 1964		2,000.00
September 1st, 1965		2,000.00
September 1st, 1966		2,000.00
September 1st, 1967		2,000.00
September 1st, 1968		2,500.00
September 1st, 1969		2,500.00
September 1st, 1970		2,500.00
September 1st, 1971		2,500.00
September 1st, 1972		3,000.00
September 1st, 1973		3,000.00
September 1st, 1974		3,000.00
September 1st, 1975		3,500.00
September 1st, 1976		3,500.00
September 1st, 1977		3,500.00

The letters "x" indicate the years during whoch annual payments of a total amount of $75,600 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of $25,200 each, from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste. Rose-du-Dégelé, county of Témiscouata.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior of September 1st, 1964 inclusive, if they are issued as ten-year short-term bonds, and not prior to September 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to September 1st, 1967 inclusive if issued for twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 2 octobre 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle paroissiale de St-Benoit-Abbé, St-Benoit-Abbé, comté de Témiscouata.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Benoit-Abbé, (Comté de Témiscouata), ce 6 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND LEBEL.

St-Benoit-de-Packington,
(Comté de Témiscouata), P.Q. 45773-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES POUR LA MUNICIPALITÉ D'HUDSON
(Comté de Vaudreuil)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, B. S. Mowatt, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, comté de Vaudreuil, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, 30 septembre 1957, pour l'achat de $108,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité d'Hudson, comté de Vaudreuil, datées du 2 juillet 1957 et remboursables par séries du 2 juillet 1958 au 2 juillet 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 13 mai 1957, tel que modifiée — Agrandissement du High School et l'École élémentaire.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 2 octobre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $108,000.00 — 20 ans

Année		*Capital*
2 juillet 1958	x	$18,000.00
2 juillet 1959	x	19,000.00
2 juillet 1960	x	20,000.00
2 juillet 1961		2,000.00
2 juillet 1962		2,000.00
2 juillet 1963		2,000.00
2 juillet 1964		2,000.00
2 juillet 1965		2,500.00
2 juillet 1966		2,500.00
2 juillet 1967		2,500.00
2 juillet 1968		3,000.00
2 juillet 1969		3,000.00
2 juillet 1970		3,000.00
2 juillet 1971		3,000.00
2 juillet 1972		3,500.00
2 juillet 1973		3,500.00
2 juillet 1974		4,000.00
2 juillet 1975		4,000.00
2 juillet 1976		4,000.00
2 juillet 1977		4,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $56,912.80 accordé par le Secrétaire de la province et

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, October 2, 1957, at 8.00 o'clock p.m. at the Parochial Hall of St. Benoit-Abbé, St. Benoit-Abbé, county of Témiscouata.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Benoit-Abbé (County of Témiscouata), this September 6, 1957.

ROLAND LEBEL,
Secretary-Treasurer.

St-Benoit-de-Packington,
(County of Témiscouata), P.Q. 45773

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF HUDSON
(County of Vaudreuil)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned B. S. Mowatt, secretary-treasurer, Town Hall, Hudson, county of Vaudreuil, until 8.00 o'clock p.m., Monday, September 30th, 1957, for the purchase of an issue of $108,000.00 of bonds of the Protestant school commissioners for the municipality of Hudson, county of Vaudreuil, dated July 2nd, 1957 and redeemable serially from July 2nd, 1958 to July 2nd, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on January 2nd and July 2nd of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 13th, 1957, as modified — Extension to the High School and the Elementary School.

For the purposes of awarding the issue only, computation of interest will be made as of October 2nd, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $108,000.00 — 20 years

Year		*Capital*
July 2nd, 1958	x	$18,000.00
July 2nd, 1959	x	19,000.00
July 2nd, 1960	x	20,000.00
July 2nd, 1961		2,000.00
July 2nd, 1962		2,000.00
July 2nd, 1963		2,000.00
July 2nd, 1964		2,000.00
July 2nd, 1965		2,500.00
July 2nd, 1966		2,500.00
July 2nd, 1967		2,500.00
July 2nd, 1968		3,000.00
July 2nd, 1969		3,000.00
July 2nd, 1970		3,000.00
July 2nd, 1971		3,000.00
July 2nd, 1972		3,500.00
July 2nd, 1973		3,500.00
July 2nd, 1974		4,000.00
July 2nd, 1975		4,000.00
July 2nd, 1976		4,000.00
July 2nd, 1977		4,500.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $56,912.80, granted by the Provincial Secretary and payable

payable en trois versements dont le premier est $18,970.94 et deux de $18,970.93 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hudson, comté de Vaudreuil.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Hudson, comté de Vaudreuil.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, 30 septembre 1957, à 8.00 heures p.m., au High School, Hudson Heights, comté de Vaudreuil.

Les commissaires d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hudson (comté de Vaudreuil), ce 10 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
B. S. MOWATT.

Adresse postale: Hôtel de Ville,
Hudson,
(Comté de Vaudreuil), P.Q. 45797

Province de Québec

VILLAGE DE DESCHAMBAULT
(Comté de Portneuf)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Alfred Naud, secrétaire-trésorier, Deschambault, comté de Portneuf, jusqu'à 8.00 heures p.m., vendredi, le 4 octobre 1957, pour l'achat de $32,000.00 d'obligations du village de Deschambault, comté de Portneuf, datées du 1er octobre 1957 et remboursables par séries du 1er octobre 1958 au 1er octobre 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt numéro 74 — Renouvellement du solde échu le 1er octobre 1957 sur le règlement numéro 74.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $32,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1958	$1,000.00
1er octobre 1959	1,500.00
1er octobre 1960	1,500.00
1er octobre 1961	1,500.00
1er octobre 1962	2,000.00

in three instalments that is one of $18,970.94 and two of $18,970.93 each, from 1958 to 1960 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Hudson, county of Vaudreuil.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Hudson, county of Vaudreuil.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, September 30th, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the High School, Hudson Heights, county of Vaudreuil.

The Protestant school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Hudson (county of Vaudreuil), this 10th of September, 1957.

B. S. MOWATT,
Secretary-Treasurer.

Postal address: Town Hall,
Hudson,
(County of Vaudreuil), P.Q. 45797-o

Province of Quebec

VILLAGE OF DESCHAMBAULT
(County of Portneuf)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Alfred Naud, Secretary-Treasurer, Deschambault, County of Portneuf, until 8.00 o'clock p.m., Friday, October 4, 1957, for the purchase of an issue of $32,000.00 of bonds of the Village of Deschambault, County of Portneuf, dated October 1st., 1957 and redeemable serially from October 1st., 1958 to October 1st, 1972, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law number 74 — Renewal of balance maturing October 1st, 1957 on By-law number 74.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $32,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
October 1st, 1958	$1,000.00
October 1st, 1959	1,500.00
October 1st, 1960	1,500.00
October 1st, 1961	1,500.00
October 1st, 1962	2,000.00

1er octobre 1963	2,000.00
1er octobre 1964	2,000.00
1er octobre 1965	2,000.00
1er octobre 1966	2,500.00
1er octobre 1967	2,500.00
1er octobre 1968	2,500.00
1er octobre 1969	2,500.00
1er octobre 1970	2,500.00
1er octobre 1971	3,000.00
1er octobre 1972	3,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans. L'adjudiction sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Deschambault, comté de Portneuf.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, et avant le 1er octobre 1965 inclusivement si elles sont émises pour le terme de quinze ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue vendredi, le 4 octobre 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle syndicale, Deschambault, comté de Portneuf.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Deschambault, (Comté de Portneuf), ce 11 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ALFRED NAUD.

Deschambault,
(Comté de Portneuf), P. Q. 45802-o

October 1st, 1963	2,000.00
October 1st, 1964	2,000.00
October 1st, 1965	2,000.00
October 1st, 1966	2,500.00
October 1st, 1967	2,500.00
October 1st, 1968	2,500.00
October 1st, 1969	2,500.00
October 1st, 1970	2,500.00
October 1st, 1971	3,000.00
October 1st, 1972	3,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Deschambault, county of Portneuf.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1964 inclusive if issued as ten-year short-term bonds, prior to October 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, after which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Friday, October 4, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the Syndical Hall, Deschambault, County of Portneuf.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Deschambault (County of Portneuf), this September 11, 1957.

ALFRED NAUD,
Secretary-Treasurer.

Deschambault,
(County of Portneuf), P. Q. 45802

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE CHÂTEAUGUAY
(Comté de Châteauguay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Marcel Masson, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 p.m., à 196 Blvd Salaberry, Châteauguay-Bassin, comté de Châteauguay, ou jusqu'à 8.00 hrs. p.m. à l'école du Christ-Roi, Châteauguay-Bassin comté de Châteauguay, lundi, le 30 septembre 1957, pour l'achat de $175,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Châteauguay, comté de Châteauguay, datées du 1er octobre 1957 et remboursables par séries du 1er octobre 1958 au 1er octobre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année,

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF CHÂTEAUGUAY
(County of Châteauguay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marcel Masson, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock p.m., at 196 Salaberry Blvd., Châteauguay-Bassin, county of Châteauguay, or until 8.00 o'clock p.m., at Christ-Roi School, Châteauguay-Bassin, county of Châteauguay, Monday, September 30th, 1957, for the purchase of an issue of $175,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the town of Châteauguay, county of Châteauguay, dated October 1st, 1957 and redeemable serially from October 1st 1958 to October 1st 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½%

payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut-être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 2 juillet 1957 — Agrandissement de l'école Notre-Dame de l'Assomption, achat de terrain et remboursement d'emprunts temporaires.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$175,000.00—20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1958	x$26,000.00
1er octobre 1959	x 27,500.00
1er octobre 1960	4,000.00
1er octobre 1961	4,500.00
1er octobre 1962	4,500.00
1er octobre 1963	5,000.00
1er octobre 1964	5,000.00
1er octobre 1965	5,500.00
1er octobre 1966	5,500.00
1er octobre 1967	6,000.00
1er octobre 1968	6,500.00
1er octobre 1969	6,500.00
1er octobre 1970	7,000.00
1er octobre 1971	7,500.00
1er octobre 1972	8,000.00
1er octobre 1973	8,500.00
1er octobre 1974	9,000.00
1er octobre 1975	9,000.00
1er octobre 1976	9,500.00
1er octobre 1977	10,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $50,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de $25,000.00 chacun, en 1958 et en 1959, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Bassin, comté de Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er octobre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er octobre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 30 septembre 1957, à 8.00 heures p.m., à l'école du Christ-Roi, à Châteauguay-Bassin, comté de Châteauguay.

per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 2nd, 1957 — Enlargement of Notre-Dame de l'Assomption school, purchase of land and reimbursement of temporary loans.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from october 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $175,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1958	x$26,000.00
October 1st, 1959	x 27,500.00
October 1st, 1960	4,000.00
October 1st, 1961	4,500.00
October 1st, 1962	4,500.00
October 1st, 1963	5,000.00
October 1st, 1964	5,000.00
October 1st, 1965	5,500.00
October 1st, 1966	5,500.00
October 1st, 1967	6,000.00
October 1st, 1968	6,500.00
October 1st, 1969	6,500.00
October 1st, 1970	7,000.00
October 1st, 1971	7,500.00
October 1st, 1972	8,000.00
October 1st, 1973	8,500.00
October 1st, 1974	9,000.00
October 1st, 1975	9,000.00
October 1st, 1976	9,500.00
October 1st, 1977	10,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $50,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of $25,000.00 each, in 1958 and in 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term of fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par, at Châteauguay-Bassin, county of Châteauguay.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1964, inclusively if issued at ten-year short-term before October 1st, 1965 inclusively, if issued as fifteen-year short-term, and before October 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term; after these dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, September 30th, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at Christ-Roi school, at Châteauguay-Bassin, county of Châteauguay.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay-Bassin, (Comté de Châteauguay), ce 9 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL MASSON.

Adresse postale: 196 Blvd Salaberry,
Châteauguay-Bassin,
(Comté de Châteauguay), P.Q. 45772-o

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay-Bassin, county of Châteauguay, September 9th, 1957.

Secretary-Treasurer,
MARCEL MASSON.

Postal address: 196 Salaberry Blvd.,
Châteauguay-Bassin,
(County of Châteauguay), P.Q. 45772-o

Province de Québec

CANTON CHERTSEY
(Comté de Montcalm)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Bertrand Joly, secrétaire-trésorier, St-Théodore, comté de Montcalm, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 30 septembre 1957, pour l'achat de $35,000.00 d'obligations du canton Chertsey, comté de Montcalm, datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 2 — Achat d'un réseau d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $35,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1958	$1,000.00
1er novembre 1959	1,000.00
1er novembre 1960	1,000.00
1er novembre 1961	1,000.00
1er novembre 1962	1,000.00
1er novembre 1963	1,500.00
1er novembre 1964	1,500.00
1er novembre 1965	1,500.00
1er novembre 1966	1,500.00
1er novembre 1967	1,500.00
1er novembre 1968	1,500.00
1er novembre 1969	2,000.00
1er novembre 1970	2,000.00
1er novembre 1971	2,000.00
1er novembre 1972	2,000.00
1er novembre 1973	2,500.00
1er novembre 1974	2,500.00
1er novembre 1975	2,500.00
1er novembre 1976	2,500.00
1er novembre 1977	3,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rawdon, comté de Montcalm.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964

Province of Quebec

TOWNSHIP OF CHERTSEY
(County of Montcalm)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Bertrand Joly, Secretary-Treasurer, St. Théodore, county of Montcalm, until 8.00 o'clock p.m., Monday, September 30, 1957, for the purchase of an issue of $35,000.00 of bonds of the township of Chertsey, county of Montcalm, dated November 1st, 1957 and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 2 — Purchasing of a waterworks system.

For adjudication purposes only; interest shall calculated as from October 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $35,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1958	$1,000.00
November 1st, 1959	1,000.00
November 1st, 1960	1,000.00
November 1st, 1961	1,000.00
November 1st, 1962	1,000.00
November 1st, 1963	1,500.00
November 1st, 1964	1,500.00
November 1st, 1965	1,500.00
November 1st, 1966	1,500.00
November 1st, 1967	1,500.00
November 1st, 1968	1,500.00
November 1st, 1969	2,000.00
November 1st, 1970	2,000.00
November 1st, 1971	2,000.00
November 1st, 1972	2,000.00
November 1st, 1973	2,500.00
November 1st, 1974	2,500.00
November 1st, 1975	2,500.00
November 1st, 1976	2,500.00
November 1st, 1977	3,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term of fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Rawdon, county of Montcalm.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to November 1st 1964 inclu-

inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 30 septembre 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle municipale, canton Chertsey, comté de Montcalm.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Canton Chertsey, (Comté de Montcalm), ce 10 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
BERTRAND JOLY.

St-Théodore,
(Comté de Montcalm), P.Q. 45796-o

sive if issued as ten-year short-term bonds, prior to November 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to November 1st, 1967 inclusive if issued for twenty-year term; after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on September 30, 1957 at 8.00 p.clock p.m., at the Municipal Hall, township of Chertsey, county of Montcalm.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Township of Chertsey (County of Montcalm), this September 10, 1957.

BERTRAND JOLY,
Secretary-Treasurer.

St. Théodore,
(County of Montcalm), P.Q. 45786

Province de Québec

CITÉ DE LONGUEUIL

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L.-Paul Gagnon, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 100 ouest, rue St-Charles, Longueuil, jusqu'à 9.00 heures p.m., jeudi, le 3 octobre 1957, pour l'achat de $124,000.00 d'obligations de la cité de Longueuil, datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 531 — $110,000 — travaux de pavages, de trottoirs et de bordures; et 536 — $14,000 — travaux de pavages et éclairage.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $124,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1958	$4,000.00
1er novembre 1959	4,500.00
1er novembre 1960	5,000.00
1er novembre 1961	5,500.00
1er novembre 1962	5,500.00
1er novembre 1963	6,000.00
1er novembre 1964	6,000.00
1er novembre 1965	6,500.00
1er novembre 1966	6,500.00
1er novembre 1967	7,000.00
1er novembre 1968	5,500.00
1er novembre 1969	6,000.00
1er novembre 1970	6,000.00
1er novembre 1971	6,500.00
1er novembre 1972	6,500.00

Province of Quebec

CITY OF LONGUEUIL

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L.-Paul Gagnon, Secretary-Treasurer, City Hall, 100 St. Charles Street, West, Longueuil, until 9.00 o'clock p.m., Thursday, October 3, 1957, for the purchase of an issue of $124,000.00 of bonds of the City of Longueuil, dated November 1st., 1957 and redeemable serially from November 1st., 1958 to November 1st., 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-laws Nos 531 — $110,000 — paving, sidwalks and curbs; and 536 — $14,000 — paving and lighting operations.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st., 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $124,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1958	$4,000.00
November 1st, 1959	4,500.00
November 1st, 1960	5,000.00
November 1st, 1961	5,500.00
November 1st, 1962	5,500.00
November 1st, 1963	6,000.00
November 1st, 1964	6,000.00
November 1st, 1965	6,500.00
November 1st, 1966	6,500.00
November 1st, 1967	7,000.00
November 1st, 1968	5,500.00
November 1st, 1969	6,000.00
November 1st, 1970	6,000.00
November 1st, 1971	6,500.00
November 1st, 1972	6,500.00

1er novembre 1973	7,000.00
1er novembre 1974	7,000.00
1er novembre 1975	7,500.00
1er novembre 1976	7,500.00
1er novembre 1977	8,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Longueuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 3 octobre 1957, à 9.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 100 ouest, rue St-Charles, Longueuil.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Longueuil, ce 10 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
L.-PAUL GAGNON.

Hôtel de Ville,
100 ouest, rue St-Charles,
Longueuil, P. Q. 45798-o

November 1st, 1973	7,000.00
November 1st, 1974	7,000.00
November 1st, 1975	7,500.00
November 1st, 1976	7,500.00
November 1st, 1977	8,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term of fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Longueuil.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1964 inclusive if issued as ten-year short term bonds, prior to November 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, an prior to November 1st, 1967, inclusive if issued for full term; after which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and social number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, October 3, 1957, at 9.00 o'clock p.m., at the City Hall, 100 St. Charles Street, West, Longueuil.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Longueuil, this September 10, 1957.

L.-PAUL GAGNON,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
100 St. Charles Street, West,
Longueuil, P. Q. 45798

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-MARC
(Comté de Portneuf)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Marcel Robitaille, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 129 rue Principale, Saint-Marc-des-Carrières, comté de Portneuf, ou jusqu'à 8 heures p.m., en la salle du collège, Saint-Marc-des-Carrières, comté de Portneuf, mercredi, le 2 octobre 1957, pour l'achat de $225,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Marc, comté de Portneuf, datées du 1er octobre 1957 et remboursables par séries du 1er octobre 1958 au 1er octobre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF SAINT-MARC
(County of Portneuf)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marcel Robitaille, secretary-treasurer, until 7.30 o'clock p.m., at 129 Main Street, Saint-Marc-des-Carrières, county of Portneuf, or until 8.00 o'clock p.m., in the College Hall, Saint-Marc-des-Carrières, county of Portneuf, Wednesday, October 2, 1957, for the purchase of an issue of $225,500.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of Saint-Marc, county of Portneuf, dated October 1st, 1957 and redeemable serially from October 1st, 1958 to October 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution d'emprunt en date du 31 mai 1957, telle que modifiée — Agrandissement du couvent.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $225,500.00 — 20 ans

Année		*Capital*
1er octobre 1958		$ 500.00
1er octobre 1959	x	54,500.00
1er octobre 1960	x	57,500.00
1er octobre 1961		4,000.00
1er octobre 1962		4,500.00
1er octobre 1963		4,500.00
1er octobre 1964		5,000.00
1er octobre 1965		5,000.00
1er octobre 1966		5,500.00
1er octobre 1967		6,000.00
1er octobre 1968		6,000.00
1er octobre 1969		6,500.00
1er octobre 1970		6,500.00
1er octobre 1971		7,000.00
1er octobre 1972		7,500.00
1er octobre 1973		8,000.00
1er octobre 1974		8,500.00
1er octobre 1975		9,000.00
1er octobre 1976		9,500.00
1er octobre 1977		10,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $112,500.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de $56,250.00 chacun, en 1959 et en 1960, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Marc-des-Carrières, comté de Portneuf.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er octobre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er octobre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 2 octobre 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle du collège, Saint-Marc-des-Carrières, comté de Portneuf.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Loan resolution dated May 31, 1957, as modified — Extension to Convent.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $225,500.00 — 20 years

Year		*Capital*
October 1st, 1958		$ 500.00
October 1st, 1959	x	54,500.00
October 1st, 1960	x	57,500.00
October 1st, 1961		4,000.00
October 1st, 1962		4,500.00
October 1st, 1963		4,500.00
October 1st, 1964		5,000.00
October 1st, 1965		5,000.00
October 1st, 1966		5,500.00
October 1st, 1967		6,000.00
October 1st, 1968		6,000.00
October 1st, 1969		6,500.00
October 1st, 1970		6,500.00
October 1st, 1971		7,000.00
October 1st, 1972		7,500.00
October 1st, 1973		8,000.00
October 1st, 1974		8,500.00
October 1st, 1975		9,000.00
October 1st, 1976		9,500.00
October 1st, 1977		10,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $112,500.00 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of $56,250.00 each, in 1959 and 1960, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Saint-Marc-des-Carrières, county of Portneuf.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1964, inclusively if issued at ten-year short-term before October 1st, 1965 inclusively, if issued as fifteen-year short-term, and before October 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term; after these dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, October 2, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the College Hall, Saint-Marc-des-Carrières, county of Portneuf.

The school commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Marc-des-Carrières (Comté de Portneuf), ce 9 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL ROBITAILLE.

Adresse postale: 129 rue Principale,
Saint-Marc-des-Carrières,
(Comté de Portneuf), P.Q. 45801-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE MANIWAKI
(Comté de Gatineau)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussignée, Madame Palma Joanis, secrétaire-trésorière, 312 rue des Oblats, Maniwaki, comté de Gatineau, jusqu'à 4.00 heures p.m., jeudi, le 3 octobre 1957, pour l'achat de $190,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, comté de Gatineau, datées du 1er septembre 1957 et remboursables par séries du 1er septembre 1958 au 1er septembre 1977 inclusevement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 11 juillet 1957, telle que modifiée — Construction d'une école de huit classes dans l'arrondissement Comeauville.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$190,000.00—20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1958.....	x$34,000.00
1er septembre 1959.....	x 36,000.00
1er septembre 1960.....	x 38,000.00
1er septembre 1961.....	3,000.00
1er septembre 1962.....	3,000.00
1er septembre 1963.....	3,500.00
1er septembre 1964.....	3,500.00
1er septembre 1965.....	4,000.00
1er septembre 1966.....	4,000.00
1er septembre 1967.....	4,000.00
1er septembre 1968.....	4,500.00
1er septembre 1969.....	4,500.00
1er septembre 1970.....	5,000.00
1er septembre 1971.....	5,000.00
1er septembre 1972.....	5,500.00
1er septembre 1973.....	6,000.00
1er septembre 1974.....	6,000.00
1er septembre 1975.....	6,500.00
1er septembre 1976.....	7,000.00
1er septembre 1977.....	7,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $110,400.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de $36,800.00 chacun de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Maniwaki, comté de Gatineau.

Saint-Marc-des-Carrières (County of Portneuf) this September 9, 1957.

MARCEL ROBITAILLE,
Secretary-Treasurer.

Postal Address: 129 Main Street,
Saint-Marc-des-Carrières,
(County of Portneuf), P.Q. 45801

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF MANIWAKI
(County of Gatineau)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs Palma Joanis, Secretary-Treasurer, 312 des Oblats Street, Maniwaki, county of Gatineau, until 4.00 o'clock p.m., Thursday, October 3, 1957 for the purchase of an issue of $190,000.00 ob fonds of the School Commissioners for the municipality of Maniwaki, county of Gatineau, dated September 1st, 1957 and redeemable serially from September 1st, 1958 to September 1st 1977, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 11, 1957, as modified — Erection of a school of eight classes in Comeauville Ward.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $190,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1958	x$34,000.00
September 1st, 1959	x 36,000.00
September 1st, 1960	x 38,000.00
September 1st, 1961	3,000.00
September 1st, 1962	3,000.00
September 1st, 1963	3,500.00
September 1st, 1964	3,500.00
September 1st, 1965	4,000.00
September 1st, 1966	4,000.00
September 1st, 1967	4,000.00
September 1st, 1968	4,500.00
September 1st, 1969	4,500.00
September 1st, 1970	5,000.00
September 1st, 1971	5,000.00
September 1st, 1972	5,500.00
September 1st, 1973	6,000.00
September 1st, 1974	6,000.00
September 1st, 1975	6,500.00
September 1st, 1976	7,000.00
September 1st, 1977	7,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $110,400.00 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of $36,800.00 each, from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten year-short-term and fifteen-year-short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Maniwaki, County of Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er septembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 3 octobre 1957, à 4.00 heures p. m. au bureau de la secrétaire-trésorière, 312 rue des Oblats, Maniwaki, comté de Gatineau.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Maniwaki, (Comté de Gatineau), ce 10 septembre 1957.

La Secrétaire-trésorière,
Madame PALMA JOANIS.

Adresse postale:
312 rue des Oblats, C.P. 118, Maniwaki,
(Comté de Gatineau), P.Q. 45799-o

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1964, inclusively if issued at ten-year short-term before September 1st, 1965 inclusively, if issued as fifteen-year short-term, and before September 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term; after these dates the said bonds are under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Thursday, October 3, 1957, at 4.00 o'clock p. m., at the office of the Secretary-Treasurer, 312 des Oblats Street, Maniwaki, county of Gatineau.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Maniwaki, (county of Gatineau), this September 10, 1957.

Mrs. PALMA JOANIS,
Secretary-Treasurer.

Postal address:
312 des Oblats St., P.O. Box 118, Maniwaki,
(County of Gatineau), P.Q. 45799

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE SHAWINIGAN-SUD
(Comté de St-Maurice)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Camille Bournival, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 561, 109ème rue Shawinigan-Sud, comté de St-Maurice, jusqu'à 7.00 heures p.m., mardi, le 1er octobre 1957, pour l'achat de $400,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan-Sud, comté de St-Maurice, datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 10 juillet 1957, telle que modifiée — Agrandissement des écoles St-Louis et St-Sauveur.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $400,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1958.....	x$43,000.00
1er novembre 1959.....	x 45,000.00
1er novembre 1960.....	x 47,500.00
1er novembre 1961.....	x 50,500.00
1er novembre 1962.....	x 53,000.00

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF SHAWINIGAN-SOUTH
(County of St. Maurice)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Camille Bournival, Secretary-Treasurer, City Hall, 561, 109th Street, Shawinigan-South, county of St. Maurice, until 7.00 o'clock p.m., Tuesday, October 1st, 1957 for the purchase of an issue of $400,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Shawinigan-South, county of St. Maurice, dated November 1st, 1957 and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated July 10, 1957, as modified — Extension to St. Louis and St. Sauveur Schools.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $400,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1958.....	x$43,000.00
November 1st, 1959.....	x 45,000.00
November 1st, 1960.....	x 47,500.00
November 1st, 1961.....	x 50,500.00
November 1st, 1962.....	x 53,000.00

1er novembre 1963.....	7,000.00
1er novembre 1964.....	7,500.00
1er novembre 1965.....	8,000.00
1er novembre 1966.....	8,500.00
1er novembre 1967.....	9,000.00
1er novembre 1968.....	9,500.00
1er novembre 1969.....	10,000.00
1er novembre 1970.....	10,500.00
1er novembre 1971.....	11,000.00
1er novembre 1972.....	11,500.00
1er novembre 1973.....	12,500.00
1er novembre 1974.....	13,000.00
1er novembre 1975.....	13,500.00
1er novembre 1976.....	14,500.00
1er novembre 1977.....	15,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $244,420.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $48,884.00 chacun, de 1958 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan Falls.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 1er octobre 1957, à 7.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 561, 109ème rue, Shawinigan-Sud, comté de St-Maurice.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan-Sud, (Comté de St-Maurice), ce 10 septembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
CAMILLE BOURNIVAL.

Hôtel de Ville,
561, 109ème rue, Shawinigan-Sud,
(Comté de St-Maurice), P.Q. 45800-o

November 1st, 1963.....	7,000.00
November 1st, 1964.....	7,500.00
November 1st, 1965.....	8,000.00
November 1st, 1966.....	8,500.00
November 1st, 1967.....	9,000.00
November 1st, 1968.....	9,500.00
November 1st, 1969.....	10,000.00
November 1st, 1970.....	10,500.00
November 1st, 1971.....	11,000.00
November 1st, 1972.....	11,500.00
November 1st, 1973.....	12,500.00
November 1st, 1974.....	13,000.00
November 1st, 1975.....	13,500.00
November 1st, 1976.....	14,500.00
November 1st, 1977.....	15,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $244,420.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $48,884.00 each, from 1958 to 1962 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Shawinigan Falls.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1964, inclusively is issued at ten-year short-term before November 1st, 1965 inclusively, if issued as fifteen-year short-term, and before November 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term; after these date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting the School Commissioners to be held on Tuesday, October 1st, 1957 at 7.00 o'clock p.m., at the City Hall, 561, 109th Street, Shawinigan-South, county of St. Maurice.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan-South (County of St. Maurice), this September 10, 1957.

CAMILLE BOURNIVAL,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
561, 109th Street, Shawinigan-South,
(County of St. Maurice), P.Q. 45800

Ventes — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 89 (1955), "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: The Callway Sash & Door Inc., & Donat Gilbert, débiteur, & Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir:

Désignation: "Un emplacement situé à St-Joseph de Beauce, dans le comté de Beauce, P.Q. et composé des lots quatre cent vingt-cinq, quatre cent vingt-six, quatre cent vingt-sept et quatre cent trente-trois (425, 426, 427 et 433) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joseph de Beauce, sauf les droits de mine ou de carrière que pourrait posséder Arthur Dallaire sur ces lots, ainsi que les parties vendues ou cédées au Ministère de la Voirie, de même qu'une partie du lot numéro quatre cent trente-trois (433) vendue à Georges Gilbert par acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Beauce sous le N° 98,899;

Avec bâtisses dessus érigées et tout l'outillage, de quelque nature, qui s'y rapporte, et qui s'y trouve fixé à perpétuelle demeure, cette machinerie et accessoires étant devenus immeubles par destination du père de famille."

Seront vendus comme une seule et même exploitation à la porte de l'église paroissiale de St-Joseph de Beauce, à DEUX heures de l'après-midi, JEUDI, le DIX OCTOBRE 1957.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure à Montréal, le 20 juin 1957, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Condition: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, le 29 août 1957.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de Perras & Perras, syndics,
4 est, rue Notre-Dame,
Montréal, P.Q. 45741-36-2-o

Canada, Province de Québec, district de Roberval, N° A-432. Dans la Cour Supérieure (En matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Gérard Bolduc, menuisier, R.R. No 1, Roberval, paroisse, provinde de Québec. (Failli).

AVIS DE VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que MARDI le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église St-Jean-de-Brébeuf de Roverbal, en la ville et comté de Roberval, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item *a*) "Tous les droits que le failli peut avoir sur un terrain actuellement en sa possession, à titre de propriétaire, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-neuf (Ptie

Sales — Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 89 (1955), "In Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: The Callway Sash & Door Inc. & Donat Gilbert, debtor, & Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveables, to wit:

Designation: "An emplacement situated at St. Joseph de Beauce in the county of Beauce, P.Q. and composed of lots four hundred and twenty-five, four hundred and twenty-six, four hundred and twenty-seven and four hundred and thirty-three (425, 426, 427 and 433) on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Joseph de Beauce, save the mining or quarrying rights which Arthur Dallaire may own on these lots, as well as the parts sold or ceded to the Roads Department, as well as a part of lot number four hundred and thirty-three (433) sold to Georges Gilbert by registered deed to the Registry Office of the county of Beauce under No. 98,899;

With structures thereon erected and all the equipment, of whatever nature pertaining thereto, and which is to be found permanently attached thereto, such machinery and accessories having become immoveables through paternal destination."

Shall be sold as a one and only concern at the parochial church door of St. Joseph de Beauce, at TWO o'clock in the afternoon, THURSDAY, OCTOBER TENTH, 1957.

This sale is made in accordance with a judgement rendered by the Superior Court at Montreal, June 20, 1957, and pursuant to the provisions of articles 55 and the following of the Bankruptcy Act 1949 in order that this sale may have the effect of a sale by Sheriff according to the terms of the Code of civil procedure.

Conditions: Cash.

Over and above the purchasing price the purchaser shall pay a Government tax of 2½% pursuant to the law.

For further information and the list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, August 29, 1957.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of Perras & Perras, Trustees,
4 Notre-Dame Street, east,
Montreal, P.Q. 45741-36-2

Canada, Province of Quebec, district of Roberval, Superior Court (Sitting in Bankruptcy), No. A-432. In the matter of the bankruptcy of Gérard Bolduc, carpenter, R. R. No. 1, Roberval, parish, Province of Quebec, bankrupt.

NOTICE OF SALE BY AUCTION

Notice is hereby given that on TUESDAY the FIFTEENTH day of OCTOBER 1957, at TWO o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction, at the door of the church of St. Jean-de-Brébeuf de Roberval, in the town and county of Roberval, the immoveable hereinafter described, to wit:

Item *a*) "All rights that the Bankrupt may have on a piece of land which he presently holds, in his capacity of owner, forming part of lot known and designated as number eighty-nine (P. No.

N° 89) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le rang B du canton Roberval, laquelle partie est de forme triangulaire et bornée comme suit:

Vers le nord-est, par l'ancien chemin de front dudit lot; vers le nord-ouest, par la route ou chemin entre les les cantons Ouiatchouan et Roberval; vers le sud-ouest et le sud-est par un chemin puolic actuellement inutilisé comme tel, et dans le but de redresser l'angle de l'ancien chemin public et d'en faire la route régionale actuelle, avec une maison d'habitation et tous bâtiments en dépendant, érigés sur ledit immeuble ci-décrit."

Cet item sera offert en verte au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des servitudes qui peuvent exister; sans obligation de la part du syndic, de fournir et légaliser les titres antérieurs à ceux que le failli détient actuellement.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement provincial de 2½% suivant la loi.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 et 719-A du Code de Procédures Civiles, et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite actuelle. Ladite vente est aussi autorisée par un jugement du registraire des faillites, en date du 9 septembre 1957, et dont l'original est déposé au dossier de cette cause.

Cette vente équivaut à la vente faite par un shérif et doit avoir l'effet du décret.

Roberval, le 9 septembre 1957.

Le Syndic,
JULES-H. LECLERC.

Adresse: 15 rue Arthur,
Roberval, P.Q. 45785-37-2-o

89) on the official plan and book of reference of the cadastre for range B of the township of Roberval, which part is of triangular shape and bounded as follows:

Northeasterly by the former front road of said lot; northwesterly, by the route or road between the townships of Ouiatchouan and Roberval; southwesterly and southeasterly by a public road presently unutilised as such, for the purpose of straightening the angle of the former public road in order that it become the present regional road, with a dwelling-house and all buildings depending thereof, erected on said immoveable described herein."

This item shall be sold to the last and highest bidder, with servitudes that may be attached thereto without obligation on the part of the trustee to furnish or legalize the former titles with reference to the ones the Bankrupt now holds.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Provincial Government tax of 2½% according to Law.

Condition of payment: Cash.

This sale is made pursuant to articles 716-717 and 719-A of the Code of Civil Procedure, and article 55 of the present bankruptcy Act. The said sale is also authorized by a judgement rendered by the bankruptcy registrar for, dated September 9, 1957, the original copy of which is deposited in the file of this case.

This sale is equivalent to and shall have the effect of a sale by Sheriff.

Roberval, September 9, 1957.

JULES-H. LECLERC,
Trustee.

Adress: 15 Arthur Street,
Roberval, P.Q. 45785-37-2

Vente pour taxes

Cité de Verdun

Avis public est par les présentes donné que les propriétés, ci-dessous décrites, seront vendues à l'enchère publique qui sera tenue à l'Hôtel de Ville de Verdun, JEUDI, le DIXIÈME jour d'OCTOBRE dix neuf cent cinquante-sept, à DIX heures de l'avant-midi, en vertu de la loi 22 George V, chapitre 129, section 6, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Sale for Taxes

City of Verdun

Public notice is hereby given that the properties described hereunder will be sold by Public Auction which will be held at the City Hall of Verdun, on THURSDAY, the TENTH day of OCTOBER, nineteen hundred and fifty-seven, at TEN o'clock in the forenoon, under authority of Act 22, George V, chapter 129, section 6, to satisfy the payment of the municipal and school taxes and the costs which have been or may be incurred, unless the said taxes, interest and costs are paid before the sale.

Noms des propriétaires — Names of proprietors	Cadastre — Cadastral		Subdivisions
Gédéon Huot Jr.	3405.	823.	
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.		
Gédéon Huot Jr. J.-Pierre, Yvette, P.-Emile, Alice, Arthur, Lumina et Yvonne Bourdon.	3405. 4669-315, 316-31, 4659-5.	822.	
Un emplacement de forme irrégulière composé des lots 4669-315 et 316-31 et 4659-5, le tout mesurant 25′ de largeur par une profondeur de 85′ dans la ligne ouest et 102.66′ dans la ligne est et borné en front vers le sud par la 1ère Avenue, à l'est par les lots 4669-314 et 316-30 et 3659-6 et au nord et à l'ouest par une ruelle publique désignée comme étant partie du lot original 4659 et 4669-317.			
Avec bâtisses dessus érigées.			

An emplacement of irregular form composed of lots 4669-315 and 316-31 and 4659-5 the whole measuring 25′ in width by a dept of 85′ in the west line and 102.66′ in the east line and bounded to the south by 1st Avenue, to the east by lots 4669-314, 316-30 and 4659-6 and to the north and the west by a public lane designated as part of original lot 4659 and 4669-317.

With buildings thereon erected.

Succession-estate Mme-Mrs. S. S. Stephens.....	4671.....	P. 202.

La demie nord-ouest du lot 4671-202, mesurant 12½′ de largeur par une profondeur de 93′, pour une superficie de 1162½ pieds carrés, bornée en front vers le nord par la 5ième Avenue, à l'ouest et au sud par une ruelle publique désignée sous les Nos 4671-P. 203 et 207 et à l'est par le résidu dudit lot 4671-202.

The north-west half of lot 4671-202, measuring 12½′ in width by a depth of 93′ for a total area of 1162½ square feet, bounded to the north by 5th Avenue, to the west and the south by a public lane designated as 4671-P. 203 and 207, to the east by the residue of the said lot 4671-202.

Les immeubles susdits apparaissent tous au plan et livre de rènvoi de la paroisse de Montréal et sont situés dans la cité de Verdun.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes, actives et passives; apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

Condition de la vente: argent comptant ou chèque accepté.

Donné à l'Hôtel de Ville, Verdun, P. Q., ce troisième jour de septembre mille neuf cent cinquante-sept.

Le Greffier,
A. J. BURGESS.

45786-37-2-o

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the parish of Montreal and are situated in the city of Verdun.

The said sale shall moreover be made with all servitudes, both active and passive, apparent or hidden, affecting such immoveables.

Terms of sale: Cash or accepted cheque.

Given at the City Hall, Verdun, P. Q., this third day of September nineteen hundred and fifty-seven.

A. J. BURGESS,
City Clerk.

45786-37-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présett donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 11,653. { MARCEL MARIER, avocat, domicilié à 8 rue Bellevue, cité de Drummondville, district d'Arthabaska, demandeur vs FRANK BOUCHARD, fils, domicilié à Drummondville, district d'Arthabaska, défendeur.

Le lot numéro 130–317 du canton de Grantham, comté de Drummond.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de L'Immaculée-Conception de la ville de Drummondville, comté de Drummond, le JEUDI, VINGT-SIX SEPTEMBRE 1957 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
FÉLIX HOULE.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, le 14 août 1957.

45636-34-2-o

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour de Magistrat, N° 22,060. { ROLAND MICHEL, commerçant de Victoriaville, demandeur vs ROGER MONTAMBEAU, de Maddington Falls, défendeur.

1. Une terre située dans la paroisse de Ste-Anne du Sault, en la municipalité de Maddington Falls, dans la continuation du onzième rang du canton de Maddington Falls, connue et désignée comme étant le numéro sept-A du cadastre officiel du comté d'Arthabaska pour la continuation du onzième rang du canton de Maddington Falls, de la contenance de quatre-vingt-dix acres en superficie d'après le livre de renvoi et de soixante-seize acres d'après les lettres patentes, entre la terre ci-après décrite à l'ouest et le numéro six-b à l'est une maison, grange, écurie et dépendances dessus construites, mais à distraire de ladite terre l'emplacement de la Commission Scolaire de Maddington Falls ayant environ un demi arpent en superficie;

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 11,653. { MARCEL MARIER, advocate, domiciled at 8 Bellevue, city of Drummondville, district of Arthabaska, plaintif vs FRANK BOUCHARD, son, domiciled at Drummondville, district of Arthabaska, defendant.

Lot number 130–317 of the Township of Grantham, county of Drummond.

To be sold at the parochial church door of "L'Immaculée-Conception" of the town of Drummondville, county of Drummond, on THURSDAY, SEPTEMBER TWENTY-SIXTH, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, August 14, 1957.

45636-34-2

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Magistrate's Court, No. 22,060. { ROLAND MICHEL, dealer of Victoriaville, plaintiff vs ROGER MONTAMBEAU, of Maddington Falls, defendant.

1. A farm situated in the parish of Ste-Anne du Sault, in the municipality of Maddington Falls, in the continuation of the eleventh range of the Township of Maddington Falls, known and designated as being number seven-A of the official cadastre of the county of Arthabaska for the continuation of the eleventh range of the township of Maddington Falls, containing ninety acres in area according to the book of reference and of seventy-six acres according to letters patent, between the farm hereinafter described on the west and number six-b on the east by a house, barn, stable and dependencies thereon erected, but to withdraw from the said farm, the emplacement of the School Commission of Maddington Falls having about one-half arpent in area;

2. Une terre située dans la paroisse de Ste-Anne du Sault, dans la municipalité de Maddington Falls, dans la continuation du onzième rang du canton de Maddington Falls, connue et désignée comme étant le numéro sept-B et sept-C du cadastre officiel du comté d'Arthabaska pour la continuation du onzième rang du canton de Maddington Falls ayant une superficie de quatre-vingt-dix acres, borné à l'est par la terre ci-dessus décrité et à l'ouest par Adrien Martin et partie par la terre ci-après décrite;

3. Une portion de terre située en la municipalité de Maddington Falls dans la continuation du onzième rang du canton de Maddington, contenant trois arpents de largeur sur environ dix arpents de profondeur, bornée au sud-est par le chemin public dudit rang, à l'est par la terre en dernier lieu décrite, et à l'ouest par Denis Croteau, connue et désignée comme étant partie bout nord ouest du numéro sept-D du cadastre officiel du comté d'Arthabaska pour la continuation du onzième rang du canton de Maddington Falls;

4. Une terre située en la Municipalité de Maddington Falls du seizième rang du canton de Maddington Falls, connue et désignée comme étant le numéro six cent douze du cadastre officiel du comté d'Arthabaska par la paroisse de Ste-Gertrude, d'une superficie d'environ quatre-vingt-deux acres.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne du Sault, comté d'Arthabaska ce MERCREDI, le VINGT-CINQ SEPTEMBRE 1957 à TROIS heures de l'après-midi. (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, ce 20 août 1957. 45659-34-2-o

---

2. A farm situated in the parish of Ste-Anne du Sault, in the Municipality of Maddington Falls, in the continuation of the eleventh range of the township of Maddington Falls, known and designated as being number seven-B and seven-C of the official cadaster of the county of Arthabaska, for the continuation of the eleventh range of the township of Maddington Falls having an area of ninety acres, bounded on the east by the farm hereinabove described and on the west by Adrien Martin and partly by the farm hereinafter described;

3. A portion of land situated in the municipality of Maddington Falls in the continuation of the eleventh range of the township of Maddington, containing three arpents in width by about ten arpents in depth, bounded on the southeast by the public road of the said range, on the east, by the farm described in the latter case, and on the west, by Denis Croteau, known and designated as being part of the northwest end of number seven-D of the official cadaster of the county of Arthabaska for the continuation of the eleventh range of the township of Maddington Falls;

4. A farm situated in the Municipality of Maddington Falls in the sixth range of the township of Maddington Falls, known and designated as being number six hundred and twelve of the official cadaster of the county of Arthabaska by the parish of Ste-Gertrude, of an area of about eighty-two acres.

To be sold at the parochial church door of Ste-Anne du Sault, county of Arthabaska, WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER, 1957, at THREE o'clock in the afternoon, (Daylight-Saving Time).

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, August 20, 1957. 45659-34-2

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 12,542. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur, vs LÉO HOULE, de St-Paul de Chester, district d'Arthabaska, défendeur.

"Une terre faisant partie des lots numéros sept et huit du sixième rang du canton de Chester, contenant six arpents et demi de front, plus ou moins, sur la profondeur des lots, connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de St-Paul de Chester comme étant les numéros cent trois et cent quatre et la partie ou le quart sud-est du numéro cent cinq, prenant du côté sud-ouest à Thomas Fréchette et du côté nord-ouest à Oliva Ouellet; avec les bâtisses dessus construites; à distraire les droits de mines qui pourraient encore être en vigueur".

Pour être vendue en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-Paul de Chester, comté d'Arthabaska, le JEUDI, le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1957 à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, ce 9 septembre 1957.
45787-37-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 12,542. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office in Quebec, plaintiff vs LÉO HOULE, of St. Paul de Chester, district of Arthabaska, defendant.

"A farm forming part of lot numbers seven and eight of Range six of the township of Chester, containing six arpents and a half of frontage, more or less, by the depth of the lots, known and designated on the official cadastre of the parish of St. Paul de Chester as being numbers one hundred and three and one hundred and four and that part of the southeasterly quarter of number one hundred and five, beginning at Thomas Fréchette's on the southwesterly side and at Oliva Ouellet's on the northwesterly side; with buildings erected thereon; save and except the mining rights which may still be in force."

To be sold "en bloc" at the door of the Parochial Church of St. Paul de Chester, county of Arthabaska, THURSDAY the SEVENTEENTH day of OCTOBER 1957 at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, September 9, 1957.
45787-37-2

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauharnois

Cour de Magistrat, Montréal, N° 410,474. M. STOBER, marchand, des cité et district de Montréal, demandeur vs JEAN P. PELCHAT, de la cité de Valleyfield, district de Beauharnois, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"La subdivision cent cinquante-huit et une partie de la subdivision cent soixante-neuf du lot numéro 91 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Cécile, avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 74 rue Joron, en la cité de Valleyfield, province de Québec."

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Salaberry de Valleyfield, JEUDI le VINGT-SIX SEPTEMBRE 1957, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.
Salaberry de Valleyfield, 19 août 1957.
45660-34-2

[Première insertion: 24 août 1957]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauharnois

Magistrate's Court, Montreal, No. 410,474. M. STOBER, merchant, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs JEAN P. PELCHAT, of the city of Valleyfield, district of Beauharnois, defendant.

As belonging to the defendant:

"Subdivision one hundred and fifty-eight and part of subdivision one hundred and sixty-nine of lot number 91 of the official plan and book of reference of the parish of Ste-Cécile, with the building thereon erected, bearing Civic number 74 Joron Street in the city of Valleyfield, in the Province of Quebec."

To be sold at my Office, in the city of Salaberry of Valleyfield, on THURSDAY the TWENTY-SIXTH of SEPTEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry of Valleyfield, August 19, 1957.
45660-34-2-o

[First insertion: August 24, 1957]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 7735. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur vs ALBERT DUBOIS, cultivateur, de South Stukely, comté de Shefford, P.Q., défendeur.

"Une ferme sise et située dans le canton de Stukely contenant deux cent sept acres en superficie, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit Canton comme étant les lots numéros trois cent quatre-vingt-dix-neuf et quatre cent (399 et 400), avec les bâtisses sus érigées".

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne de la Rochelle, dans le comté de Shefford, district de Bedford, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.
Sweetsburg, Qué., ce 16 août 1957.
45637-34-2-o

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 7735. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, vs ALBERT DUBOIS, farmer, of South Stukely, county of Shefford, P.Q., defendant.

"A farm located and situated in the township of Stukely containing two hundred and seven cares in area, more or less, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said township as being lots numbers three hundred and ninety-nine and four hundred (399 and 400), with all the structures thereon erected."

To be sold in block, at the parochial church door of Ste-Anne de la Rochelle, in the county of Shefford, district of Bedford, on the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sweetsburg, Que., this 16th day of August, 1957.
45637-34-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Gaspé
Cour de l'Échiquier du Canada

Ottawa, N° 134141. IMPÔT SUR LE REVENU, Ottawa, requérant contre JEAN CHS. SASSEVILLE & FRÉDÉRIC SCANLEN, Ste-Anne des Monts, comté de Gaspé, intimé.

La propriété à vendre est la suivante:

"Un terrain situé au premier rang de la paroisse de Ste-Anne des Monts, étant de forme irrégulière, et désigné comme faisant partie du lot numéro dix (10) au cadastre officiel pour le bloc A du canton Tourelle, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, borné au nord-ouest au Golfe St-Laurent au nord-est à la petite rivière Ste-Anne, au sud-est au Boulevard Perron

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Gaspé
Court of the Exchequer of Canada

Ottawa, No. 134141. INCOME TAX, Ottawa, petitioner, versus JEAN CHS. SASSEVILLE & FRÉDÉRIC SCANLEN, Ste-Anne des Monts, county of Gaspé, respondent.

The property to be sold is the following:

"A piece of land situated in range one of the parish of Ste. Anne des Monts, being of irregular shape, and designated as forming part of lot number ten (10) of the official cadastre for Block A of the township of Tourelle, with buildings erected thereon, circumstances, bounded northwesterly by the Gulf of St. Lawrence, northeasterly by Petite Rivière Ste. Anne, south-

et au sud-ouest au lot numéro trois (3) appartenant pour partie au Ministère de la Voirie.".

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Anne des Monts, MERCREDI, le SEIZIÈME jour d'OCTOBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q., septembre le 10, 1957.
45813-37-2-o

Fieri Facias de Bonis
District de Gaspé

Cour Supérieure, N° 4642. { SOUTH BAY LUMBER CO. LTD. & J. R. KEAYS, Gaspé, requérant; contre JOSEPH GEORGES PLOURDE, Rivière au Renard, intimé.

Les propriétés à vendre sont les suivantes:

Faisant partie du lot 48 de l'arpentage primitif, borné au nord ouest par le premier rang ouest, au nord est par les lots 222, 221-1 et 221-2 au sud est par le Boulevard Perron et la Rivière-au-Renard, au sud ouest par le lot 217-1; mesurant deux cent quinze pieds (215′) de largeur sur une profondeur moyenne de cinq mille sept cent dix pieds (5710′) contenant en superficie vingt-huit acres et onze centièmes (28.11).

Formant partie du lot 5 de l'arpentage primitif. Borné au nord par le no 566-1, au sud est par l'ancien chemin, au sud par le no 565-2, à l'ouest par la partie non subdivisée du canton Fox, mesurant (271′) deux cent soixante-onze pieds de largeur par une profondeur moyenne de (4630′) quatre mille six cent trente pieds; contenant en superficie vingt-huit acres et quatre-vingts centièmes (28.80).

Faisant partie du lot 50 de l'arpentage primitif, borné au nord ouest par le premier rang ouest, au nord est par le lot 213-1 au sud est par la Rivière au Renard, au sud ouest par le lot 211-3 mesurant cent cinquante-cinq pieds (155′) de largeur sur une profondeur moyenne de quatre mille six cent vingt pieds (4620′) contenant en superficie seize acres et quarante-quatre centièmes (16.44).

Formant partie du lot no 16 de l'arpentage primitif. Borné au nord est par le quatrième rang est, au sud est par le no 716 au sud ouest par le canton Baie de Gaspé Nord, au nord ouest par le no 718; mesurant (428′) quatre cent vingt-huit pieds de largeur par une profondeur moyenne de 4620′ quatre mille six cent vingt pieds; contenant en superficie quarante-cinq acres et trois dixième (45.3).

Pour être vendues à la porte de l'église de Rivière au Renard MERCREDI le SEIZIÈME jour d'OCTOBRE 1957 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, le 10 septembre 1957. 45814-37-2-o

HULL

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, N° 374-378. { BERNARD PROULX, des cité et district de Hull, chauffeur de camion, demandeur vs THE WHITE MOTOR COMPANY OF CANADA LIMITED, défenderesse, & MES. HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM, SMITH & DAVIS, avocat-distrayants pour les frais seulement.

Fieri Facias de Bonis
District of Gaspé

Superior Court, No. 4642. { SOUTH BAY LUMBER CO. LTD. & J. R. KEAYS, Gaspé, petitioner; versus JOSEPH GEORGES PLOURDE, Rivière au Renard, respondent.

The properties to be sold are the following:

Forming part of lot 48 of the original survey, bounded northwesterly by range one west, northeasterly by lots 222, 221-1 and 221-2, southeasterly by the Perron Boulevard and Rivière-au-Renard, southwesterly by lot 217-1; measuring two hundred and fifteen feet (215′) in width by an average depth of five thousand seven hundred and ten feet (5710′) containing an area of twenty-eight acres and eleven hundredths (28.11).

Forming part of lot 5 of the original survey, bounded northerly by No. 566-1, southeasterly by the former road, southerly by No. 565-2, westerly by the unsubdivided part of the township of Fox, measuring (271′) two hundred and seventy-one feet wide by an average depth of (4630′) four thousand six hundred and thirty feet; containing an area of twenty-eight acres and eighty hundredths (28.80).

Forming part of lot 50 of the original survey, bounded northwesterly by range one west, northeasterly by lot 213-1, southeasterly by Rivière-au-Renard, southwesterly by lot 211-3 measuring one hundred and fifty-five feet (155′) in width by an average depth of four thousand six hundred and twenty feet (4620′) containing an area of sixteen acres and forty-four hundredths (16.44).

Forming part of lot No. 16 of the original survey, bounded northeasterly by range four east, southeasterly by No. 716, southwesterly by the township of Baie de Gaspé Nord, northwesterly by No. 718; measuring (428′) four hundred and twenty-feet in width by an average depth of 4620′ four thousand six hundred and twenty feet; containing an area of forty-five acres and three tenths (45.3).

To be sold at the door of the church of Rivière au Renard, WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of OCTOBER 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, September 10, 1957. 45814-37-2

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 374-378. { BERNARD PROULX, of the city and district of Hull, truck driver, plaintiff, vs THE WHITE MOTOR COMPANY OF CANADA LIMITED, defendant & MES HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM, SMITH & DAVIS, distracting for cost only.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q., septembre le 10, 1957.
45813-37-2-o

Fieri Facias de Bonis
District de Gaspé

Cour Supérieure, N° 4642. { SOUTH BAY LUMBER CO. LTD. & J. R. KEAYS, Gaspé, requérant; contre JOSEPH GEORGES PLOURDE, Rivière au Renard, intimé.

Les propriétés à vendre sont les suivantes:

Faisant partie du lot 48 de l'arpentage primitif, borné au nord ouest par le premier rang ouest, au nord est par les lots 222, 221-1 et 221-2 au sud est par le Boulevard Perron et la Rivière-au-Renard, au sud ouest par le lot 217-1; mesurant deux cent quinze pieds (215′) de largeur sur une profondeur moyenne de cinq mille sept cent dix pieds (5710′) contenant en superficie vingt-huit acres et onze centièmes (28.11).

Formant partie du lot 5 de l'arpentage primitif. Borné au nord par le no 566-1, au sud est par l'ancien chemin, au sud par le no 565-2, à l'ouest par la partie non subdivisée du canton Fox, mesurant (271′) deux cent soixante-onze pieds de largeur par une profondeur moyenne de (4630′) quatre mille six cent trente pieds; contenant en superficie vingt-huit acres et quatre-vingts centièmes (28.80).

Faisant partie du lot 50 de l'arpentage primitif, borné au nord ouest par le premier rang ouest, au nord est par le lot 213-1 au sud est par la Rivière au Renard, au sud ouest par le lot 211-3 mesurant cent cinquante-cinq pieds (155′) de largeur sur une profondeur moyenne de quatre mille six cent vingt pieds (4620′) contenant en superficie seize acres et quarante-quatre centièmes (16.44).

Formant partie du lot no 16 de l'arpentage primitif. Borné au nord est par le quatrième rang est, au sud est par le no 716 au sud ouest par le canton Baie de Gaspé Nord, au nord ouest par le no 718; mesurant (428′) quatre cent vingt-huit pieds de largeur par une profondeur moyenne de 4620′ quatre mille six cent vingt pieds; contenant en superficie quarante-cinq acres et trois dixième (45.3).

Pour être vendues à la porte de l'église de Rivière au Renard MERCREDI le SEIZIÈME jour d'OCTOBRE 1957 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, le 10 septembre 1957. 45814-37-2-o

HULL

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, N° 374-378. { BERNARD PROULX, des cité et district de Hull, chauffeur de camion, demandeur vs THE WHITE MOTOR COMPANY OF CANADA LIMITED, défenderesse, & MES. HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM, SMITH & DAVIS, avocat-distrayants pour les frais seulement.

Fieri Facias de Bonis
District of Gaspé

Superior Court, No. 4642. { SOUTH BAY LUMBER CO. LTD. & J. R. KEAYS, Gaspé, petitioner; versus JOSEPH GEORGES PLOURDE, Rivière au Renard, respondent.

The properties to be sold are the following:

Forming part of lot 48 of the original survey, bounded northwesterly by range one west, northeasterly by lots 222, 221-1 and 221-2, southeasterly by the Perron Boulevard and Rivière-au-Renard, southwesterly by lot 217-1; measuring two hundred and fifteen feet (215′) in width by an average depth of five thousand seven hundred and ten feet (5710′) containing an area of twenty-eight acres and eleven hundredths (28.11).

Forming part of lot 5 of the original survey, bounded northerly by No. 566-1, southeasterly by the former road, southerly by No. 565-2, westerly by the unsubdivided part of the township of Fox, measuring (271′) two hundred and seventy-one feet wide by an average depth of (4630′) four thousand six hundred and thirty feet; containing an area of twenty-eight acres and eighty hundredths (28.80).

Forming part of lot 50 of the original survey, bounded northwesterly by range one west, northeasterly by lot 213-1, southeasterly by Rivière-au-Renard, southwesterly by lot 211-3 measuring one hundred and fifty-five feet (155′) in width by an average depth of four thousand six hundred and twenty feet (4620′) containing an area of sixteen acres and forty-four hundredths (16.44).

Forming part of lot No. 16 of the original survey, bounded northeasterly by range four east, southeasterly by No. 716, southwesterly by the township of Baie de Gaspé Nord, northwesterly by No. 718; measuring (428′) four hundred and twenty-feet in width by an average depth of 4620′ four thousand six hundred and twenty feet; containing an area of forty-five acres and three tenths (45.3).

To be sold at the door of the church of Rivière au Renard, WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of OCTOBER 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, September 10, 1957. 45814-37-2

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 374-378. { BERNARD PROULX, of the city and district of Hull, truck driver, plaintiff, vs THE WHITE MOTOR COMPANY OF CANADA LIMITED, defendant & MES HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM, SMITH & DAVIS, distracting for cost only.

1° Une partie du lot numéro cinq dans le cinquième rang du canton de Hull conformément au cadastre dudit canton de Hull, contenant cinquante pieds (50′) de largeur par cent pieds (100′) de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, bornée au nord par une partie du même lot, au sud par une partie du même lot, étant une rue projetée, à l'est par le chemin N° 11 Hull-Maniwaki, à l'ouest par une partie du même lot.

2° Une partie du lot numéro cinq dans le cinquième rang du canton de Hull conformément au cadastre dudit canton, contenant cinquante pieds (50′) de largeur par cent pieds de profondeur (100′), plus ou moins, mesure anglaise, bornée au nord par une partie du même lot, à l'est par le chemin N° 11 Hull-Maniwaki, au sud et à l'ouest par des parties du même lot; avec toutes les bâtisses dessus érigées sur lesdits lots, membres et appartenances.

Pour être vendus, "en bloc", à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif.
Hull, ce 13 août 1957.

45640-34-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No. 4820. RICHARD ARTHUR CRAIG, contracteur de la cité d'Ottawa, Province d'Ontario, demandeur vs LOUIS MORRIS, autrefois marchand de la cité d'Ottawa, Province d'Ontario et maintenant de lieux inconnus, défendeur et J. GINSBERG, domicilé au No 41 rue Eardley, dans la ville d'Aylmer, district de Hull, en sa qualité de syndic aux biens de la succession dudit Louis Morris, failli, et LE REGISTRATEUR du Bureau d'Enregistrement de Hull, cité et district de Hull, mis-en-cause.

"Tout ce morceau ou parcelle de terrain sis et situé et étant dans le canton de Templeton connu et décrit suivant les plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton, comme faisant partie du lot treize-A (13-A), douzième rang (R-12) du canton de Templeton, décrit plus particulièrement comme suit: Partant à l'intersection de la ligne séparative entre les lots treize-A (13-A) et quatorze-A (14-A) avec la limite sud du chemin public, de là vers le sud et suivant la ligne séparative entre lesdits lots treize-A (13-A) et quatorze-A (14-A) sur une distance de cent trente-deux pieds (132′), plus ou moins, jusqu'à la rive du Lac McGregor, de là vers l'est et suivant la rive du Lac McGregor sur une distance de cent pieds (100′), plus ou moins, de là vers le nord et parallèle à la ligne séparative entre les lots treize-A (13-A) et quatorze-A (14-A) sur une distance de cent trente-neuf pieds (139′) jusqu'à la limite sud du chemin public, de là vers l'ouest et suivant la limite sud du chemin public jusqu'au point de départ. Borné à l'ouest par le lot quatorze-A (14-A), au nord par le chemin public, à l'est par le résidu dudit lot treize-A (13-A) étant la propriété de Bernard Slattery ou représentants et au sud par les eaux du Lac McGregor contenant approximativement un tiers d'acre en superficie: Sujet à une servitude réelle de droit de passage en faveur des portions restantes du lot treize-A (13-A) sur la route carrossable actuelle. Avec ensemble toutes les bâtisses et améliorations dessus érigées et les membres et dépendances y appartenant".

1. Part of lot number five in the fifth range of the township of Hull, according to the cadastre of said township of Hull, containing fifty feet (50′) in width by one hundred feet (100′) in depth, more or less, English measure, bounded to the north by part of same lot, to the south by part of same lot, being a proposed street, to the east by the Hull-Maniwaki Highway No. 11, to the west by part of same lot.

2. Part of lot number five in the fifth range of the township of Hull, according to the cadastre of said township, containing fifty feet (50′) in width by one hundred feet (100′) in depth, more or less, English measure, bounded to the north by part of same lot, to the east by the Hull-Maniwaki Highway No. 11, to the south and to the west by parts of same lot; with all the buildings thereon erected on said lots, members and appurtenances.

To be sold "en bloc" at my office, Court House, in the city of Hull, on SEPTEMBER TWENTY-SIXTH 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Hull, August 13, 1957.

45640-34-2

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 4820. RICHARD ARTHUR CRAIG, contractor, of the city of Ottawa, Province of Ontario, plaintiff, vs LOUIS MORRIS, formerly merchant of the city of Ottawa, Province of Ontario and presently of unknown whereabouts, devendant, and J. GINSBERG, domiciled to No. 41 Eardley St., Town of Aylmer, District of Hull, in his quality of Trustee regarding the assets of the said Louis Morris Estate, bankrupt, and THE REGISTRAR of the Registry Office of Hull, city and district of Hull, Mis-en-cause.

"All that piece or parcel of land lying, situate and being in the Township of Templeton, known and described according to the Official Plan and Book of Reverence for the said Township as being part of lot Thirteen-A (13-A) in the Twelfth range (R-12) of the Township of Templeton, more particularly described as follows: Commencing at the intersection of the division line between lots Thirteen-A (13-A) and fourteen-A (14-A) with the Southerly boundary of the public road, thence Southerly and following the division line between said lots Thirteen-A (13-A) and Fourteen-A (14-A), a distance of one hundred and thirty-two feet (132′) more or less, to the shore of McGregor Lake, thence Easterly and following the shore of McGregor Lake a distance of one hundred feet (100′) more or less, thence Northerly and parallel with the division line between lots Thirteen-A (13-A) and Fourteen-A (14-A), a distance of one hundred and thirty-nine feet (139′) to the Southerly boundary of the public road, thence Westerly and following the Southerly boundary of the public road to the place of commencement. Bounded on the West by lot Fourteen-A (14-A), on the North by the Public Road, on the East by the remainder of the said lot Thirteen-A (13-A), the property of Bernard Slattery or representatives, and on the South by the waters of McGregor Lake containing approximatily one third of an acre in superficies: Subject to a real servitude of right-of-way in favour of the remaining portions of lot Thirteen-A (13-A) over the presently travelled route. Together with all buildings and improvements thereon erected

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale St-Antoine, à Perkins, district de Hull, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
Hull, ce 16 août 1957.

45638-34-2-o

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour de Magistrat, N° 13,949.

GÉRALD LALONDE, de la Ville de Buckingham, journalier, demandeur, vs LIONEL PÉRIARD, de Chénéville, district de Hull, défendeur.

"Un certain terrain ou emplacement sis et situé en le village de Chénéville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Hartwell, comme étant une partie du lot numéro douze-A (Ptie 12-A) dans le deuxième (2e) rang dudit canton, mesurant soixante pieds (60′) de largeur par cent trente-cinq pieds (135′) de profondeur et contenu dans les bornes suivantes: Au nord, par la rue appelée "Montée Pambrun", à l'ouest, par la propriété de Sidney Lavallée, à l'est partie par la propriété de Marcel Périard et partie par la propriété de Yvon Lirette et au sud par le terrain appartenant à Rosaire Pilon, ou représentants, avec toutes bâtisses y érigées, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale St-Félix de Valois, à Chénéville, district de Hull, le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
Hull, ce 19 août 1957.

45639-34-2-o

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, N° 6030.

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, vs LIONEL PERTH, de Chénéville, comté de Papineau, défendeur.

Un terrain sis et situé dans le canton de Suffolk connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel dudit canton de Sufflok, dans le quatrième rang sous le lot de terre numéro quatre, sous la moitié ouest du lot numéro cinq, mesurant cent cinquante-six acres en superficie, plus ou moins, et compris dans les bornes suivantes: au sud les terres du rang trois, au nord les terres du rang 5, à l'ouest le lot N° 3 propriété de M. André Lalande, à l'est la moitié est du lot numéro cinq, propriété de Florent Gagnon. Avec toutes bâtisses y érigées.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Félix de Valois, à Chénéville, district de Hull, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif.
R. ST. PIERRE.

Bureau du Shérif,
Hull, ce 10 septembre 1957.

45816-37-2-o

---

and the members and appurtenances thereunto belonging".

To be sold at the parochial church door of St-Antoine, at Perkins, district of Hull, on the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Hull, August 16, 1957.

45638-34-2

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrate's Court, No. 13,949.

GÉRALD LALONDE, of the town of Buckingham, laborer, plaintiff, vs LIONEL PÉRIARD, of Chénéville, district of Hull, defendant.

"A certain lot of land or emplacement located and situated in the village of Chénéville, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the township of Hartwell, as being a part of lot number twelve-A (Pt. 12-A) in the second (2nd) range of the said township, measuring sixty feet (60′) in width by one hundred and thirty-five feet (135′) in depth and contained within the following bounderies: On the North, by the street called "Montée Pambrun", on the west, by the property of Sydney Lavallée, on the east, partly by the property of Marcel Périard and partly by the property of Yvon Lirette and on the south, by the land belonging to Rosaire Pilon, or representatives, with all structures thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St. Félix de Valois, at Chénéville, district of Hull, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Hull, August 19, 1957.

45639-34-2

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 6030.

THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, vs LIONEL PERTH, of Chénéville, county of Papineau, defendant.

A piece of land lying and situated in the township of Suffolk known and designated on the plan and book of reference of the office cadastre of said township of Suffolk, in range four, as lot of land number four, as the westerly half of lot number five, measuring one hundred and fifty-six acres in area, more or less, and included in the following boundaries: southerly, the farms of range three, northerly, the farms of range 5, westerly, lot No. 3, the property of Mr. André Lalande, easterly, the easterly half of lot number five, the property of Florent Gagnon. With all buildings erected thereon.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St. Félix de Valois, at Chénéville, district of Hull, the EIGHTEENTH day of OCTOBER 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST. PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Hull, this September 10, 1957.

45816-37-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, N° 5507. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LTD., corporation avec siège social à Montréal et ayant une place d'affaires au N° 107 rue Hôtel-de-Ville, Hull, district de Hull, demanderesse; vs Dame ALICE DICAIRE, fille majeure domiciliée à Thurso, district de Hull, héritière bénéficiaire de la succession d'Aurèle Desrochers, de son vivant marchand de Thurso, district de Hull, défendresse.

1° Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot numéro 3 du cadastre officiel du village de Thurso, mesurant 50′ de largeur, du nord vers le sud, à partir à 50 au sud de la ligne nord dudit lot, en allant vers le sud, par une profondeur de 100′, à partir de la rue Galipeau, en allant vers l'est borné en front à l'ouest par la rue Galipeau, au nord par partie dudit lot 3, occupée par un nommé Emmanuel Guindon et des deux autres côtés, est et sud, par le résidu dudit lot, propriété de Léon Paul. Avec toutes les bâtisses y érigées, tel qu'acquis de Adélard Bédard, devant F. Leduc, notaire, le 21 septembre 1953, enregistré sous n° 73939.

2° *a*) Un emplacement situé sur le côté sud de la rue Victoria ou route n° 8, dans le village de Thurso, connu comme étant partie des lots 19, 59 et 60 du cadastre officiel du village de Thurso, situé à 130′ à l'ouest de la propriété de Pierre Baston (ou représentants Madame Polydore Lacasse), et ayant une largeur de 50′ plus ou moins, en allant vers l'ouest, par toute la profondeur du terrain tel qu'acquis par l'acte de vente de Dame Delphis Duval à J.-Bte Chénier, enregistré sous n° 34930; borné au sud par le résidu dudit lot 19, propriété de The Singer Mfg. Co., au nord par la rue Victoria, à l'est par la propriété de Dame J.-Bte Chénier (ou représentants Herbert Smith), à l'ouest par la propriété de Delphis Lajoie. Avec un petit bureau érigé sur ledit immeuble. Tel qu'acquis par ledit Aurèle Desrochers de Albert D'Aragon, aux termes d'un acte de vente passé devant F. Leduc, notaire, le 1er avril 1954, enregistré sous n° 74779.

b) Un lopin de terre situé au sud de la rue Victoria ou route n° 8 à Thurso, connu et désigné comme étant partie des lots 19 et 60 du cadastre officiel du village de Thurso, comprenant tout le terrain que possède ledit Herbert Smith à l'ouest de la ligne de division suivante, dressés par les parties, qu'elles acceptent à toutes fins que de droit comme étant la ligne séparative de leur propriété respective, savoir: Cette ligne de division est une ligne droite, partant à un point situé sur le côté sud de la rue Victoria, à 90½′ à l'ouest du coin nord-est de l'emplacement de Herbert A. Smith pour atteindre un autre point situé sur la ligne sud de l'emplacement dudit H. A. Smith, à 80′ à l'ouest du coin sud-est du même emplacement dudit H. A. Smith. En d'autres termes, la partie restant à H. A. Smith de son emplacement mesurera 90½′ en front sur la rue Victoria et 80′ dans la ligne sud. De bons poteaux en fer devront être plantés à chacune des deux extrémités de la dite ligne séparative, par les parties. La partie présentement décrite comprend une largeur de 36′ par une profondeur de 247′ le tout, plus ou moins et quel que soit le plus ou le moins. Borné en front au nord par la rue Victoria, au sud par partie dudit lot 19, propriété de The Singer Mfg., Co., à l'est par partie des lots 59 et 19, propriété de H. A. Smith et à l'ouest par partie dudit lot 60

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 5507. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LTD., a corporation with head office in Montreal and having a place of business at No. 107 City Hall Street, Hull, district of Hull, plaintif vs Dame ALICE DICAIRE, fille majeure domiciled at Thurso, district of Hull, beneficiary heiress of the Estate of Aurèle Desrochers, in his lifetime a merchant of Thurso, district of Hull, defendant.

1° An immoveable known and designated as being a part of lot number 3 of the official cadastre of the village of Thurso, measuring 50′ in width, from north to south, as from 50′ south of the north line of said lot, in a southerly direction, by a depth of 100′, from Galipeau Street, in an easterly direction bounded in front, westerly, by Galipeau Street, northerly by part of said lot 3, occupied by a so-called Emmanuel Guindon and on the two other sides, east and south, by the residue of said lot, the property of Léon Paul. With all the buildings erected thereon, as purchased from Adelard Bédard, before F. Leduc, notary, spetember 21, 1953, registered under No. 73939.

2. *a*) An emplacement situated on the south side of Victorial Street or Route No. 8, in the village of Thurso, known as being part of lots 19, 59 and 60 of the official cadastre of the village of Thurso, situated at 130′ west of the property of Pierre Baston (or represencatives Mrs. Polydore Lacasse), and having a width of 50′ feet more or less, in a westerly direction, by the whole depth of the land as purchased by Deed of Sale from Dame Delphis Duval to J. Bte. Chénier, registered under No. 34930; bounded southerly by the residue of said lot 19 property of The Singer Mfg. Co., northerly by Victoria Street, easterly by the property of Dame J. Bte. Chénier (or representatives Herbert Smith) westerly by the property of Delphis Lajoie. With a small office erected on said immoveable. As purchased by the said Aurèle Desrochers from Albert D'Aragon, in the terms of a Deed of Sale passed before F. Leduc, notary, on April 1st, 1954, registered under No. 74779.

(*b*) A plot of land situated south of Victoria Street or route No. 8 at Thurso, known and designated as being part of lots 19 and 60 of the official cadastre of the village of Thurso, comprising all the land held by the said Herbert Smith west of the following dividing line drawn by the parties, and accepted by them for any legal purposes as being the dividing line of their respective properties, to wit: the said dividing line is a straight line, commencing at a point situated on the southerly side of Victoria street, at 90½′ west of the northeast corner of the emplacement of Herbert A. Smith and reaching another point situated on the south line of the emplacement of said H. A. Smith, at 80′ west of the southwest corner of the same emplacement of the said H. A. Smith. In other terms, the part of H. A. Smith's emplacement remaining to him will measure 90½′ in front on Victoria Street and 80′ within the southerly line. Good iron posts shall be planted at each of the two extrimities of the said dividing line, by the parties. The part presently described comprises a width of 36′ by a depth of 247′, all of which more or less, and whatever the more or less may be. Bounded in front northerly by Victoria street, southerly by part of said lot 19, the property of The Singer Mfg. Co., easterly by part of lots 59 and 19, property of H. A. Smith and westerly by part of said

et dudit lot 19, propriété de Aurèle Desrochers ci-devant décrite. Tel qu'acquis de Herbert A. Smith aux termes d'un acte de vente passé devant F. Leduc, notaire, le 30 avril 1954, enregistré sous n° 74935.

Le tout avec toutes bâtisses, dépendances, améliorations érigées ou en voie de construction se trouvant sur les emplacements ci-dessus décrits.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale St-Jean l'Évangéliste, à Thurso, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST. PIERRE.
ce 10 septembre, 1957. 45815-37-2-o

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour de Magistrat, District d'Arthabaska, N° 21,612. CHARLEMAGNE TOUSIGNANT, commerçant de Ste-Sophie de Lévrard, demandeur vs GÉRARD CARRIER & ARTHUR CARRIER, de St-Jean de Brébeuf, défendeur.

Un terrain situé sur le rang trois du canton d'Inverness, de cent acres de superficie, plus ou moins, connu au cadastre du canton d'inverness comme étant la demie sud-ouest du numéro cent quarante-quatre, borné en front au sud-ouest partie au chemin et partie au cordon entre les rangs deux et trois, en arrière au nord-est à la demie nord-est du même lot appartenant à Richard Wright, d'un côté au sud-est à la demie sud-ouest du lot 143, appartenant à Alfred Carrier, et nord-ouest au lot numéro 145, appartenant à Léonard Carrier, sans bâtisse dessus.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jean-de-Brébeuf, comté de Mégantic, MERCREDI le SEIZIÈME jour d'OCTOBRE 1957 à DEUX heures de l'après-midi. (Heure solaire).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT LAMONDE.
Arthabaska, le 3 septembre 1957. 45788-37-2-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Quebec
District de Montmagny

Cour Supérieure, N° 7554. J. A. CLERMONT PELCHAT, négociant, St-Nazaire, Dorchester, P.Q. demandeur, vs ROBERT BLAIS, St-Paul du Buton, comté de Montmagny, défendeur.

Une ferme située en la municipalité de St-Philémon, comté de Bellechasse, désignée sous le numéro trente-neuf-B (39-B) du quatrième rang (VI) du canton Mailloux, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances; tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Philémon, comté de Bellechasse, JEUDI, le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1957, à NEUF heures et DEMI de l'avant-midi (9½ heures a.m.).

"Le lot N° 39, rang I, canton Rollet, d'une superficie de 97 acres, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et sous réserves des droits de la Couronne."

lot 60 and said lot 19, property of Aurèle Desrochers previously described. As purchased from Herbert A. Smith in the terms of a Deed of Sale passed before F. Leduc, notary, April 30, 1954, registered under No. 74935.

All of which with all the buildings, dependencies, improvements erected or under construction which happen to be on the emplacements hereinabove described.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church St. Jean l'Évangéliste, at Thurso, the FIFTEENTH day of OCTOBER 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST. PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
this September 10, 1957. 45815-37-2

MEGANTIC

Canada — Province of Quebec
District of Megantic

Magistrate's Court, District of Arthabaska, No. 21,612. CHARLEMAGNE TOUSIGNANT, merchant of Ste. Sophie de Lévrard, plaintiff vs GÉRARD CARRIER & ARTHUR CARRIER, of St. Jean de Brébeuf, defendant.

A piece of land situated in range three of the township of Inverness, of one hundred acres in area, more or less, known, according to the cadastre of the township of Inverness, as being the southwesterly half of number one hundred and forty-four, bounded in front, to the southwest partly by the highway and partly by the line between ranges two and three, in the rear northeasterly by the northeast half of the same lot belonging to Richard Wright, on one side to the southeast by the southwesterly half of lot 143, belonging to Alfred Carrier, and northwesterly by lot number 145, belonging to Léonard Carrier, minus buildings thereon.

To be sold at the door of the parochial church of St. Jean-de-Brébeuf, county of Mégantic, WEDNESDAY the SIXTEENTH day of OCTOBER 1957 at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT LAMONDE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, September 3, 1957. 45788-37-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, No. 7554. J. A. CLERMONT PELCHAT, dealer, St. Nazaire, Dorchester, P.Q. plaintiff vs ROBERT BLAIS, St. Paul du Buton, county of Montmagny, defendant.

A farm situated in the Municipality of St. Philémon, county of Bellechasse, designated under number thirty-nine-B (39-B) range four (IV) of the township of Mailloux, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies; all of which as it actually stands with servitudes both active and passive.

To be sold at the door of the Church of St. Philémon, county of Bellechasse, THURSDAY, the SEVENTEENTH day of OCTOBER 1957, at NINE-THIRTY o'clock in the forenoon (9½ o'clock a.m.)

"The lot No. 39, range I, township of Rollet, of an area of 97 acres, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, under reserve of Crown rights."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Paul, comté de Montmagny, JEUDI, le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1957, à ONZE heures et DEMI de l'avant-midi (11½ heures a.m.)

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHS. OMER BERNIER.
Montmagny, le 9 septembre 1957. 45789-37-2-o

To be sold at the door of the church of St. Paul, county of Montmagny, THURSDAY, the SEVENTEENTH day of OCTOBER 1957, at ELEVEN-THIRTY o'clock in the forenoon (11½ o'clock a.m.).

CHS. OMER BERNIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, September 9, 1957. 45789-37-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 396,900. { LOUISBOURG CONSTRUCTION LTÉE, demanderesse vs CONGREGATION GOOD HEART-CONGREGATION YETEV LEV, défenderesse.

Un certain emplacement ayant front sur la rue St-Urbain, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision cinq cent soixante-dix-sept du lot originaire numéro onze (11-577) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte St-Louis, mesurant cinquante (50) pieds de largeur par cent (100) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou ou moins. Avec ensemble la bâtisse en construction sur icelui portant le numéro civique 5214 rue St-Urbain, Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIÈME jour de SEPTEMBRE 1957, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 20 août 1957. 45661-34-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 396,900. { LOUISBOURG CONSTRUCTION LTÉE, plaintiff vs CONGREGATION GOOD HEART-CONGREGATION YETEV LEV, defendant.

Certain emplacement fronting on St. Urbain Street, in the city of Montreal, known and designated as subdivision five hundred and seventy-seven of the original lot number eleven (11-577) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte St-Louis, measuring fifty (50) feet in width by one hundred (100) feet in depth, English measure and more or less. Together with building thereon in the course of construction bearing civic number 5214 St. Urbain St., Montreal.

To be sold, at my Office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER, 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 20th, 1957. 45661-34-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 86,788. { CHALIFOUR & FRÈRE, marchand en gros, Grondines, comté de Portneuf, P.Q., contre ÉMILIEN PICHÉ, Portneuf Station, comté de Portneuf, P.Q.

"Un terrain emplacement situé à Notre-Dame de Portneuf, au rang St-Charles, mesurant soixante-et-quinze pieds (75′) de largeur sur une profondeur de deux cents pieds (200′), et faisant partie du lot N° 282 du cadastre de Notre-Dame de Portneuf, et borné comme suit: au nord au chemin public, au sud à Bishop & Sons Ltd, à l'est à Léon Marcotte et au nord-est à Émile Gauthier.

A distraire de cet emplacement: La partie du lot N° 282 de Portneuf appartenant à Robert Julien, suivant acte enregistré sous le N° 142, 107; et mesurant soixante pieds (60′) de front sur le chemin public par une profondeur d'environ soixante-quinze pieds (75′), et borné au nord en front au chemin public, au sud à Bishop Alsphat Paper Co., à l'est à Robert Julien et à l'ouest à Émilien Piché; sans bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Portneuf, comté de Portneuf, le VINGT-SIXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif. DR. J. R. GOBEIL.
Québec, le 19 août 1957. 45649-34-2-o
[Première insertion: 24 août 1957.]
[Deuxième insertion: 14 septembre 1957.]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit : No. 86,788. { CHALIFOUR & FRÈRE, wholesale merchant, Grondines, county of Portneuf, P.Q., against ÉMILIEN PICHÉ, Portneuf Station, county of Portneuf, P.Q.

"A lot of land situated at Notre-Dame de Portneuf, in range St-Charles, measuring seventy-five feet (75′) in width upon a depth of two hundred feet (200′), and forming part of lot No. 282 of the cadastre of Notre-Dame de Portneuf, and bounded as follows: on the north, by the public road, on the south, by Bishop & Sons Ltd., on the east, by Léon Marcotte and on the northeast, by Émile Gauthier.

To withdraw from this emplacement: That part of lot No. 282 of Portneuf belonging to Robert Julien, according to registered deed under No. 142,107; and measuring sixty feet (60′) in front on the public road by a depth of about seventy-five feet (75′), and bounded on the north, in front by the public road, on the south, by Bishop Asphalt Paper Co., on the east, by Robert Julien and on the west, by Émilien Piché, without structure.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Portneuf, county of Portneuf, on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

DR. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office. Sheriff.
Quebec, August 19, 1957. 45649-34-2
[First insertion: August 24, 1957.]
[Second insertion: September 14, 1957.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 86,788. { CHALIFOUR & FRÈRE, marchand en gros, Grondines, comté de Portneuf, P.Q. contre ÉMILIEN PICHÉ, Portneuf Station, comté de Portneuf, P.Q.

"Un morceau de terre à Deschambault, au troisième rang, mesurant deux (2) arpents de largeur par quatre (4) arpents de longeur, et borné au nord à Eugène Petit, au sud au chemin du Roi, au nord-est à Armand Delisle et au sud-ouest à Eugène Petit, lequel morceau de terre étant partie du lot N° 319 du cadastre de Deschambault."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Deschambault, comté de Portneuf, le VINGT-SIXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DR J. R. GOBEIL.
Québec, le 19 août 1957. 45648-34-2-o
[Première insertion: 24 août 1957.]
[Deuxième insertion: 14 septembre 1957.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 85868. { JEAN-CHARLES PAQUET journalier, domicilié et résidant à Pont-Rouge, comté de Portneuf, district de Québec, contre Dame FLORE BROUSSEAU, veuve de Arthur Defoy, en son vivant industriel de Pont-Rouge, ladite dame Brousseau domiciliée et résidant dans la cité et district de Québec, désignée ici tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à Claudette Defoy, sa fille.

"Un lot de terre maintenant connu et désigné comme étant la redivision trente-cinq de la subdivision deux du lot originaire soixante et cinq (65-2-35) des plans et livres de renvoi officiel du cadastre pour la paroisse de Sainte-Jeanne de Neuville."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Jeanne de Neuville (Pont-Rouge), comté de Portneuf, le VINGT-SIXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, le 19 août 1957. 45653-34-2-o
[Première insertion: 24 août 1957]
[Deuxième insertion: 14 septembre 1957]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 87,698. { JEAN PAUL MARCOUX, comptable agréé, 750 St-Joseph Est, Québec; contre ROSAIRE GERMAIN, Saint-Basile, comté de Portneuf.

1° Le lot N° 716 du cadastre de Saint-Raymond.

2° Le lot N° 717 du cadastre de Saint-Raymond, sauf un emplacement de un arpent et demi carré réservé par Arlington Henderson, avec une maison au centre dudit emplacement, tel que décrit dans la vente enregistrée sous le N° 114,911.

3° Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Raymond, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro sept cent trente-trois (p. 733) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf; ce lopin de terre contient trois arpents de largeur ou environ (soit toute la largeur dudit lot N° 733) sur une longueur de quinze cent soixante-quinze pieds dans sa ligne sud-ouest et onze cents pieds dans

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 86,788. { CHALIFOUR & FRÈRE, wholesale merchant, Grondines, county of Portneuf, P.Q., against ÉMILIEN PICHÉ, Portneuf Station, county of Portneuf, P.Q.

"A plot of land at Deschambault, in the third range, measuring two (2) arpents in width by four (4) arpents in length, and bounded on the north, by Eugène Petit, on the south, by the King's Highway, on the northeast, by Armand Delisle and on the southwest, by Eugène Petit, which lot of land, being part of lot N° 319 of the cadaster of Deschambault.

To be sold at the parochial church door of Deschambault, county of Portneuf, on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, August 19, 1957. 45648-34-2
[First insertion: August 24, 1957.]
[Second insertion: September 14, 1957.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 85868. { JEAN-CHARLES PAQUET, journeyman, domiciled and residing at Pont Rouge, county of Portneuf, district of Quebec, versus Dame FLORE BROUSSEAU, widow of Arthur Defoy, in his lifetime industrialist of Pont Rouge, the said Dame Brousseau domiciled and residing in the city and district of Quebec, designated herein both personally and in her capacity of tutrix of Claudette Defoy, her daughter.

"A lot of land presently known and designated as being redivision thirty-five of subdivision two of original lot sixty-five (65-2-35) of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Sainte-Jeanne de Neuville."

To be sold at the door of the parochial church of Sainte Jeanne de Neuville, (Pont-Rouge), county of Portneuf, the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next at TEN o'clock in the afternoon.

Dr J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, August 19, 1957. 45653-34-2
[First insertion: August 24, 1957]
[Second insertion: September 14, 1957]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 87,698. { JEAN PAUL MARCOUX, Chartered Accountant, 750 St. Joseph Street, East, Quebec; versus ROSAIRE GERMAIN, Saint-Basile, county of Portneuf.

1. Lot No. 716 of the cadastre of Saint-Raymond.

2. Lot No. 717 of the cadastre of Saint-Raymond, save an emplacement of one square arpent and a half reserved by Arlington Henderson, with a house located in the centre of said emplacement, such as described in the deed of sale registered under No. 114,911.

3. A plot of land situated in the parish of Saint-Raymond, known and designated as being a part of lot number seven hundred and thirty-three (p. 733) of the official cadastre of the parish of Saint-Raymond, county of Portneuf; this plot of land containing three arpents in width or some (i.e. all the width of said lot No. 733) along a length of fifteen hundred and seventy-five feet in its southwesterly line and

sa ligne nord-est, et il est borné comme suit: en front au nord-ouest au chemin de la Montagne, en profondeur au sud-est au résidu d'une partie dudit lot N° 733 demeurant la propriété du vendeur (Roger Vachon), d'un côté au nord-est à Majella Côté, et d'autre côté au sud-ouest à monsieur Côté, avec les bâtisses dessus construites et tous les objets et effets mobiliers s'y trouvant. (Description prise dansvente enrg. N° 131,518.)

4° Le lot N° 738 du cadastre de Saint-Raymond, sauf et à distraire la partie vendu à Marcel Granite Inc., savoir: Un morceau de terre mesurant trois arpents de largeur sur 8 arpents de longueur, borné au nord-est au chemin de la montagne, au sud-ouest à J. R. Germain, au sud-est au lot N° 739 et au nord-ouest au lot N° 737, et tel que décrit dans la vente enregistrée sous le N° 138,170.

5° Le lot N° 752 du cadastre de Saint-Raymond.

6° Une partie du lot numéro sept cent cinquante-trois (p. 753) du cadastre de Saint-Raymond, mesurant vingt-cinq acres et demi en superficie; comme appartenant à Émile Gaudet lors de l'adjudication. (Description dans vente par la Corporation municipale du comté de Portneuf, enregistrement N° 105,118.) A distraire de ce terrain la partie dudit lot N° 753 vendue à Émile Piché, et décrite comme suit, dans vente enregistrée sous le N° 143,071.

Une terre située en la paroisse de Saint-Raymond, contenant un arpent et demi de largeur sur environ dix-sept arpents de longueur, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro sept cent cinquante-trois (p. 753) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, cette terre est bornée comme suit: en front au nord-est à la ligne limitative nord-est de ce lot, en profondeur au sud-ouest à M. Édouard Durand, d'un côté au nord-ouest au lot N° 752 appartenant au vendeur et d'autre côté au sud-est à Gédéon Marcotte.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, comté de Portneuf, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DR. J. R. GOBEIL.
Québec, le 19 août 1957. 45652-34-2-o

[Première insertion: 24 août 1957]
[Deuxième insertion: 14 septembre 1957]

4. Lot No. 738 of the cadastre of Saint-Raymond, save and except that part sold to Marcel Granite Inc., to wit: A piece of land measuring three arpents in width by 8 arpents in length, bounded northeasterly by the Mountain Road, southwesterly by J. R. Germain, southeasterly by lot No. 739 and northwesterly by lot No. 737, all of which as described in deed of sale registered under No. 138,170.

5. Lot No. 752 of the cadastre of Saint-Raymond.

6. A part of lot number seven hundred and fifty-three (p. 753) of the cadastre of Saint-Raymond, measuring twenty-five acres and a half in area; as belonging to Émile Gaudet at the time of the purchase. (Description in deed of sale by the Municipal Corporation of the county of Portneuf, registration No. 105,118.) Save and except that part of said lot No. 753 sold to Émile Piché, and described as follows, in deed of sale registered under No. 143,071.

A farm situated in the parish of Saint-Raymond, containing one arpent and a half in width by some seventeen arpents in length, known and designated as being a part of lot number seven hundred and fifty-three (p. 753) of the official cadastre of the parish of Saint-Raymond, county of Portneuf, said land is bounded as follows: in front northeasterly by the northeasterly boundary line of said lot, in depth southwesterly by Mr. Édouard Durand, on one side northwesterly by lot No. 752 belonging to the vendor and on the other side southeasterly by Gédéon Marcotte.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of Saint-Raymond, county of Portneuf, the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, August 19, 1957. 45652-34-2

[First insertion: August 24, 1957]
[Second insertion: September 14, 1957]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 86,577. { EMILE PELLETIER, rentier de Québec, contre LUCIENNE DUBOIS,

épouse séparée de biens de Sieur Adolphe Robert, tous deux de Québec et ledit ADOLPHE ROBERT mis en cause pour autoriser son épouse aux fins des présentes.

1° Un terrain mesurant cinquante-cinq pieds (55′) par cent quarante-cinq pieds (145′) le tout plus ou moins borné au nord par un chemin, à l'est par la lisière ci-après décrite, au sud par le Lac Saint-Augustin et à l'ouest par M. Louis Philippe Vallières ou représentants, avec en plus le droit de passage à pieds et en voiture pour l'acquéreur et ses représentants, pour se rendre au bocage, au terrain de jeu et au Lac Saint-Augustin, ledit lot de terrain étant une partie du lot cinq cents (ptie 500) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la pa-

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 86,577. { EMILE PELLETIER, annuitant of Quebec, against LUCIENNE DUBOIS, wife separate as to property of Mr. ADOLPHE ROBERT, both of Quebec, mis en cause, and the said Adolphe Robert to authorize his wife for these present purposes.

1. A plot of land measuring fifty-five feet (55′) by one hundred and forty-five feet (145′) the whole more or less bounded on the north by a road, on the east, by the strip hereinafter described, on the south, by Lake Saint-Augustin, and on the west, by Mr. Louis Philippe Vallières or representatives, with, moreover, the right of way on foot and by carriage for the purchaser and his representatives, to get to the wooded area, to the play-ground and to Lake Saint-Augustin, the said lot of land being a part of lot five hundred (pt. 500) on the official plan

roisse de Saint-Augustin, comté de Portneuf, avec bâtisses et dépendances. Tel que le tout actuellement.

2° Un autre lot de terrain ainsi décrit dans l'acte d'acquisition du vendeur, enregistré sous le N° 103321. Une lisière de terrain de douze pieds de largeur (12′) voisine du lot possédé actuellement par l'acheteur et s'étendant sur une profondeur d'environ cent quarante-cinq pieds (145′) à partir du Lac Saint-Augustin. Et aussi un morceau de terrain en arrière du chalet que l'acquéreur possède actuellement, d'environ seize pieds (16′). Le tout étant partie du numéro cinq cent (500) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Augustin, comté de Portneuf, et tel que figuré sur un petit plan demeuré annexé à l'original d'un acte enregistré sous le N° 103,321.

Cette lisière de douze pieds (12′) se trouve voisine du côté est du lot en premier lieu décrit.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Augustin, comté de Portneuf, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Québec, 20 août 1957.

Le Député Shérif,
45657-34-2-o ALBERT F. RACETTE.

[Première insertion: 24 août 1957]
[Deuxième insertion: 14 septembre 1957]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 73,764. { PIERRE AURÈLE BEAUDOIN, marchand de gros de Laurier Station, comté de Lotbinière; contre JACQUES LAFLEUR, de Saint-Antoine de Tilly, comté de Lotbinière.

Un emplacement contenant quatre-vingt-dix pieds (90′) de front sur cent pieds (100′) de profondeur, mesure anglaise; borné au sud au chemin, au nord au bout de la profondeur de cent pieds (100′), au nord-est à Ernest Lefebvre, et au sud-ouest à Josaphat Lambert. Un autre lopin de terre de forme irrégulière contenant cent vingt-trois pieds (123′) de front sur soixante-dix-sept pieds (77′) de profondeur au nord-est et vingt-trois pieds (23′) de profondeur au sud-ouest; borné au sud partie à l'emplacement ci-dessus décrit et partie à Ernest Lefebvre au nord à dame Félix Leclerc et au sud-ouest à Josaphat Lambert.

Ces deux emplacements faisant partie du lot N° 97 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Antoine de Tilly, comté de Lotbinière, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
45650-34-2-o ALBERT F. RACETTE.

[Première insertion: 24 août 1957]
[Deuxième insertion: 14 septembre 1957]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 89,141. { LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DE LAURIERVILLE, corps social et politique constituée en corporation en vertu de la Loi des syndicats coopératifs de la province de Québec; contre ARMAND FISET, de Villeroy, comté de Lotbinière.

Une terre avec bâtisses dessus construites, connue et désignée comme étant le lot primitif

and in the book of reference for the parish of Saint-Augustin, county of Portneuf, with structures and dependencies. As the whole is to be found presently.

2. Another lot of land thus described in the deed of sale from the vendor, registered under No. 103321. A strip of land of twelve feet in width (12′) neighbor to the lot presently owned by the purchaser and extending along a depth of about one hundred and forty-five feet (145′) starting from Lake Saint-Augustin. And also a plot of land in rear of cottage that the purchaser presently owns, of about sixteen feet (16′). The whole being part of number five hundred (500) on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Augustin, county of Portneuf, and as figured on a small plan which has remained annexed to the original of a registered deed under No. 103,321.

This strip of twelve feet (12′) is next to the east side of the described in the first place.

To be sold at the parochial church door of Saint-Augustin, county of Portneuf, on the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

Quebec, August 20, 1957.

ALBERT F. RACETTE,
45657-34-2 Deputy Sheriff.

[First insertion: August 24, 1957]
[Second insertion: September 14, 1957]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 73,764. { PIERRE AURÈLE BEAUDOIN, wholesale merchant of Laurier Station, county of Lotbinière; versus JACQUES LAFLEUR, of Saint-Antoine de Tilly, county of Lotbinière.

An emplacement containing ninety feet (90′) of frontage by one hundred feet (100′) of depth, English measure; bounded southerly by the road, northerly by the extremity of the depth of one hundred feet (100′), northeasterly by Ernest Lefebvre, and southwesterly by Josaphat Lambert. Another plot of land of irregular shape containing one hundred and twenty-three feet (123′) of frontage by seventy-seven feet (77′) of depth to the northeast and twenty-three feet (23′) of depth to the southwest; bounded southerly partly by the emplacement described hereinabove and partly by Ernest Lefebvre, northerly by Dame Félix Leclerc and southwesterly by Josaphat Lambert.

These two emplacements forming part of lot No. 97 of the official cadastre of the parish of Saint-Antoine.

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Antoine de Tilly, county of Lotbinière, the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER next at TEN o'clock in the afternoon.

ALBERT F. RACETTE,
45650-34-2 Deputy Sheriff.

[First insertion: August 24, 1957]
[Second insertion: September 14, 1957]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 89,141. { LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DE LAURIERVILLE, a body social and politic constituted as a corporation under the Quebec Cooperative Syndicates Act versus ARMAND FISET, of Villeroy, county of Lotbinière.

A farm with buildings erected thereon, known and designated as being original lot number

numéro cinquante et un (N° 51) du rang seize (16) de la Seigneurie de Deschaillons, étant maintenant connue et désignée comme le lot quatre cent quatre-vingt-treize (493) subdivision du lot sept cent vingt-trois (723), (723-493) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean Deschaillons, contenant environ quatre-vingt-six (86) arpents en superficie, bornée à l'ouest par Gérard Noury, à l'est par Ernest Guévin.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean Deschaillons, comté de Lotbinière, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, le 9 septembre 1957. 45791-37-2-o

[Première insertion: 14 septembre 1957]
[Deuxième insertion: 5 octobre 1957]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 87,888. { HENRI BLOUIN, rentier, de St-Jean, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, P.Q. contre DAME JEANNE D'ARC GOSSELIN, épouse séparée de biens de Jean-Yves Faucher, cultivateur, de St-Jean, Ile d'Orléans, comté de Montmorency et ledit JEAN-YVES FAUCHER, pour autoriser son épouse.

Un terrain ou emplacement situé à St-Jean, Ile d'Orléans, P.Q. connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-seize (N° 176) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean, Ile d'Orléans, P.Q. avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et tous les droits de passage inhérents audit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jean, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DR J. R. GOBEIL.
Québec, le 9 septembre 1957. 45790-37-2-o

[Première insertion: 14 septembre 1957]
[Deuxième insertion: 5 octobre 1957]

---

fifty-one (No. 51) of range sixteen (16) of the Seigniory of Deschaillons, presently known and designated as lot four hundred and ninety-three (493) subdivision of lot seven hundred and twenty-three (723), (723-493) of the official cadastre for the parish of Saint Jean Deschaillons, containing some eighty-six (86) arpents in area, bounded westerly by Gérard Noury, easterly by Ernest Guévin.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Jean Deschaillons, county of Lotbinière, the EIGHTEENTH day of OCTOBER next at TEN o'clock in the afternoon.

Dr J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, September 9, 1957. 45791-37-2

[First insertion: September 14, 1957]
[Second insertion: October 5, 1957]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 87,888. { HENRI BLOUIN, annuitant, of St. Jean, Island of Orleans, county of Montmorency, P.Q. versus DAME JEANNE D'ARC GOSSELIN, wife separate as to property of Jean Yves Faucher, farmer, of St. Jean, Island of Orleans, county of Montmorency, and the said JEAN-YVES FAUCHER, to authorize his wife.

A piece of land or emplacement situated at St. Jean, Island of Orleans, P.Q., known and designated as being lot number one hundred and seventy-six (No. 176) of the official cadastre for the parish of St. Jean Island of Orleans, P.Q., with house and other buildings erected thereon, circumstances and dependencies and all inherent rights-of-way of said lots.

To be sold at the door of the parochial church of St. Jean, Island of Orleans, county of Montmorency, the EIGHTEENTH day of OCTOBER next at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, September 9, 1957. 45790-37-2

[First insertion: September 14, 1957]
[Second insertion: October 5, 1957]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 19,651. { NORMAN STERNLIEB & MAX CLARFELD, tous deux de la cité de Québec, et y faisant affaires ensemble sous les nom et raison sociale de "Service Finance Reb'd", à 466 de la Couronne dans la cité de Québec, dit district, demandeurs vs ERNEST BERNIER, domicilié à Baie des Capucins, Comté de Matane, district de Rimouski, défendeur.

Re affaire de Mr. Ernest Bernier, C.S.R., N° 19,651.

Description cadastrale des immeubles dans cette cause.

1° Un terrain ou emplacement situé à St-Paul, des Capucins, de la contenance qu'il peut y avoir, borné au nord par le fleuve St-Laurent, à l'est par la propriété de Jos. Lavoie ou successeurs, au sud par la route nationale, et à l'ouest par la propriété de Jos. Pouliot ou successeurs, étant connu comme faisant partie du numéro trente-cinq-B (P.-35-B) du premier rang au cadastre officiel du canton Romieu, avec la maison dessus construite, appartenances et dépendances: sauf une petite cuisine que s'est réser-

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 19,651. { NORMAN STERNLIEB & MAX CLARFELD, both of the city of Quebec, and carrying on business therein under the name and style of "Service Finance Reg'd", at 466 Crown Street, in the city of Quebec, said district, plaintiffs vs ERNEST BERNIER, domiciled at Baie des Capucins, County of Matane, district of Rimouski, defendant.

In the matter of Mr. Ernest Bernier, S.C.R., No. 19,651.

Cadastral description of the immoveables in this case.

1. A piece of land or emplacement situated at St. Paul des Capucins, of the area that it may contain, bounded northerly by the River St. Lawrence, easterly by the property of Jos. Lavoie or his successors, southerly by the National Highway, and westerly by the property of Jos. Pouliot or his successors, being known as forming part of number thirty-five-B (P.-35-B) range one of the official cadastre of the Township of Romieu, with a house erected thereon, appurrenances and dependencies: save a small kit-

vée Monsieur Félix Pelletier, colon de St-Paulin Dalibaire, à l'acte d'acquisition de l'emprunteur enrégistré le 31 mai 1947 sous le numéro 40698.

2° Une lisière de terrain de forme parallélogrammatique, située dans la municipalité de la paroisse de St-Paul des Capucins prise à même le lot partie trente-cinq-B (P.-35-B) du premier rang au cadastre officiel du canton Romieu, mesurant une longueur moyenne de quatre-vingt-dix pieds (90) par une largeur moyenne de cinquante-pieds (50) étant bornée au nord-est et au nord-ouest par le résidu du lot partie trente-cinq-B (P.-35-B) (Paul Émile Pouliot ou successeurs), au sud-est par le lot partie trente-cinq-B (P.-35-B) (propriété de Ernest Bernier ou successeurs) et sud-ouest par l'emprise de la route N° 6 construite vers mil neuf cent quarante-huit.

La propriété en premier lieu désignée contient en superficie dix-neuf mille six cent quarante pieds carrés, et est actuellement connue comme étant la subdivision quatre du lot numéro trente-cinq-B (35-B-4) des plan et livre de renvoi au cadastre officiel revisé du premier rang du canton Romieu.

La propriété en deuxième lieu désignée contient en superficie quatre mille deux cent onze pieds carrés, et est actuellement connue comme étant la subdivision cinq du lot numéro trente-cinq-B (35-B-5) des plan et livre de renvoi au cadastre officiel revisé du premier rang du canton Romieu.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Paul des Capucins, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 19 août 1957. 45643-34-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 19,920. { BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corporation ayant son siège social à

Montréal, et un bureau d'affaires en la ville de Matane, demanderesse ; vs CHARLES ROSS, qui faisait affaires autrefois sous les nom et raison sociale de MATANE CANDY ENR., défendeur.

La subdivision cinquante-huit du lot numéro cent trente et un (131-58) du cadastre officiel revisé, d'une partie de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, comprise dans les limites de la ville de Matane, ledit terrain ayant une superficie de 3,919 pieds carrés.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 19 août 1957. 45641-34-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 19,695. { CHRISTOPHE BÉRUBÉ, marchand, domicilié dans les ville et district de

Rimouski et opérant sous la raison sociale de Ferronnerie Bérubé Enr., demandeur vs ADÉLARD PELLETIER, domicilié en la paroisse de Ste-Flavie, district de Rimouski, défendeur.

chen that Mr. Félix Pelletier a settler of St. Paulin Dalibaire, had reserved for himself, the borrower's deed of acquisition registered May 31, 1947 under number 40698.

2. A strip of land of parallelogram shape, situated in the Municipality of the Parish of St. Paul des Capucins taken from lot part thirty-five-B (P.-35-B) of range one of the official cadastre of the township of Romieu, measuring an average length of ninety feet (90) by an average width of fifty feet (50) being boundee northeasterly and northwesterly by the residue of lot part thirty-five-B (P.-35-B) (Paul Emile Pouliot or his successors), southeasterly by lot part thirty-five-B (P.-35-B) (property of Ernest Bernier or his successors) and wouthwesterly by the right-of-way of Route No. 6 built towards one thousand nine hundred and forty-eight.

The property described firstly contains an area of nineteen thousand six hundred and forty square feet, and is presently known as being subdivision four of lot number thirty-five-B (35-B-4) of the plan and book of reference of the official revised cadastre of range one of township Romieu.

The property described secondly contains an area of four thousand two hundred and eleven square feet, and is presently known as being subdivision five of lot number thirty-five-B (35-B-5) of the plan and book of reference of the official revised cadastre of range one of the township of Romieu.

To be sold at the door of the church of the parish of St. Paul des Capucins, the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER 1957, at two o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, August 19, 1957. 45643-34-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 19,920. { THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, a corporation having its head

office at Montreal, and a place of business in the town of Matane, plaintiff; vs CHARLES ROSS, formerly carrying on business under the name and style of MATANE CANDY ENR., defendant.

Subdivision fifty-eight of lot number one hundred and thirty-one (131-58) of the official revised cadastre of a portion of the parish of Saint-Jérôme de Matane, situated within the limits of the town of Matane, the said land having an area of 3,919 square feet.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint-Jérôme de Matane, the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER, 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, August 19, 1957. 45641-34-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 19,695. { CHRISTOPHE BÉRUBÉ, merchant, domiciled in the town and district of Ri-

mouski and operating under the firm name of Ferronnerie Bérubé Enr., plaintiff vs ADÉLARD PELLETIER, domiciled in the parish of Ste-Flavie, district of Rimouski, defendant.

Partie du lot N° cent trente-trois (P.-133) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flavie étant un terrain situé dans la paroisse de Ste-Flavie mesurant quatre-vingt-quinze (95) pieds de front au chemin sur la profondeur qu'il y a du chemin au fleuve St-Laurent, borné à l'est à Armand Tardif, au nord au Fleuve St-Laurent, à l'ouest à Charles Auguste Langlois et au sud au chemin, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A charge d'une rente foncière de $38.00 par année par l'acquéreur.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Flavie le VINGT-SIXIÈME jour de SEPTEMBRE, 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 19 août 1957. 45642-34-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 18,857. ROGER BERNIER, industriel, de St-Octave de l'Avenir, Gaspé, demandeur vs ROLAND GAGNÉ, anciennement demeurant à St-Octave de l'Avenir, présentement résidant en la paroisse de St-Frs-Xavier des Hauteurs, défendeur.

Un terrain ou emplacement sis et situé au dixième rang des terres de la paroisse de St-Octave de l'Avenir connu et désigné comme faisant partie du lot portant le numéro dix-neuf (P.-19), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Canto : Cap-Chat de la contenance de cinquante (50) pieds de largeur en front par un cents (100) pieds de profondeur, borné à l'est par le chemin public, au sud par Roland Pelletier, à l'ouest et au nord par le terrain de Sieur Maurice Chrétien, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Octave de l'Avenir, le SEIZIÈME jour d'OCTOBRE, 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 9 septembre 1957. 45792-37-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 19,651. NORMAN STERNLIEB & MAX CLARFELD, tous deux de la cité de Québec et y faisant affaires ensemble sous les nom et raison sociale de "Service Finance Reg'd", 466 de la Couronne dans la cité de Québec, dit district, demandeurs vs ERNEST BERNIER, domicilié à Baie des Capucins, comté de Matane district de Rimouski, défendeur.

Prenez avis que la vente de l'immeuble dudit défendeur qui doit avoir lieu, à la porte de l'église de la proisse de St-Paul des Capucins, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE, 1957, à DEUX heures de l'après-midi, n'aura pas lieu, elle est remise au SEIZIÈME jour d'OCTOBRE, 1957, à DEUX heures de l'après-midi, à la porte de ladite église.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 9 septembre 1957. 45793-37-2-o

A part of lot number one hundred and thirty-three (P.-133) of the official cadastre of the Parish of Ste-Flavie being a piece of land situated in the parish of Ste-Flavie measuring ninety-five (95) feet in front at the road by the depth that exists from the road to the River St. Lawrence, bounded easterly by Armand Tardif, northerly by the River St. Lawrence, westerly by Charles August Langlois and southerly by the road, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Subject to a ground rent of $38.00 per year by the purchaser.

To be sold at the door of the church of the parish of Ste-Flavie, the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, August 19, 1957. 45642-34-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski.

Superior Court, No. 18,857. ROGER BERNIER, industrialist, of St. Octave de l'Avenir, Gaspé, plaintiff vs ROLAND GAGNÉ, formerly domiciled at St. Octave de l'Avenir, and presently residing in the parish of St. Frs-Xavier des Hauteurs, defendant.

A piece of land or emplacement lying and situated in land range ten of the parish of St. Octave de l'Avenir known and designated as forming part of lot bearing number nineteen (P.-19) on the plan and book of reference of the official cadastre for the township of Cap-Chat, containing fifty (50) feet in width in front by a hundred (100) veet in depth, bounded easterly by the public highway, southerly by Roland Pelletier, westerly and northerly by the land of Sieur Maurice Chrétien, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of St. Octave de l'Avenir, the SIXTEENTH day of OCTOBER 1957, at TWO o'clock in the afternono.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, September 9, 1957. 45792-37-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 19,651. NORMAN STERNLIEB & MAX CLARFELD, both of the city of Quebec, and carrying on business together in said city under the name and style of "Service Finance Reg'd", 466 Crown Street, in the city of Quebec, said district, plaintiffs, vs ERNEST BERNIER, residing at Baie des Capucins, county of Matane, district of Rimouski, defendant.

Take notice that the sale of the said defendant's immoveable property which was to have taken place at the door of the parochial church of St. Paul des Capucins, the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon shall not take place, it has been postponed to the SIXTEENTH day of OCTOBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon, at the door of the said church.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, September 9, 1957. 45793-37-2

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, N° 18,152. { EMILE BOUCHARD, restaurateur et joueur de hockey professionnel, de la cité de Longueuil, district de Montréal, demandeur; vs DAME AMELIA TREMBLAY, épouse contractuellement séparée de biens de Pamphile Pilote, apiculteur, et ledit PAMPHILE PILOTE pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, tous deux de la paroisse d'Alma, district de Roberval, défendeurs; et RAYMOND RICHARD, régistrateur du bureau d'enregistrement du Lac Saint-Jean-Est d'Hébertville, district de Roberval, mis-en-cause.

Un terrain ou emplacement avec toutes les bâtisses y érigées, situé en la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, étant et comprenant une lisière de terrain mesurant quatre-vingts pieds de largeur ou du nord au sud sur six arpents de profondeur ou de l'ouest à l'est, faisant partie du lot numéro trente-quatre (ptie no 34), du rang quatre (4) au cadastre officiel du canton Labarre, lequel terrain est borné: au nord au lot trente-cinq; à l'ouest au chemin public ou route régionale et des deux autres côtés au reste du lot dont il fait partie et appartenant à Joseph Plourde.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, comté du Lac Saint-Jean, le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent cinquante-sept, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif de Roberval,
LÉON-MAURICE LAVOIE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
District de Roberval, le 10 septembre 1957.
[Première insertion: samedi le 14 septembre 1957]
45794-37-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 18,152. { EMILE BOUCHARD, restaurateur and professional hockey player, of the city of Longueuil, district of Montreal, plaintiff; vs DAME AMELIA TREMBLAY, wife contractually separate as to property of Pamphile Pilote, apiculturist, and the said PAMPHILE PILOTE to authorize his said wife for the purposes herein, both of the parish of Alma, district of Roberval, defendants; and RAYMOND RICHARD, registrar of the registry bureau of Lake St. John-East of Hébertville, district of Roberval, mis-en-cause.

A piece of land or emplacement with all the buildings erected thereon, situated in the parish of Saint-Joseph d'Alma, being and comprising a strip of land measuring eighty feet in width or from north to south by six arpents in depth or from west to east, forming part of lot number thirty-four (P. No. 34) of range four (4) of the official cadastre of the township of Labarre, which land is bounded: northerly by lot thirty-five; westerly by the public highway or regional route and on the two other sides by the residue of the lot of which it forms part and belonging to Joseph Plourde.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint-Joseph d'Alma, county of Lake St. John, the SEVENTEENTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and fifty-seven, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff of Roberval.

Sheriff's Office,
Court House,
District of Roberval, September 10, 1957.
[First insertion: Saturday, September 14, 1957]
45794-37-2

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

N° 83-462. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LTD. corporation légalement constituée ayant le siège social de ses affaires à Montréal P.Q. et un bureau d'affaires à Québec, demandeur, vs ALFRED DESGAGNÉS, St-Urbain, comté de Charlevoix, P.Q., défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de St-Urbain avec maison et dépendances dessus érigées, étant un emplacement faisant partie du lot numéro, quatre cent vingt-et-un (421) du cadastre de St-Urbain, comté de Charlevoix P.Q.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Urbain, comté de Charlevoix, P.Q., MARDI, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 9 septembre 1957.

Le Shérif,
PIERRE NÉRON.

45817-37-2-o

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

No. 83-462. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LTD. corporation legally constituted having its business head office at Montreal, P.Q., and a place of business in Quebec, plaintiff vs ALFRED DESGAGNÉS, St. Urbain, county of Charlevoix, P.Q., defendant.

An emplacement situated in the parish of St. Urbain with a house and dependencies erected thereon, being an emplacement forming part of lot number four hundred and twenty-one (421) of the cadastre of St. Urbain, county of Charlevoix, P.Q.

To be sold at the door of the church of St. Urbain, county of Charlevoix, P.Q., TUESDAY the FIFTEENTH day of OCTOBER 1957 at TWO o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, this September 9th., 1957.

PIERRE NÉRON,
Sheriff.

45817-37-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 25,578. { JOSEPH CELKIS, machiniste, 3167 Blvd Bernard, cité et district de Montréal,

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 25,578. { JOHN CELKIS, machinist, 3167 Bernard Boulevard, city and district of Montreal,

demandeur, vs JULIUS GENAITES, 486 Avenue Rielle, Verdun, district de Montréal, défendeur.

Un lopin de terre ou emplacement de forme rectangulaire qui fait partie du lot numéro soixante et quinze "A" (p. 75 "A") du cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, sans bâtisse, lequel emplacement mesure cent vingt-cinq pieds de largeur et cent pieds de profondeur, mesure anglaise et est borné comme suit: au nord-est par la route N° 11, au nord-ouest par M. Lufty, au sud ouest et au sud est par le vendeur.

Joint à la présente vente un droit de passage par un chemin projeté de douze pieds de largeur à partir du coin sud de l'emplacement présentement vendu pour communiquer au chemin privé de la terre du vendeur, traversant la route N° 11 et de là pour communiquer à la Rivière du Nord, et celà à titre gratuit avec tous les autres y ayant droit. Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Sauveur des Monts, MARDI, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1957 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
GEORGES AUCLAIR.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, 6 septembre 1957. 45795-37-2-o

plaintiff vs JULIUS GENAITES, 486 Rielle Avenue, Verdun, district of Montreal, defendant.

A plot of land or emplacement of rectangular shape, forming part of lot number seventy-five "A" (P. 75 "A") of the official cadastre of the parish of St. Sauveur, without buildings, which emplacement measures one hundred and twenty-five feet in width and one hundred feet in depth, english measure, and is bounded as follows; northeasterly by Route No. 11 northwesterly by Mr. Lutfy, southwesterly and southeasterly by the vendor.

Included in the present sale in a right-of-way to a proposed road of twelve feet in width as from the south corner of the emplacement actually sold in order to communicate with the private road of the Vendor's land, crossing Route No 11 and thence to communicate with River du Nord, free of charge with all those having a right thereto. Such as the whole actually stands with servitudes both active and passive, apparent or unapparent attaching to said immoveable.

To be sold at the door of the catholic church of St. Sauveur des Monts, TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of OCTOBER 1957 at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES AUCLAIR,
Sheriff.

Sheriff's Office
St.Jérôme, September 6, 1957. 45795-37-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 37

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

580-845 — Concernant la soustraction au jalonnement de certains terrains dans le comté de Saguenay..... 3298
787 — Concernant le classement de la Maison de la Côte-des-Neiges, à Montréal, en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques..... 3197
875 — Concernant des amendements aux règlements de la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes..... 3197
876-D — Matériaux de construction (marbre), Province..... 3185
876-E — Matériaux de construction, Province..... 3194

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3161

AVIS DIVERS:

Brière & Fils, Limitée (Directeurs).... 3201
Cassidy's Ltd (Directeurs)..... 3199
Coopérative d'Habitation du Comté de Mégantic (Fondation)..... 3202
L'Association des Chimistes Professionnels de Québec (Nouveaux membres). 3200
MacDonald House Holdings Co. Ltd. (Dist. de l'actif)..... 3202
Project Sales (Marine Division) Ltd (Directeurs)..... 3202
Prosper Exploration Ltd. (Directeurs). 3203
Prudential Investment Corporation (Directeurs)..... 3200
Roco Inc. (Directeurs)..... 3200
Sainte-Sophie, paroisse (Nom changé).. 3201
Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de Châteauguay (Formation)..... 3201
Syndicat des Institutrices Catholiques

Index of the Quebec Official Gazette, No. 37

ORDERS IN COUNCIL:

580-845 — Concerning the withdrawal from staking of certain lands in the county of Saguenay..... 3298
787 — Concerning the classification of the House on Côte-des-Neiges, at Montreal, pursuant to the Historic or Artistic Monuments and Sites Act..... 3197
875 — Concerning amendments of the regulations under the stationary Enginemen's Act..... 3197
876-D — Building materials (Marble), Province..... 3185
876-E — Building materials, Province. 3194

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3161

MISCELLANEOUS NOTICES:

Brière & Fils, Limitée (Directors)..... 3201
Cassidy's Ltd (Directors)..... 3199
Coopérative d'Habitation du Comté de Mégantic (Foundation)..... 3202
The Association of Professional Chemists of Quebec (New members)..... 3200
MacDonald House Holdings Co. Ltd. (Dist. of assets)..... 3202
Project Sales (Marine Division) Ltd (Directors)..... 3202
Prosper Exploration Ltd. (Directors).. 3203
Prudential Investment Corporation (Directors)..... 3200
Roco Inc. (Directors)..... 3200
Sainte-Sophie, parish (Name changed). 3201
Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de Châteauguay (Formation)..... 3201
Syndicat des Institutrices Catholiques

des Trois-Pistoles (Formation)..... 3201
Syndicat National des Fonctionnaires Municipaux de Montréal-Nord Inc. (Formation)..... 3203
Union of Tank Car Workers of Canada (Formation)..... 3203

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session 3218

CHARTES — ABANDON DE:

Franco-Canadian Dyers Limited..... 3203
Laurendeau Motor Sales, Limited..... 3204
Mont Gabriel Ski Tows Ltd..... 3204

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES:

Axer Storage Ltd..... 3204
Philip Kramer & Bros., Inc..... 3204

COMPAGNIES DISSOUTES:

Amesbrooke Coffee Shop Inc..... 3205
Camyoung Mining Syndicate Co. Ltd.. 3205
Côté et Lussier Limitée..... 3205
Dominion Wood Preserving Company Limited..... 3205
Ernest Albert Furs Limited..... 3206
Industrial Wood Turning Co. Inc..... 3206
Kensom Inc..... 3206
La Compagnie de Téléphone de Kamouraska..... 3206
"Le Canada" Immeubles, Limitée..... 3206
Montreal Management & Maintenance Co. Ltd..... 3207
Northern Lumber Co. Ltd..... 3207
Roy Assurances Limitée..... 3207
The Jalray Corporation Limited..... 3207
The Seg Corporation..... 3208

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Association Nationale de Bénéfices Mutuels..... 3208
Collège de Jonquière..... 3210
Community Holy Association of United Congregation..... 3208
Dumenco, Simon..... 3210
Henry James Hummell..... 3211
Huntingdon, ville..... 3210
L'Union Canadienne Compagnie d'Assurances..... 3210
Nicolet, comm. scolaire, ville..... 3211
Société Gazifère de Hull Incorporée.... 3209

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:
Industrie laitière:

Ordonnance 1-57C (Montréal)..... 3211

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

L'Ange-Gardien..... 3213
St-Stanislas..... 3213
Val St-Jean..... 3213

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

St-Antoine-de-Longueuil, paroisse..... 3214
St-Antoine-de-Longueuil, paroisse..... 3214

des Trois-Pistoles (Formation)..... 3201
Syndicat National des Fonctionnaires Municipaux de Montréal-Nord Inc. (Formation)..... 3203
Union of Tank Car Workers of Canada (Formation)..... 3203

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session. 3218

CHARTERS — SURRENDER OF:

Franco-Canadian Dyers Limited..... 3203
Laurendeau Motor Sales, Limited..... 3204
Mont Gabriel Ski Tows Ltd..... 3204

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:

Axer Storage Ltd..... 3204
Philip Kramer & Bros., Inc..... 3204

COMPANIES DISSOLVED:

Amesbrooke Coffee Shop Inc..... 3205
Camyoung Mining Syndicate Co. Ltd. 3205
Côté et Lussier Limitée..... 3205
Dominion Wood Preserving Company Limited..... 3205
Ernest Albert Furs Limited..... 3206
Industrial Wood Turning Co. Inc..... 3206
Kensom Inc..... 3206
La Compagnie de Téléphone de Kamouraska..... 3206
"Le Canada" Immeubles, Limitée..... 3206
Montreal Management & Maintenance Co. Ltd..... 3207
Northern Lumber Co. Ltd..... 3207
Roy Assurances Limitée..... 3207
The Jalray Corporation Limited..... 3207
The Seg Corporation..... 3208

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

National Mutual Benefit Association.. 3208
Collège de Jonquière..... 3210
Community Holy Association of United Congregation..... 3208
Dumenco, Simon..... 3210
Henry James Hummell..... 3211
Huntingdon, town..... 3210
L'Union Canadienne Compagnie d'Assurances..... 3210
Nicolet, school comm., town..... 3211
Société Gazifère de Hull Incorporée.... 3209

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:
Dairy Industry:

Order 1-57C (Montreal)..... 3211

EDUCATION:
School Municipality of:

L'Ange-Gardien..... 3213
St-Stanislas..... 3213
Val St-Jean..... 3213

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

St-Antoine-de-Longueuil, parish..... 3214
St-Antoine-de-Longueuil, parish..... 3214

St-Eustache, paroisse 3214

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, district de Hull (Prélèvement) 3190
Commerce de l'alimentation au détail, région de Québec (Modification) 3188
Commerce de détail de Magog (Prélèvement) 3189
Construction de Sorel (Prélèvement) .. 3192
Employés de garage des cités de Sherbrooke et Thetford-Mines (Modification) 3214
Quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction, région de Québec (Modification) 3193

LETTRES PATENTES:

A. Bélanger & Fils Ltée 3162
Agences Saguenay Ltée — Saguenay Agencies Ltd. 3163
Anmax Realty Inc. 3163
Basin Development Corporation 3163
Calseal Co. Ltd. 3164
Canadian Eastern Spruce Co. (1957) Inc. 3164
Capsana Investment Corporation 3164
Carreau Construction Limitée 3165
Carrière de Trois-Pistoles Incorporée .. 3165
Cenitcan Limited-Cenitcam Limitée ... 3165
Chemin du Chicot Development Ltd. .. 3166
Choquette Paper and Supplies Limited. 3166
Cusson Frères General Contractors Ltd. 3166
Dalmet Limited 3167
De Lasalle Corporation 3167
Desmond — Hall Limited 3167
Entreprises Rang Quatre Cent Ltée 3168
Ernest Bégin & Fils Limitée 3168
Exclusive Home Construction and Decoration Co. Ltd. 3168
Frabels Inc. 3169
Frandel Corporation 3169
Harcourt Manufacturing & Sales Company 3169
H.F.D. Corporation Ltd. 3170
Hollenzer & Co. Ltd. 3170
Hôpital Providence Hospital Inc. 3170
Hôtel Le Buisson Incorporée 3171
International Industries Ltd. 3171
J. A. Lowry Ltd. 3171
J. P. Marcotte & Cie Ltée 3171
Lac St-Jean Auto Parts Ltd. 3172
Leejay Importing Corp. 3172
Le Groupe de Recherches Sociales — The Social Research Group 3172
Les Immeubles de Thetford Inc.— Thetford Real Estate Inc. 3173
Les Provisions Économiques Ltée 3173
Marcel Roy Inc. 3174
Marché St-Albert Le Grand Ltée. 3174
Mares Ltd. 3174
Montreal Sewers Ltd. 3175
N. M. Shahin & Company Ltd. 3175
Paul Legault Inc. 3175
Prudential Development Inc. 3176
René Perrault Auto Inc. 3176
Riverside Speedway Limited 3176
Robert Primeau Inc. 3177
Roseann Ventures Ltd. 3177
Royal Chesterfield Ltée 3177
Sweet Motors Ltd. 3178
Three Way Enterprises Company Limited 3178
Touchette Construction Ltée — Tou-

St-Eustache, parish 3214

LABOUR:
Industry or Trades of:

Barbers and hairdressers, district of Hull (Levy) 3190
Food products retail, district of Quebec (Amendment) 3188
Retail trade of Magog (Levy) 3189
Construction of Sorel (Levy) 3192
Garage employers of the cities of Sherbrooke and Thetford Mines (Amendment) 3214
Hardware, paint and building materials, region of Quebec (Amendment). 3193

LETTERS PATENT:

A. Bélanger & Fils Ltée 3162
Agences Saguenay Ltée — Saguenay Agencies Ltd. 3163
Anmax Realty Inc. 3163
Basin Development Corporation 3163
Calseal Co. Ltd. 3164
Canadian Eastern Spruce Co. (1957) Inc. 3164
Capsana Investment Corporation 3164
Carreau Construction Limitée 3165
Carrière de Trois-Pistoles Incorporée .. 3165
Cenitcan Limited-Cenitcam Limitée ... 3165
Chemin du Chicot Development Ltd. .. 3166
Choquette Paper and Supplies Limited. 3166
Cusson Frères General Contractors Ltd. 3166
Dalmet Limited 3167
De Lasalle Corporation 3167
Desmond — Hall Limited 3167
Entreprises Rang Quatre Cent Ltée 3168
Ernest Bégin & Fils Limitée 3168
Exclusive Home Construction and Decoration Co. Ltd. 3168
Frabels Inc. 3169
Frandel Corporation 3169
Harcourt Manufacturing & Sales Company 3169
H.F.D. Corporation Ltd. 3170
Hollenzer & Co. Ltd. 3170
Hôpital Providence Hospital Inc. 3170
Hôtel Le Buisson Incorporée 3171
International Industries Ltd. 3171
J. A. Lowry Ltd. 3171
J. P. Marcotte & Cie Ltée 3171
Lac St-Jean Auto Parts Ltd. 3172
Leejay Importing Corp. 3172
Le Groupe de Recherches Sociales — The Social Research Group 3172
Les Immeubles de Thetford Inc.— Thetford Real Estate Inc. 3173
Les Provisions Économiques Ltée 3173
Marcel Roy Inc. 3174
Marché St-Albert Le Grand Ltée. 3174
Mares Ltd. 3174
Montreal Sewers Ltd. 3175
N. M. Shahin & Company Ltd. 3175
Paul Legault Inc. 3175
Prudential Development Inc. 3176
René Perrault Auto Inc. 3176
Riverside Speedway Limited 3176
Robert Primeau Inc. 3177
Roseann Ventures Ltd. 3177
Royal Chesterfield Ltée 3177
Sweet Motors Ltd. 3178
Three Way Enterprises Company Limited 3178
Touchette Construction Ltée — Tou-

chette Construction Ltd..... 3178
Tru-Way Sheet Metal Works Company Limited..... 3179

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Arcadia Nickel Corporation Limited... 3179
Canadian Auto Corporation..... 3179
Canadian British Aluminium Company Limited..... 3217
Credit Anglo-Français Inc..... 3180
Cycles & Sports Equipment Co. Ltd... 3180
Desormeau & Fils Ltée..... 3180
Édifices Verdun Limitée..... 3180
Five Fifty Eight Ltd..... 3181
Gaspé Oil Ventures Limited..... 3181
Jean Lapierre & Frères Limitée..... 3181
La Compagnie de Traverse du Saint-Laurent Limitée..... 3181
La Compagnie du St-Louis..... 3181
Lasalle Heights Inc..... 3182
Les Carrières Martineau et Deschambault Inc.— Martineau and Deschambault Quarries Inc..... 3182
Les Immeubles Continental Ltée — Continental Real Estates Ltd..... 3182
Les Jardins Gouverneur Inc..... 3183
Ludger Gravel & Fils Limitée..... 3183
Madame Jean Inc..... 3183
Maison Marose Inc..... 3183
Peerless Slipper Co. Ltd..... 3184
Pel-Ba Inc..... 3184
Promotion & Placements Ltée — Promotion & Investments Ltd..... 3184
Pyramid Products Ltd — Produits Pyramid Ltée..... 3184
Quebec Oil Development Ltd..... 3184
Standard Electric Heating Products Ltd..... 3185
Tar Point Oil Company..... 3185

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

Caisse Nationale d'Assurance-Vie..... 3217

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires..... 3218

SIÈGES SOCIAUX:

Boraca Mines Limited..... 3219
Les Fonds Radisson Funds Inc..... 3219
Lyndvue Mines Limited..... 3219

SOUMISSIONS:

Châteauguay, comm. scolaire..... 3224
Chertsey, canton..... 3226
Deschambault, village..... 3223
Hudson, comm. scolaire prot..... 3222
Longueuil, cité..... 3227
Maniwaki, comm. scolaire..... 3230
St-Benoit-Abbé, comm. scolaire..... 3220
St-Marc-des-Carrières, comm. scolaire.. 3228
Salaberry-de-Valleyfield, cité..... 3219
Shawinigan-Sud, comm. scolaire..... 3231

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Bolduc, Gérard..... 3233
The Callway Sash & Door Inc. *et al*.... 3233

chette Construction Ltd..... 3178
Tru-Way Sheet Metal Works Company Limited..... 3179

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Arcadia Nickel Corporation Limited... 3179
Canadian Auto Corporation..... 3179
Canadian British Aluminium Company Limited..... 3217
Credit Anglo-Français Inc..... 3180
Cycles & Sports Equipment Co. Ltd... 3180
Desormeau & Fils Ltée..... 3180
Édifices Verdun Limitée..... 3180
Five Fifty Eight Ltd..... 3181
Gaspé Oil Ventures Limited..... 3181
Jean Lapierre & Frères Limitée..... 3181
La Compagnie de Traverse du Saint-Laurent Limitée..... 3181
La Compagnie du St-Louis..... 3181
Lasalle Heights Inc..... 3182
Les Carrières Martineau et Deschambault Inc.— Martineau and Deschambault Quarries Inc..... 3182
Les Immeubles Continental Ltée — Continental Real Estates Ltd..... 3182
Les Jardins Gouverneur Inc..... 3183
Ludger Gravel & Fils Limitée..... 3183
Madame Jean Inc..... 3183
Maison Marose Inc..... 3183
Peerless Slipper Co. Ltd..... 3184
Pel-Ba Inc..... 3184
Promotion & Placements Ltée — Promotion & Investments Ltd..... 3184
Pyramid Products Ltd — Produits Pyramid Ltée..... 3184
Quebec Oil Development Ltd..... 3184
Standard Electric Heating Products Ltd..... 3185
Tar Point Oil Company..... 3185

DEPARTMENTAL NOTICES:

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

Caisse Nationale d'Assurance-Vie..... 3217

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business..... 3218

HEAD OFFICES:

Boraca Mines Limited..... 3219
Les Fonds Radisson Funds Inc..... 3219
Lyndvue Mines Limited..... 3219

TENDERS:

Châteauguay, school comm..... 3224
Chertsey, township..... 3226
Deschambault, village..... 3223
Hudson, Prot. school comm..... 3222
Longueuil, city..... 3227
Maniwaki, school comm..... 3230
St-Benoit-Abbé, school comm..... 3220
St-Marc-des-Carrières, school comm.... 3228
Salaberry-de-Valleyfield, city..... 3219
Shawinigan-Sud, school comm..... 3231

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Bolduc, Gérard..... 3233
The Callway Sash & Door Inc. *et al*.... 3233

VENTE POUR TAXES:

Verdun, cité 3224

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

L'Office du Crédit agricole du Québec vs Houle 3236
Marier vs Bouchard, jr 3235
Michel vs Montambeau 3235

BEAUHARNOIS:

Stober vs Pelchat 3237

BEDFORD:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Dubois 3237

GASPÉ:

Impôt sur le revenu, Ottawa vs Dasseville *et al* 3237
South Bay Lumber Co. Ltd. *et al* vs Plourde 3238

HULL:

Craig vs Morris 3239
Industrial Acceptance Corporation Ltd. vs Dicaire 3241
Lalonde vs Périard 3240
L'Office du Crédit agricole du Québec vs Perth 3240
Proulx vs The White Motor Company of Canada Limited 3238

MÉGANTIC:

Tousignant vs Carrier *et al* 3242

MONTMAGNY:

Pelchat vs Blais 3242

MONTRÉAL:

Louisbourg Construction Ltée vs Congregation Good Heart — Congregation Yetev Lev 3243

QUÉBEC:

Beaudoin vs Lafleur 3246
Blouin vs Gosselin *et vir* 3247
Chalifour & Frère vs Piché (Deschambault) 3244
Chalifour & Frère vs Piché (Notre-Dame-de-Portneuf) 3243
La Société Coopérative Agricole de Laurierville vs Fiset 3246
Marcoux vs Germain 3244
Paquet vs Brousseau 3244
Pelletier vs Dubois *et vir* 3245

RIMOUSKI:

Banque Provinciale du Canada vs Ross. 3248
Bernier vs Gagné 3249
Bérubé vs Pelletier 3248
Sternlieb *et al* vs Bernier 3247
Sternlieb *et al* vs Bernier 3249

SALE FOR TAXES:

Verdun, city 3224

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

L'Office du Crédit agricole du Québec vs Houle 3236
Marier vs Bouchard, jr 3235
Michel vs Montambeau 3235

BEAUHARNOIS:

Stober vs Pelchat 3237

BEDFORD:

Quebec Farm Credit Bureau vs Dubois 3237

GASPÉ:

Income Tax, Ottawa vs Sasseville *et al* 3237
South Bay Lumber Co. Ltd. *et al* vs Plourde 3238

HULL:

Craig vs Morris 3239
Industrial Acceptance Corporation Ltd. vs Dicaire 3241
Lalonde vs Périard 3240
Quebec Farm Credit Bureau vs Perth .. 3240
Proulx vs The White Motor Company of Canada Limited 3238

MÉGANTIC:

Tousignant vs Carrier *et al* 3242

MONTMAGNY:

Pelchat vs Blais 3242

MONTREAL:

Louisbourg Construction Ltée vs Congregation Good Heart — Congregation Yetev Lev 3243

QUEBEC:

Beaudoin vs Lafleur 3246
Blouin vs Gosselin *et vir* 3247
Chalifour & Frère vs Piché (Deschambault) 3244
Chalifour & Frère vs Piché (Notre-Dame-de-Portneuf) 3243
La Société Coopératice Agricole de Laurierville vs Fiset 3246
Marcoux vs Germain 3244
Paquet vs Brousseau 3244
Pelletier vs Dubois *et vir* 3245

RIMOUSKI:

The Provincial Bank of Canada vs Ross. 3248
Bernier vs Gagné 3249
Bérubé vs Pelletier 3248
Sternlieb *et al* vs Bernier 3247
Sternlieb *et al* vs Bernier 3249

ROBERVAL:

Bouchard vs Tremblay *et vir*..... 3250

SAGUENAY:

Industrial Acceptance Corporation Ltd. vs Desgagnés..... 3250

TERREBONNE:

Celkis vs Genaites..... 3250

45758-o

ROBERVAL:

Bouchard vs Tremblay *et vir*..... 3250

SAGUENAY:

Industrial Acceptance Corporation Ltd. vs Desgagnés..... 3250

TERREBONNE:

Celkis vs Genaites..... 3250

45758-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.